Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto





FICHES TERMINOLOGIQUES BIJURIDIQUES

BIJURAL TERMINOLOGY RECORDS





Fiches terminologiques bijuridiques Bijural Terminology Records



NOTES INTRODUCTIVES

INTRODUCTORY NOTES

La Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil¹ est entrée en vigueur le 1 er juin 2001, au chapitre 4 des Lois du Canada 2001. C'est la première d'une série de lois qui harmoniseront des centaines de lois et règlements fédéraux. Cet exercice fait partie du Programme d'harmonisation entrepris suite à l'entrée en vigueur en 1994 du Code civil du Québec, qui modifie substantiellement les concepts, les institutions et la terminologie du droit civil.

Compte tenu du caractère innovateur du bijuridisme législatif, des fiches terminologiques bijuridiques sont publiées sur le site Internet du ministère de la Justice du Canada ² pour expliquer les dispositions d'harmonisation découlant de la *Loi d'harmonisation nº 1 du droit fédéral avec le droit civil*. Les dispositions d'harmonisation tiennent également compte de la common law en français. Les modifications d'harmonisation découlant des lois fiscales figurent aussi sur le site Internet. D'autres fiches seront ajoutées au site au fur et à mesure de l'adoption de nouvelles dispositions d'harmonisation.

☐ Une fiche pour toutes les occurrences d'une même solution

Les fiches portent sur les changements destinés à refléter la terminologie appropriée du droit civil et de la common law. Même si un terme ou une expression ayant fait l'objet d'harmonisation se retrouve à plusieurs reprises dans la *Loi d'harmonisation nº 1 du droit fédéral avec le droit civil* ou dans les lois fiscales, il ne fera l'objet que d'une fiche si le problème d'harmonisation soulevé reçoit la même solution. Par exemple, on ne retrouvera qu'une fiche pour :

immeuble/bien réel real property /immovable

même si ces termes se retrouvent dans plusieurs dispositions législatives harmonisées. Les mots en caractères gras représentent les mots de la disposition d'origine qui ont fait l'objet d'harmonisation ainsi que la solution adoptée dans la loi d'harmonisation pour le droit civil et la common law.

The Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1³ came into force on June 1, 2001, as chapter 4 of the Statutes of Canada 2001. This Act is the first in a series of Acts that will harmonize hundreds of federal statutes and regulations. This exercise is part of the Harmonization Program undertaken as a result of the coming into force of the Civil Code of Québec in 1994, which substantially changed the concepts, institutions and terminology of civil law.

Given the innovative character of bijural drafting, bijural terminology records have been published on the Department of Justice Internet website⁴, as a guide to explain the harmonization provisions brought about by the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1.* The harmonization provisions also take into account common law in French. Harmonization changes made in tax legislation are included on the Internet website as well. Additional terminology records will be published as further harmonization changes are made.

One record for all occurrences of the same solution

These records deal with changes made to reflect appropriate civil and common law terminology. There is only one record per term or phrase, if the harmonization problem raised has been solved in the same way, even if it occurs more than once in the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1* or in tax legislation. For example, there is only one record for:

real property /immovable immeuble/ bien réel

even though these terms are found in several harmonized legislative provisions. Words taken from the original provision that have been harmonized as well as the solutions adopted in the *Harmonization Act* are in bold print.

¹ http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/S-4/S-4 4/S-4 cover-F.html

² http://lois.justice.gc.ca/fr/index.html, voir Autres ressources relatives à la législation

³ http://www.parl.gc.ca/37/1/parlbus/chambus/house/bills/government/S-4/S-4 4/S-4 cover-E.html

⁴ http://laws.justice.gc.ca/en/index.html, see Related Statutory Resources

☐ Des termes appropriés pour chaque système de droit

Parfois la loi utilise une terminologie commune pour le droit civil et la common law (acquisition/acquisition), parfois il aura fallu employer des termes différents pour refléter les concepts de l'un et l'autre système. Par exemple, les expressions :

pour le droit civil :

« perte pécuniaire antérieure au procès » / pre-trial pecuniary loss,

pour la common law:

special damages /
« dommages-intérêts spéciaux »

Préséance des termes de droit civil en français et préséance des termes de common law en anglais

En général, dans les dispositions où une notion juridique s'exprime par des termes différents pour le droit civil et la common law, le terme de droit civil est mentionné le premier dans la version française et le terme de common law, le premier dans la version anglaise. Par exemple, on retrouvera «immeuble» suivi de «bien réel» dans la version française et *real property* suivi de *immovable* dans la version anglaise.

☐ Des concepts sans notion correspondante d'un système à l'autre

Dans certains cas, une notion dans un système donné n'aura pas de notion correspondante dans l'autre système. Par exemple, la compétence en *equity*, propre au droit anglais et applicable dans les provinces de common law, n'est pas reconnue au Québec dans les matières relevant du droit privé. Le cas échéant, la mention s.o. (sans objet) *n/a* (not applicable) apparaîtra dans le système où il n'y a pas de notion correspondante.

Règles d'interprétation : tradition bijuridique du Canada

L'opportunité d'utiliser les solutions adoptées dans la *Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil* dans d'autres contextes devra être examinée cas par cas.

Lors de la lecture des lois fédérales, il y a lieu de toujours garder à l'esprit les nouvelles règles d'interprétation qui ont été apportées à la Loi d'interprétation par l'article 8 de la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil. Il s'agit de l'article 8.1 qui reconnaît la tradition bijuridique du Canada et l'application du droit provincial à titre supplétif ainsi que l'article 8.2 qui est l'outil d'interprétation des dispositions bijuridiques.

☐ Appropriate terms for each legal system

In some cases, common terminology is used for both common law and civil law (acquisition/acquisition); in other cases, different terms must be used in order to reflect the concepts of each legal system. For example, the terms:

for the common law:

"special damages" /
dommages-intérêts spéciaux,

for the civil law:

"pre-trial pecuniary loss" / perte pécuniaire antérieure au procès.

☐ Precedence of common law terms in English and precedence of civil law terms in French

Generally, in provisions that describe a legal concept by using distinct common law and civil law terminology, the common law term appears first in the English version and the civil law term appears first in the French version. Examples of this are "real property and immovable" in the English version and immeuble et bien réel in the French version.

□ Concepts with no corresponding concept in the other system

In certain cases, a concept found in one legal tradition may have no corresponding concept in the other. For example, while jurisdiction in equity is relevant in common law provinces, it is not recognized in private law matters in Quebec. In such a case, the note "n/a" (not applicable) / s.o. (sans objet) will appear for the legal system which does not have the corresponding concept.

☐ Rules of interpretation: the bijural tradition in Canada

The appropriateness of using the solutions adopted in the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1* in other contexts will need to be examined on a case-by-case basis.

When reading federal legislation, one should always keep in mind the new rules of interpretation that have been brought to the *Interpretation Act* by section 8 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act*, *No. 1*. More particularly, section 8.1 recognizes the bijural legal tradition in Canada and the application of provincial law in a suppletive manner; section 8.2 is an interpretative tool for bijural legislative provisions.

Ces nouveaux articles de la *Loi d'interprétation* se lisent comme suit :

- 8.1 Le droit civil et la common law font pareillement autorité et sont tous deux sources de droit en matière de propriété et de droits civils au Canada et, s'il est nécessaire de recourir à des règles, principes ou notions appartenant au domaine de la propriété et des droits civils en vue d'assurer l'application d'un texte dans une province, il faut, sauf règle de droit s'y opposant, avoir recours aux règles, principes et notions en vigueur dans cette province au moment de l'application du texte.
- 8.2 Sauf règle de droit s'y opposant, est entendu dans un sens compatible avec le système juridique de la province d'application le texte qui emploie à la fois des termes propres au droit civil de la province de Québec et des termes propres à la common law des autres provinces, ou qui emploie des termes qui ont un sens différent dans l'un et l'autre de ces systèmes.

☐ Modification à une version seulement

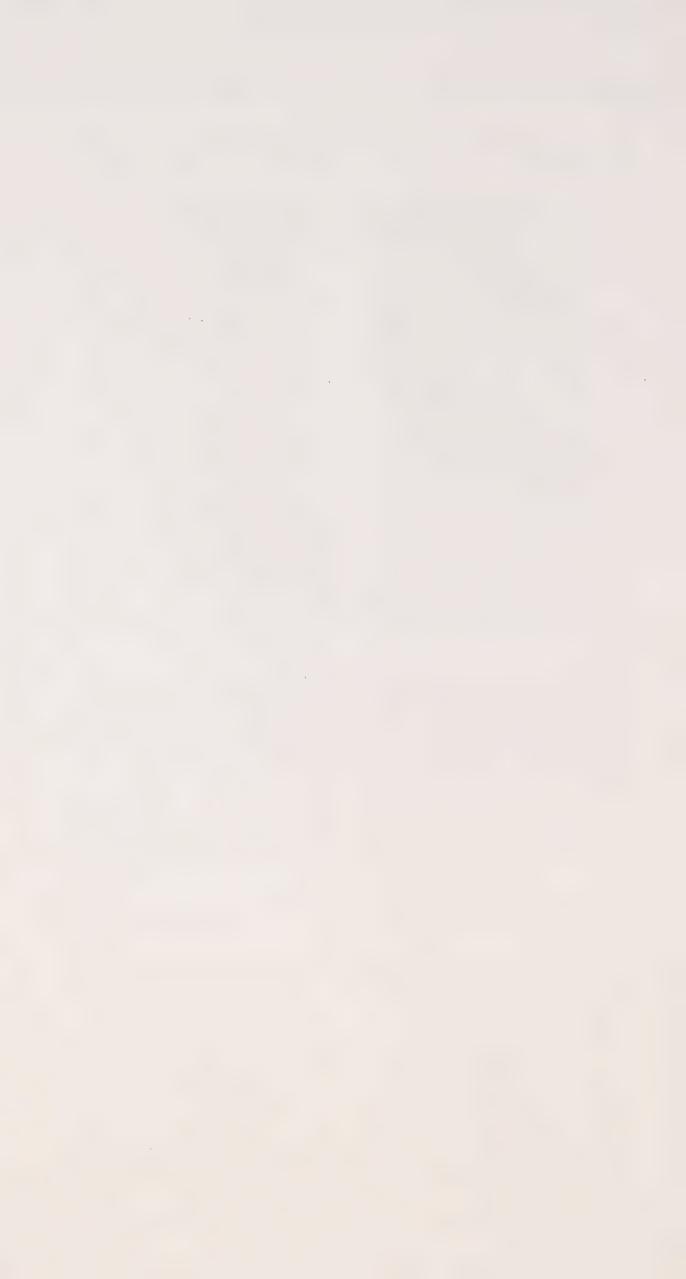
Dans les cas où une modification est apportée à une version linguistique de la loi seulement, la version linguistique non modifiée est néanmoins reproduite pour faciliter la consultation, avec référence à la disposition modifiée de la *Loi d'harmonisation nº 1 du droit fédéral avec le droit civil*.

These new sections of the *Interpretaion Act* are as follows:

- 8.1 Both the common law and the civil law are equally authoritative and recognized sources of the law of property and civil rights in Canada and, unless otherwise provided by law, if in interpreting an enactment it is necessary to refer to a province's rules, principles or concepts forming part of the law of property and civil rights, reference must be made to the rules, principles and concepts in force in the province at the time the enactment is being applied.
- 8.2 Unless otherwise provided by law, when an enactment contains both civil law and common law terminology, or terminology that has a different meaning in the civil law and the common law, the civil law terminology or meaning is to be adopted in the Province of Quebec and the common law terminology or meaning is to be adopted in the other provinces.

☐ Amendment to one linguistic version only

In cases where an amendment is made to only one linguistic version, the other linguistic version is nevertheless reproduced for ease of consultation, with reference to the amended provision of the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1.



Fiches terminologiques bijuridiques



Bijural Terminology Records

Droit eld

accessoires et dépendances

Common Lov

accessoires

Vitre du les ligitlatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

HMg: -- 071

19. (1) Les immeubles mentionnés à l'annexe de la Loi des terres de l'Artillerie et de l'Amirauté, chapitre 115 des Statuts revisés du Canada de 1927, qui, le 1^{er} juin 1950, étaient dévolus à Sa Majesté, indépendamment du mode de cession employé pour leur acquisition ou leur prise de possession, que ce soit en pleine propriété, en jouissance viagère, pour un certain nombre d'années ou autrement, ainsi que tous les droits accessoires. demeurent absolument dévolus à Sa Majesté dans l'intérêt du Canada, de la même manière et dans la même mesure qu'à cette date, sauf s'ils ont été aliénés depuis.

La terminologie du droit civil est utilisée uniquement dans la version française et la terminologie de la common law est utilisée uniquement dans la version anglaise.

Dans la version française, les termes « les droits accessoires » sont remplacés par « leurs accessoires et toutes leurs dépendances » pour refléter à la fois la réalité du droit civil et celle de la common law et correspondre au concept d'appurtenances utilisé dans la version anglaise. Dans la version anglaise, on ajoute, après all the appurtenances, les termes of the real property, pour refléter la réalité de la common law et and the accessories and dependencies of the immovables pour refléter la réalité du droit civil.

19. (1) Les immeubles et les biens réels mentionnés à l'annexe de la Loi des terres de l'Artillerie et de l'Amirauté, chapitre 115 des Statuts revisés du Canada de 1927, qui, le 1^{er} juin 1950, étaient dévolus à Sa Majesté, indépendamment du mode d'acquisition ou de prise de possession, que ce soit en pleine propriété, en jouissance viagère, pour un certain nombre d'années ou autrement, ainsi que tous leurs accessoires et toutes leurs dépendances, demeurent absolument dévolus à Sa Majesté dans l'intérêt du Canada, de la même manière et dans la même mesure qu'à cette date, sauf s'il en a été disposé depuis. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 21

appurtenances

cavil Law

accessories and dependencies

Title of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Printern

19. (1) Such of the real property mentioned in the schedule to the *Ordnance and Admiralty Lands Act*, chapter 115 of the Revised Statutes of Canada, 1927, as was on June 1, 1950 vested in Her Majesty, by whatever mode of conveyance it was acquired or taken and whether in fee, for life, for years or otherwise, and all the appurtenances thereof, unless disposed of since that date, continues absolutely vested in Her Majesty for the purposes of Canada in the same manner and to the same extent as on June 1, 1950.

Problem.

Only civil law terminology is used in the French version and only common law terminology is used in the English version.

In the French version, the term *les droits accessoires* is replaced by the phrase *leurs accessoires et toutes leurs dépendances* to reflect both common and civil law and correspond to the concept of "appurtenances" used in the English version. In the English version, the term "of the real property" is added after "all the appurtenances" to reflect the common law, and the phrase "and the accessories and dependencies of the immovables" are added to reflect the civil law.

Le resided Provision

19. (1) Such of the real property and immovables mentioned in the schedule to the *Ordnance and Admiralty Lands Act*, chapter 115 of the Revised Statutes of Canada, 1927, as was on June 1, 1950 vested in Her Majesty, by whatever mode of conveyance it was acquired or taken and whether in fee, for life, for years or otherwise, and all the appurtenances of the real property and the accessories and dependencies of the immovables, unless disposed of since that date, continue absolutely vested in Her Majesty for the purposes of Canada in the same manner and to the same extent as on June 1, 1950.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 21

acquisition ou location

acquisition ou location

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut [...]

b) autoriser l'achat, la location ou autre forme d'acquisition d'immeubles au nom de Sa Majesté;

En droit civil et en common law, le concept d'acquisition inclut celui de l'achat. Par contre, le concept de location ne peut être assimilé à une forme d'acquisition en droit civil.

Dans la version française, les termes « achat » et « autre forme d' » sont supprimés. Dans la version anglaise, les termes *purchase* et *other* sont supprimés.

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut [...]

b) autoriser l'acquisition ou la location d'immeubles ou de biens réels au nom de Sa Majesté;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law acquisition or lease

Citizens acquisition or lease

Text Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection

(2), the Governor in Council may

• • •

(b) authorize the purchase, lease or other acquisition of any

real property on behalf of Her Majesty;

Problem In both civil and common law, the concept of "acquisition"

includes that of "purchase". However, the concept of "lease"

cannot be assimilated to a form of acquisition in civil law.

In the French version, the terms achat and autre forme d' are

deleted. In the English version, the terms "purchase" and "other"

are deleted.

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection

(2), the Governor in Council may

...

(b) authorize the acquisition or lease of real property or

immovables on behalf of Her Majesty;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 18(1)

in acte

to the strail of the

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :

a) déterminer le modèle à utiliser et, en ce qui concerne les concessions de l'État ou autres **actes**, en fixer et en approuver la forme et la teneur juridique;

Le terme *instrument* utilisé dans la version anglaise est incomplet pour le droit civil puisqu'il ne désigne que les *notarial instruments* alors que les autres *acts* sont aussi visés par la présente disposition.

Dans la version anglaise, le terme *act* est ajouté après le terme *instrument* pour refléter le droit civil.

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :

a) déterminer le modèle d'acte à utiliser et, en ce qui concerne les concessions de l'État ou autres actes, en fixer et en approuver la forme et la teneur juridique;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

instrument

Chillian

instrument or act

Title of the Legislative Te .1

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

357" 1 1 mores

- **15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty,
- (a) determine the type of **instrument** to be used therefor and settle and approve the form and legal content of any Crown grant or other **instrument**;

i rootem

The term "instrument" used in the English version is incomplete for civil law purposes, as it refers only to notarial instruments, whereas other acts (in civil law) are covered by this provision.

In the English version, the term "act" is added after "instrument" for civil law purposes.

- **15.** (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty,
- (a) determine the type of **instrument or act** to be used for those purposes and settle and approve the form and legal content of any Crown grant or **other instrument or act**; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

acte de concession

acte de concession

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

5. (1) Les immeubles fédéraux peuvent être concédés de l'une des façons suivantes :

ſ...

b) acte de concession fait en la forme jugée satisfaisante par le ministre de la Justice et présenté expressément comme ayant la même valeur que des lettres patentes.

Seule la terminologie de la common law (instrument of grant) est utilisée dans la version anglaise.

L'expression act of concession est ajoutée dans la version anglaise pour refléter le droit civil.

(modification à la version anglaise seulement)

5. (1) Les immeubles fédéraux peuvent être concédés de l'une des façons suivantes :

[...]

b) acte de concession fait en la forme jugée satisfaisante par le ministre de la Justice et présenté expressément comme ayant la même valeur que des lettres patentes.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(2)

page 8

instrument of grant

Civil Law

act of concession

Title of the Legislative

Toxt

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

, rovision

5. (1) Federal real property may be granted

...

(b) by an **instrument of grant**, in a form satisfactory to the Minister of Justice, stating that it has the same force and effect

as if it were letters patent.

Problem

Only common law terminology ("instrument of grant") is used in the English version.

Rultion

The term "act of concession" is added to the English version in

order to reflect civil law.

... monized Provision

5. (1) Federal real property may be granted and federal immovables may be conceded

...

(b) by an **instrument of grant** or an **act of concession**, in a form satisfactory to the Minister of Justice, stating that it has the same force and effect as if it were letters patent.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 15(2)

acte de transfert

acte de transport

and the second s

.....

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

16. (2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour : [...]

f) régir l'acceptation, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, des transferts — notamment par voie de concession, de dévolution ou de tout autre **acte de cession** — jugés satisfaisants par le ministre de la Justice, de la gestion et de la maîtrise d'un immeuble par Sa Majesté de tout autre chef;

Dans la version française, le terme « cession » est inapproprié dans le contexte, à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression *conveyancing instrument* ne reflète pas le droit civil.

Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert ou de transport ». Pour le droit civil, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission du droit de propriété dans un immeuble, ce dont il est question dans le contexte. Le terme « cession » vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Le terme « transport » est ajouté à la version française pour la common law afin de mieux refléter la notion de *conveyance* exprimée dans la version anglaise. Dans la version anglaise, les termes *transfer act* sont ajoutés afin de refléter le droit civil.

16. (2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, prendre des règlements pour : [...]

f) régir l'acceptation, au nom de Sa Majesté, des transferts — notamment par voie de concession, d'ordonnance de dévolution ou de tout autre acte de transfert ou de transport — jugés satisfaisants par le ministre de la Justice, de la gestion et de la maîtrise d'un immeuble ou d'un bien réel par Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

conveyancing instrument

Civil Law

transfer act

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

41, 4, 1 1 . j <) 33

16. (2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations

(f) respecting the acceptance, on behalf of Her Majesty, of transfers of administration and control satisfactory to the Minister of Justice of real property from Her Majesty in any right other than Canada, including such transfers made by grant, vesting order or other **conveyancing instrument**;

In the French version, the term *cession* is inappropriate for both civil law and common law. In the English version the term "conveyancing instrument" is inappropriate for civil law purposes.

In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert* ou de transport. For civil law purposes, it is more appropriate to use the word transfert, which deals with the transmission of the right of ownership in an immovable, which is the notion to be expressed in the context. In the French version, the term *cession* deals rather with the transmission of rights and obligations. In the French version, the term *transport* is added for common law purposes in order to more clearly reflect the notion of "conveyance" expressed in the English version. In the English version, the term "transfer act" is added in order to reflect the civil law.

16. (2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, make regulations

(f) respecting the acceptance, on behalf of Her Majesty, of transfers of administration and control satisfactory to the Minister of Justice of real property or immovables from Her Majesty in any right other than Canada, including any such transfer made by grant, concession, vesting order, other conveyancing instrument or other transfer act; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Durstem

. . na saze Pratitio

. 10

actes constitutifs d'hypothèque

actes de fiducie

Loi sur Bell Canada, L.C. 1987, ch. 19

14. (1) Tout **acte de fiducie** créant des hypothèques, charges ou servitudes sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...]

Une incompatibilité avec une nouvelle règle de droit civil et un problème de désuétude terminologique sont causés par l'utilisation de l'expression « acte de fiducie » (deed of trust). Bien que les expressions « acte de fiducie » et deed of trust valent pour la common law dans le contexte, le concept correspondant pour l'application du droit civil est désormais celui de « hypothèque »/hypothec.

La phraséologie « dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque » (in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs) est ajoutée conformément à la nouvelle règle de droit civil. La précision relative au Code civil du Québec est nécessaire puisque ce concept existe aussi en common law, bien qu'il ne soit pas visé dans cette disposition.

14. (1) Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque et, dans les autres provinces, les actes de fiducie créant des hypothèques, charges ou grèvements, sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 62

deed of trust

Chillian

act constituting hypothecs

This of the Legislative

Text

Bell Canada Act, S.C. 1987, c.19

14. (1) Every deed of trust creating mortgages, charges or encumbrances on the whole or any part of the property of the Company ...

1.11/1111

Incompatibility with a new principle of civil law and a problem of obsolete terminology are caused by the use of the term "deed of trust" / acte de fiducie. Although "deed of trust" / acte de fiducie are appropriate in common law in this context, the corresponding concept for civil law purposes is now "hypothec"/hypothèque.

TON LOW

The phrase "or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs" / Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèques is added to reflect the current civil law. Reference to the Civil Code of Québec is necessary here since the concept of a hypothec is also known to common law, but is not the

notion intended here.

14. (1) A deed of trust creating mortgages, charges or encumbrances — or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs — on the whole or any part of the property of the Company ...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 62

formit elect

action en responsabilité action en responsabilité

the second of the second

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

-11

10. L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement de l'alinéa 3a), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une action en responsabilité civile délictuelle contre leur auteur ou ses représentants.

La terminologie de la common law est utilisée uniquement dans la version anglaise (*cause of action in tort*) alors que la terminologie utilisée dans la version française (« action en responsabilité civile délictuelle ») est désuète en droit civil.

Dans la version anglaise, l'expression cause of action in tort est remplacée par cause of action for liability et, dans la version française, l'expression « action en responsabilité civile délictuelle » est remplacée par « action en responsabilité », conformément à la nouvelle définition de « responsabilité »/liability prévue à l'article 2 de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, tel que modifié par le paragraphe 34(2) de la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4. Le concept de « responsabilité »/liability vaut pour les deux systèmes juridiques.

10. L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement des sousalinéas 3a)(i) ou b)(i), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une **action en responsabilité** contre leur auteur, ses représentants personnels ou sa succession. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 40 Cammon Law

cause of action for liability

Mind Law

cause of action for liability

This of the Legislative | 150.1

Crown Liability and Proceedings Act , R.S.C. (1985), c. C-50

10. No proceedings lie against the Crown by virtue of paragraph 3(a) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would apart from the provisions of this Act have given rise to a cause of action in tort against that servant's personal representative.

Only common law terminology is used in the English version ("cause of action in tort") and the terminology used in the French version (*action en responsabilité délictuelle*) has become obsolete in civil law.

The Agreem

In the English version, the term "cause of action in tort" is replaced by "cause of action for liability". In the French version, the term *action en responsabilité civile délictuelle* is replaced by *action en responsabilité*. This term is in accordance with the new definition of "liability"/responsabilité in section 2 of the *Crown Liability and Proceedings Act*, as amended by subsection 34(2) of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act*, *No.1*, S.C. 2001, c. 4. The concept of "liability"/responsabilité is appropriate for both legal traditions.

10. No proceedings lie against the Crown by virtue of subparagraph 3(a)(i) or (b)(i) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would, apart from the provisions of this Act, have given rise to a cause of action for liability against that servant or the servant's personal representative or succession.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S. C. 2001, c. 4, s. 40

administrateur des biens de la compagnie

S.O.

eislatif Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

29. (1) Seules les compagnies ont le droit de construire ou d'exploiter un pipeline.

[...]

(3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies :

L'administration du bien d'autrui est un nouveau régime juridique introduit dans le *Code civil du Québec* en 1994 et ne se retrouve pas expressément à la disposition.

Étant donné l'objet de cette disposition, il y a lieu de créer le paragraphe 29(3.1), incluant le concept d'« administrateur des biens de la compagnie » dans la version française et de administrator of the property of the company dans la version anglaise.

29. (1) Seules les compagnies ont le droit de construire ou d'exploiter un pipeline.

[...]

in the second of the second

(3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies :

[...]

(3.1) Dans la province de Québec, est également assimilé à une compagnie l'administrateur des biens de la compagnie nommé par un tribunal compétent pour exercer les activités de la compagnie.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 102(2)

Continue Jak

n/a

(No Law

Physision

administrator of the property of the company

Title of the Legislative

National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

Tour

29. (1) No person, other than a company, shall construct or operate a pipeline.

...

(3) For the purposes of this Act,

...

is deemed to be a company.

Problem

The "administration of the property of others" is a new juridical regime introduced in the *Civil Code of Québec* in 1994 and is not expressly provided for in the provision.

Given the purpose of this provision, it was appropriate to create subsection 29(3.1) in order to include the concept of an "administrator of the property of the company" in the English version and an *administrateur des biens de la compagnie* in the French version.

29. (1) No person, other than a company, shall construct or operate a pipeline.

...

(3) For the purposes of this Act,

• • •

is deemed to be a company.

(3.1) In the Province of Quebec the administrator of the property of the company appointed by a court of competent jurisdiction to carry on the business of the company is also deemed to be the company.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 102(2)

1291-14

appartenant

appartenant

Loi sur le ministère des Anciens combattants, L.R.C. (1985), ch. V-1

5. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : a) en ce qui concerne la gestion et le contrôle de tout hôpital, atelier, foyer, école ou autre établissement possédé en propriété ou utilisé par Sa Majesté, [...]

La possession et la propriété sont des concepts distincts. Le concept visé par cette disposition est celui de la propriété.

Dans la version française, les termes « possédé en propriété » sont remplacés par « appartenant » pour refléter l'utilisation du terme *owned* dans la version anglaise.

5. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : a) en ce qui concerne la gestion et le contrôle de tout hôpital, atelier, foyer, école ou autre établissement **appartenant** à Sa Majesté ou utilisé par elle, [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 126(1)

Coronnon Law

owned

Carried The The

owned

Witte of the Legislative

Department of Veterans Affairs Act, R.S.C. (1985), c.

i cut

V-1

. inion

5. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable

(a) for the control and management of any hospital, workshop, home, school or other institution, owned, acquired or used by Her Majesty ...

miden

Possession and ownership are distinct concepts. The concept

referred to in this provision is that of property.

Sanigneisen)

In the French version, the term possédé en propriété is replaced by appartenant in order to reflect the use of the term "owned" in

the English version.

The state of the second

(amendment to the French version only)

5. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable

(a) for the control and management of any hospital, workshop, home, school or other institution, owned, acquired or used by Her Majesty ...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 126(1)

avocat ou notaire

avocat

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition — ou de l'aliénation d'immeubles ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté:

[...]

c) prendre envers des **conseillers juridiques** et accepter de leur part les engagements que nécessite ou que comporte incidemment, à son avis, la réalisation d'une opération immobilière, notamment quant à la remise d'actes et au versement du prix d'achat ou de toute autre somme d'argent.

La disposition actuelle ne reflète pas l'organisation particulière de la profession juridique au Québec, laquelle se divise entre avocats (*advocates*) et notaires (*notaries*). Alors qu'au Québec, tant les avocats que les notaires sont autorisés à passer les actes dont il est question ici, dans les provinces de common law, seuls les avocats (*barristers and solicitors*) y sont autorisés.

Dans la version française, l'expression « conseillers juridiques » est remplacée par « avocats ou notaires de la province de Québec ou des avocats des autres provinces ». Dans la version anglaise, le terme solicitors est remplacé par advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province.

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la disposition d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :

c) prendre envers des avocats ou notaires de la province de Québec ou des avocats des autres provinces et accepter de leur part les engagements que nécessite ou que comporte incidemment, à son avis, la réalisation d'une opération relative à un immeuble ou à un bien réel, notamment quant à la délivrance d'actes et au versement du prix d'achat ou de toute autre somme d'argent.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

100mm (10

barrister or solicitor

Civil Law

advocate or notary

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

of the Labor.

15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty,

(c) give and accept such solicitors' undertakings as are in the opinion of the Minister of Justice necessary for or incidental to the completion of a real property transaction, including solicitors' undertakings respecting the delivery of any instrument and the payment of any purchase price or other moneys.

To the second

The current provision does not reflect the organization of the legal profession in Quebec, which is composed of advocates (avocats) and notaries (notaires). Whereas both notaries and advocates in Quebec are authorized to make the undertakings mentioned in the section, only barristers and solicitors (avocats) in the common law provinces are so authorized.

Solution

In the French version of paragraph 15(1)(c) of the Federal Real Property and Federal Immovables Act, the term conseillers juridiques is replaced by avocats ou notaires de la province de Ouébec ou des avocats des autres provinces. In the English version, the term "solicitors" is replaced by "from an advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province".

...armonized Provision

- 15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property or immovable, on behalf of Her Majesty,
- (c) give and accept any undertakings from an advocate or a notary of the Province of Quebec or a barrister or solicitor of any other province that are in the opinion of the Minister of Justice necessary for or incidental to the completion of a transaction concerning real property or immovables, including undertakings respecting the delivery of any instrument or act and the payment of any purchase price or other moneys. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Hear fell

ayant cause

titulaire d'un intérêt

anny du mar législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art.10

Disposition

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le locataire ou son ayant droit, du sous-locataire ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.

Un problème est causé par l'utilisation de la terminologie du droit civil uniquement dans la version française et l'utilisation de la terminologie de la common law uniquement dans la version anglaise.

Dans la version française, l'expression « ayant droit » est remplacée par « ayant cause » afin de respecter la terminologie utilisée dans le *Code civil du Québec*. Dans la version anglaise, le terme *successor* est ajouté pour refléter le droit civil. De plus, la phraséologie « le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail » est ajoutée comme équivalent en common law d'expression française à *person holding who holds an interest derived from such a lease*.

- 12. Le locataire d'un immeuble d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est:
- a) en faveur de Sa Majesté;
- b) en faveur de la personne de qui provient le droit ou l'intérêt; c) en ce qui concerne le locataire ou son **ayant cause** ou le
- cesssionnaire ou le **titulaire de l'intérêt découlant du bail**, en faveur du sous-locataire de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

person who holds an interest

Civii Law

successor

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Parision

- 12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of
- (a) Her Majesty;
- (b) any person through whom that interest or right was derived; or
- (c) in the case of a **person holding such a** lease or **interest**, any subtenant or licensee of that person.

Only civil law terminology is used in the French version and only common law terminology is used in the English version.

South

In the French version ayant droit is replaced by ayant cause in order to respect the terminology of the Civil Code of Québec. In the English version, the term "successor" is added for civil law purposes. Also, the phrase titulaire d'un intérêt découlant de ce bail is added as the equivalent in common law in French, to the phrase "person who holds an interest derived from such a lease".

. Enualized Provision

- 12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of
- (a) Her Majesty;
- (b) any person through whom that interest or right was derived; or
- (c) in the case of such a lessee, successor or assignee or **person** holding such an interest, any sublessee or licensee of that person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

ayants cause

t on Bry.

ayants droit

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Talkground on

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, ayants droit, bénéficiaires testamentaires ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.

1.701.4

Le *Code civil du Québec* utilise maintenant l'expression « ayant cause » en remplacement d'« ayant droit ». Dans la version anglaise, le terme *assigns* en est un de common law seulement.

Dans la version française, l'expression « ayants cause » est ajoutée. Dans la version anglaise, le terme *successor* est ajouté pour refléter la terminologie de droit civil. Les termes « ayants droit » /assigns sont toutefois conservés pour la common law.

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, ayants droit ou ayants cause, légataires ou légataires à titre particulier, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 22

assigns

Civil Law

successors

Title of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

0 3 3 1 1

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the heirs, assigns, devisees or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.

14 - (b)t. 10 t

In the English version, the term assigns is known only to the common law. The *Civil Code of Quebec* now uses the term *ayant cause* as a replacement for *ayant droit*. The term "successor" is the translation for *ayant cause*.

In the English version, the term "successors" is added to reflect civil law terminology. In the French version, the term *ayants* cause is added as translation for "successors". The terms "assigns"/ *ayants droit* are kept for the common law.

Harmonized Provision

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, assigns or successors, legatees or legatees by particular title, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 22

...is: 1 isée

bail

bail

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

5. (4) Les **droits de locataire** sur un immeuble fédéral situé au Canada peuvent aussi être concédés [...]

L'expression « droits de locataire » est inappropriée et l'expression *leasehold estate* [...] *granted by a lease* n'a aucune signification en droit civil.

Dans la version française, les termes « droits de locataire » sont remplacés par « bail », un terme approprié à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression *leasehold estate* est remplacée par *lease*, qui vaut tant pour le droit civil que pour la common law.

5. (4) Le bail d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral situé au Canada peut aussi être concédé [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par.15(3)

Common Law	lease
Tivil Law	lease
Time of the Legislative	Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Problem	5. (4) A leasehold estate in federal real property within Canada may also be granted by a lease
1, 0.0	The term <i>droits de locataire</i> is inappropriate and the term "leasehold estate,, granted by a lease" has no meaning in civil law.
Solution	In the French version, the term <i>droits de locataire</i> is replaced by the term <i>bail</i> , which is appropriate to both civil and common law. In the English version the term "leasehold estate" is replaced by the term "lease" which is applicable to both civil and common law.
jeren seest Drovi den	5. (4) A lease of federal real property or of a federal immovable within Canada may also be granted <i>Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1</i> , S.C. 2001, c. 4, s. 15(3)

..

biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

- 3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour :
- a) les délits civils commis par ses préposés;
- b) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.

Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.

L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique par alinéas distincts. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3a)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (ss-al. 3b)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3a)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. L'équivalent de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouve au sous-alinéa 3b)(ii).

- 3. En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour :
- a) dans la province de Québec :
- (i) le dommage causé par la faute de ses préposés,
- (ii) le dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres;
- b) dans les autres provinces :
- (i) les délits civils commis par ses préposés,
- (ii) les manquements aux obligations liées à la **propriété**, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

ownership, occupation, possession or control of property

Civil Law

thing in the custody of or owned by

Title of the Legislative Com

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

. wision

3. The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (b) in respect of a breach of duty attaching to the **ownership**,

occupation, possession or control of property.

Problem

Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.

Solution

Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province.

For Quebec, subparagraph 3(a)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/ délits civils committed by its servants (subpar. 3(b)(ii)).

In relation to liability concerning property, subparagraph 3(a)(ii)indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The equivalent of this clause for the common law provinces is found in subparagraph 3(b)(ii).

3. The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable

(a) in the Province of Quebec, in respect of

(i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or

(ii) the damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and

(b) in any other province, in respect of

(i) a tort committed by a servant of the Crown, or

(ii) a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Trait civil

cause de préférence

Common low

privilège

and the real of the factors

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

11107 111

14. La présente loi n'a pas pour effet d'autoriser les actions réelles visant des demandes contre l'État, non plus que la saisie, détention ou vente d'un navire, d'un aéronef, d'une cargaison ou d'autres biens appartenant à l'État, ni de conférer à quiconque un **privilège** sur un tel bien.

Le terme « privilège » utilisé dans la version française, qui rend bien le concept de common law de *lien*, est désuet en droit civil. Les privilèges ont été abolis et certains ont été remplacés par les notions de priorité ou d'hypothèque qui sont les causes de préférences reconnues en droit civil. La paire de termes « privilège »/lien constitue la terminologie appropriée pour la common law, alors que « cause de préférence » / cause of preference constitue celle appropriée pour le droit civil.

Dans la version française, la phraséologie « ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard » est ajoutée. Dans la version anglaise, la phraséologie *or cause of preference on or in respect of* est ajoutée.

14. La présente loi n'a pas pour effet :

- a) d'autoriser les actions réelles visant des demandes contre l'État;
- b) d'autoriser la saisie, détention ou vente d'un navire, d'un aéronef, d'une cargaison ou d'autres biens appartenant à l'État; c) de conférer à quiconque un **privilège** sur un navire, un

aéronef, une cargaison ou un autre bien appartenant à l'État, ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 42

lien

Civil Law

cause of preference

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

: 'ovision

14. Nothing in this Act authorizes proceedings *in rem* in respect of any claim against the Crown, or the arrest, detention or sale of any Crown ship or aircraft, or of any cargo or other property belonging to the Crown, or gives to any person any lien on any such ship, aircraft, cargo or other property.

Problem

The term privilège used in the French version as the corresponding term for the common law term "lien" is obsolete in civil law. Privileges were abolished and some of them replaced with the notions of "prior claim" and "hypothec", which are causes of preference recognized in civil law. The appropriate terminology in common law is "lien"/ privilège. For civil law, "cause of preference" / cause de préférence is the appropriate term.

In the French version, the phrase ou une cause de préférence sur ceux-ci ou à leur égard is added. In the English version, the phrase "or cause of preference on or in respect of" is added.

Jarmonized Provision

- 14. Nothing in this Act
- (a) authorizes proceedings in rem in respect of any claim against the Crown:
- (b) authorizes the arrest, detention or sale of any Crown ship or aircraft, or of any cargo or other property belonging to the
- (c) gives to any person any lien on, or cause of preference on or in respect of, any ship, aircraft, cargo or other property belonging to the Crown.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 42

cautionnement

cautionnement

Loi sur les semences, L.R.C. (1985), ch. S-8

4. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement [...]

h.5) prévoir les cas où, sous le régime de la présente loi, les semences doivent être transportées et entreposées dès leur importation, de même que les conditions de ce transport et de cet entreposage, y compris la fourniture d'une **caution**;

Dans la version anglaise, seule la terminologie de common law (bond) est utilisée. De plus, dans la version française, le terme « caution » est inapproprié, celui-ci désignant la personne qui s'engage envers le créancier en cas de défaut du débiteur et non le contrat de cautionnement qui est visé à cette disposition.

Dans la version française, le terme « caution » est remplacé par « cautionnement », qui vaut à la fois pour le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, le terme *suretyship* est ajouté pour les fins du droit civil.

4. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement [...]

h.5) prévoir les cas où, sous le régime de la présente loi, les semences doivent être transportées et entreposées dès leur importation, de même que les conditions de ce transport et de cet entreposage, y compris la fourniture d'un **cautionnement**; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 117

bond

Civil Law

suretyship

Title of the Legislative

Seeds Act, R.S.C. (1985), c. S-8

Total

Provision

4. (1) The Governor in Council may make regulations

...

(h.5) determining the cases in which and the conditions, including provision of a **bond**, under which seeds shall, for the purposes of this Act, be transported and stored on importation;

Problem

Only common law terminology is used in the English version ("bond"). In addition, in the French version, the term *caution* is inappropriate. *Caution* refers to the person who undertakes, in favour of the creditor, to honour the debtor's obligations when the debtor fails to do so, and not to the contract of *cautionnement* envisioned by this provision.

In the French version, the term *caution* is replaced by *cautionnement*, which is appropriate for both common law and civil law. In the English version, the term "suretyship" is added for civil law purposes.

The assumed Provision

4. (1) The Governor in Council may make regulations

(h.5) determining the cases in which and the conditions, including provision of a **bond or suretyship**, under which seeds shall, for the purposes of this Act, be transported and stored on importation;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, S.C. 2001, c. 4, s. 117

125

cession

cession

Loi sur Bell Canada, L.C. 1987, ch. 19

14. (1) Tout acte de fiducie créant des hypothèques, charges ou servitudes sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie, présents ou futurs, qui peuvent y être désignés et tout transport de cet acte ou tout autre instrument affectant de quelque manière que ce soit [...]

Le terme « transport » est inapproprié pour désigner la transmission de droit tant en ce qui a trait aux actes constitutifs d'hypothèque (droit civil) qu'aux actes de fiducie (common law).

Le terme approprié pour désigner la transmission de droit, tant en droit civil qu'en common law, est « cession ». L'expression « et tout transport de cet acte » est remplacée par « les actes de cession » dans la version française.

14. (1) Dans la province de Québec, les actes constitutifs d'hypothèque et, dans les autres provinces, les actes de fiducie créant des hypothèques, charges ou grèvements, sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie, présents ou futurs, qui peuvent y être désignés, les actes de cession et les autres actes ou instruments affectant de quelque manière que ce soit [...] Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 62

assignment

Civil Law

assignment

Title of the Legislative

Bell Canada Act, S.C. 1987, c. 19

fext.

14. (1) Every deed of trust creating mortgages, charges or

encumbrances on the whole or any part of the property of the Company, present or future, as may be described therein and every **assignment** or other instrument in any way affecting

Tablem.

The term *transport* used in the French version does not appropriately denote the assignment of rights referred to in the English version, regarding either deeds of trust creating

mortgages (common law) or acts constituting hypothecs (civil

law).

118 6 4

The appropriate term to refer to the assignment of rights is cession for both common and civil law. The phrase et tout transport de cet acte is replaced by les actes de cession in the

French version.

ized Provision

(amendment to the French version only)

14. (1) A deed of trust creating mortgages, charges or encumbrances— or, in the Province of Quebec, an act constituting hypothecs—on the whole or any part of the property of the Company, present or future, as may be described in the deed or act and an assignment or other instrument or act

in any way affecting

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 62

 $\{((y_i),(x_i),(x_i),(x_i),(x_i),(x_i)\}$

cessionnaire

cessionnaire

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, [...]

Compte tenu de la portée et du contexte de la disposition, il est opportun d'ajouter le concept de « cession »/assignment.

Dans la version française, le terme « cessionnaire » est ajouté. Dans la version anglaise, l'expression assignee of such a lessee est ajoutée. Ces changements visent à faire en sorte que la terminologie appropriée du droit civil et de la common law en matière de location et de sous-location soit utilisée.

12. Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est:

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

assignee

Civil Law

assignee

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property

except in favour of

Problem

Given the scope and the context of this provision, it is preferable

to add the concept of "assignment"/cession.

Solution

In the French version, the term cessionnaire is added. In the English version, the term "assignee of such a lessee" is added. These amendments are made in order to use appropriate common law and civil law terminology in matters of lease and

sublease.

The manner of the statement of the state

12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

Arroll sixII	charge
the market	charge
a produce de législatif	Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7
0.04	111. b) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés de privilèges ou de sûretés.
	Il y a disparité de contenu entre les versions linguistiques. Le terme <i>charge</i> n'est utilisé que dans la version anglaise. Ce concept, bien que compris en droit civil, est superflu dans le contexte de cette disposition. Il est cependant nécessaire pour l'auditoire de la common law.
	Dans la version française, le terme « charge » est ajouté pour l'auditoire de la common law afin de refléter le concept de <i>charge</i> utilisé dans la version anglaise.
	111. b) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés d'hypothèques, de privilèges, de charges ou

d'autres sûretés par la compagnie.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 105

charge

Civil Law

charge

This of the Legislative

1

. . ·ision

National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

111. (b) subject to the provisions of this Act, the company may create any lien, mortgage, charge or other security on the

pipeline or on that part of it.

· roblem

There is a disparity between linguistic versions. The notion of "charge" only appears in the English version. This concept, although understood in civil law, is superfluous in the context of this provision. It is, however, necessary for a common law

audience.

Solution

In the French version, the word *charges* is added to better reflect the common law concept of "charge" used in the English

(amendment to the French version only)

111. (b) subject to the provisions of this Act, the company may create a lien, mortgage, charge or other security, or the

company may constitute a hypothec, on the pipeline or on that

part of it.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s.105

charge

charge

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

75. Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, un acte, transport, transfert, contrat de vente, privilège ou hypothèque, consenti à un acheteur ou à un créancier hypothécaire de bonne foi, ou consenti en sa faveur, pour contrepartie valable et suffisante, et couvrant des biens immeubles visés par une ordonnance de séquestre ou une cession en vertu de la présente loi, est valable et efficace selon sa teneur et selon les lois de la province dans laquelle ces biens sont situés, aussi pleinement et efficacement, et pour toutes fins et intentions, que si aucune ordonnance de séquestre n'avait été rendue ou cession faite en vertu de la présente loi, à moins que l'ordonnance de séquestre, la cession, ou un avis de cette ordonnance ou de cette cession, ou un avis, n'ait été enregistré contre les biens au bureau approprié, antérieurement à l'enregistrement de l'acte, du transport, transfert, contrat de vente, privilège ou de l'hypothèque, conformément aux lois de la province où sont situés les biens.

En droit civil, la notion de « privilège »/privilege a été abolie et certains privilèges ont été remplacés par des priorités ou des hypothèques. Dans le contexte du présent article, le terme « hypothèque » et son équivalent anglais hypothec, déjà utilisés, sont suffisants pour le droit civil. Le terme « privilège », dans la version française de la common law, peut être retiré car cette notion est couverte par le terme « charge ». D'ailleurs, la notion de lien, qui traduit le « privilège » de la common law, ne se retrouve pas dans la version anglaise. Bien qu'ils soient utilisés avant tout pour l'auditoire de la common law, les termes « charge » et charge ont aussi un sens pour l'auditoire du droit civil.

Dans la version française, le terme « privilège » est supprimé et le terme « charge » est ajouté comme correspondant au terme *charge* qui se retrouve dans la version anglaise.

75. Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, un acte, transport, transfert, contrat de vente, charge ou hypothèque, consenti à un acheteur ou à un créancier hypothécaire de bonne foi, ou consenti en sa faveur, pour contrepartie valable et suffisante et couvrant des biens immeubles visés par une ordonnance de séquestre ou une cession en vertu de la présente loi, est valable et efficace selon sa teneur et selon les lois de la province dans laquelle ces biens sont situés, aussi pleinement et efficacement, et pour toutes fins et intentions, que si aucune ordonnance de séquestre n'avait été rendue ou cession faite en vertu de la présente loi, à moins que l'ordonnance de séquestre, la cession, ou un avis de cette ordonnance ou de cette cession, ou un avis, n'ait été enregistré contre les biens au bureau approprié, antérieurement à l'enregistrement de l'acte, du transport, du transfert, du contrat de vente, de la charge ou de l'hypothèque, conformément aux lois de la province où sont situés les biens. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 28

charge

Civil Law

charge

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

vision

75. Notwithstanding anything in this Act, a deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec made to or in favour of a *bona fide* purchaser or mortgagee for adequate valuable consideration and covering any real property affected by a receiving order or an assignment under this Act is valid and effectual according to the tenor thereof and according to the laws of the province in which the property is situated as fully and effectually and to all intents and purposes as if no receiving order or assignment had been made under this Act, unless the receiving order or assignment or notice thereof, or caution, has been registered against the property in the proper office prior to the registration of the deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, **charge** or hypothec in accordance with the laws of the province in which the property is situated.

In civil law, the notion of "privilege"/privilège has been abolished and some "privileges"/privilèges have been replaced by prior claims or hypothecs. In the context of the present section, the term "hypothec" and its French equivalent hypothèque, already used, are sufficient for civil law purposes. The term privilège, as it is understood in common law in French, can be deleted since the notion is already covered by the term charge. Moreover, the notion of "lien", which would normally be used to translate privilège for common law purposes, does not appear in the English version. Although used primarily for a common law audience, the term "charge"/charge also has meaning in civil law.

Solution

In the French version, the term *privilège* is deleted and the term *charge* is added to correspond to the term "charge" found in the English version.

an an fired Provision

(amendment to the French version only)

75. Notwithstanding anything in this Act, a deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, charge or hypothec made to or in favour of a bona fide purchaser or mortgagee for adequate valuable consideration and covering any real property affected by a receiving order or an assignment under this Act is valid and effectual according to the tenor thereof and according to the laws of the province in which the property is situated as fully and effectually and to all intents and purposes as if no receiving order or assignment had been made under this Act, unless the receiving order or assignment or notice thereof, or caution, has been registered against the property in the proper office prior to the registration of the deed, conveyance, transfer, agreement for sale, mortgage, charge or hypothec in accordance with the laws of the province in which the property is situated. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 28

H with the H		concéde
100 (2)		concéde
iint	+115-2 Tell .	Loi sur l Loi sur l conform avec le a
Litting (in)		10. Sa M
Probabline		Le terme
14,0701.0		Dans la

les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, ément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Majesté peut se concéder des immeubles fédéraux.

e grant ne reflète pas le droit civil d'expression anglaise.

Dans la version anglaise, le terme concede est ajouté pour refléter le droit civil. Aucun changement à la version française n'est nécessaire puisqu'en droit civil et en common law, le terme « concéder » reflète ces deux réalités.

(modification à la version anglaise seulement)

10. Sa Majesté peut se concéder des immeubles fédéraux et des biens réels fédéraux.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

grant

Civil Law

concede

Title of the Legislative

Fext

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

10. Her Majesty may grant federal real property to Herself.

The term "grant" does not reflect the civil law in English.

In the English version, the term "concede" is added to reflect the civil law. No change to the French version is necessary as the term concéder reflects both the civil and common law.

... rmonized Provision

10. Her Majesty may grant federal real property and concede federal immovables to Herself.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

concession

concession

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

11. (2) La **concession**, la dévolution ou tout autre acte de cession à Sa Majesté du chef du Canada d'un immeuble qui appartient à Sa Majesté de tout autre chef est, lors de son acceptation, un transfert de la gestion et de la maîtrise de l'immeuble.

Le terme *grant* est inapproprié en droit civil d'expression anglaise dans ce contexte.

Dans la version anglaise, le terme *concession* est ajouté pour refléter le droit civil. Cependant, le terme *grant* est conservé pour l'auditoire de la common law.

(modification à la version anglaise seulement)

11. (2) La **concession**, l'ordonnance de dévolution ou tout autre acte de transfert ou de transport à Sa Majesté d'un immeuble ou d'un bien réel qui appartient à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada est, lors de son acceptation, un transfert de la gestion et de la maîtrise du bien.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

grant

Civil Law

concession

Title of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

11. (2) A grant, vesting order or other conveyancing instrument in favour of Her Majesty in respect of any real property belonging to Her Majesty in any right other than Canada results, on its acceptance, in Her Majesty having administration and

control of the property.

Problem

The term "grant" is not appropriate in civil law in English in this context.

In the English version, the term "concession" is added to reflect the civil law in English. However, the term "grant" is maintained for a common law audience.

11. (2) A grant, concession, vesting order or other conveyancing instrument or transfer act in favour of Her Majesty in respect of any real property or immovable belonging to Her Majesty in any right other than Canada results, on its acceptance, in Her Majesty having administration and control of the property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

page 45

concessionnaire

community from

concessionnaire

te législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

22. (1)*d*) lorsque l'immeuble n'est plus en la **possession du détenteur** initial ou a fait l'objet d'améliorations avant que l'erreur ne soit découverte, ou lorsque la concession initiale était une concession à titre gratuit, ordonner la concession d'un nouvel immeuble fédéral qu'il estime juste et équitable dans les circonstances au **détenteur** initial.

L'utilisation des termes « possession du détenteur » dans la version française est inappropriée puisqu'ils ne correspondent pas en droit civil au concept de *holder* retrouvé dans la version anglaise.

Dans la version française, le terme « détenteur » est remplacé par « concessionnaire ». La phraséologie « n'est plus en la possession du détenteur initial » est remplacée par « le bien a été transféré du concessionnaire initial ou par celui-ci ». La terminologie du droit civil est ainsi reflétée.

22. (1)*d*) lorsque le bien a été transféré du **concessionnaire** initial ou par celui-ci avant que l'erreur ne soit découverte ou lorsqu'il a fait l'objet d'améliorations avant cette découverte, ou lorsque la concession initiale était une concession à titre gratuit, ordonner la concession d'un nouvel immeuble fédéral ou d'un nouveau bien réel fédéral qu'il estime équitable dans les circonstances au **concessionnaire** initial.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 24

holder

CT TO MY

holder

Title of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

22. (1)(d) where the property has passed from the original holder or has been improved before the discovery of the error, or where an original Crown grant was a free grant, order a new grant of such federal real property as the Governor in Council considers just and equitable to be made to the original holder.

Problem

The use of the term possession du détenteur in the French version is inappropriate, since it does not correspond to the term "holder" found in the English version.

In the French version, the term *détenteur* is replaced by concessionnaire. The phrase n'est plus en la possession du détenteur initial is replaced by the phrase le bien a été transféré du concessionnaire initial ou par celui-ci. Civil law terminology is used to reflect civil law in the provision.

In purized Provision

(amendment to the French version only)

22. (1)(d) where the property was transferred by or from the original holder or has been improved before the discovery of the error, or where an original Crown grant was a free grant, order a new grant of any federal real property, or a new concession of any federal immovable, that the Governor in Council considers just and equitable to be made to the original holder.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 24

Taxob elvel

concessions

well not mus-

concessions

10 10 10 10 M 克克克

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

CONCESSIONS

5. [...]

1 201 1-1.

Seule la terminologie de la common law (grants and instruments) est utilisée dans la version anglaise de l'intertitre.

Dans l'inte remplacé p civil d'exp s'agit de la

Dans l'intertitre de la version anglaise, le terme *instruments* est remplacé par *concessions* pour les fins du droit civil. En droit civil d'expression anglaise, le terme *concession* est utilisé s'il s'agit de la concession de terres du domaine public, comme il en est le cas à l'article 5 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux*.

isposidon harmonisee

(modification à la version anglaise seulement)

CONCESSIONS

5. [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 14

Common Law grants

Text

Civil Law concessions

Title of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to

Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

GRANTS AND INSTRUMENTS

5.

Problem Only common law terminology (grants and instruments) is used

in the heading of the English version.

Solution In the heading of the English version, the term "instruments" is

replaced by "concessions" for civil law purposes. In civil law in English, the term "concession" is used when referring to the concession of lands of the public domain, as provided by section

 $\ 5\ of\ the\ \textit{Federal\ Real\ Property\ and\ Federal\ Immovables\ Act.}$

GRANTS AND CONCESSIONS

5. ...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 14

Dimit oivi!

contravention (droit pénal)

1 (1)1(1)1

contravention (droit pénal)

The American Configuration

Loi sur l'aéronautique, L.R.C. (1985), ch. A-2

5.7 (1) Dans le cas d'un bien-fonds ou d'éléments qui s'v trouvent, utilisés ou détenus en violation d'un règlement de zonage, le ministre peut, par avis écrit, informer leur propriétaire ou locataire que si, [...] il n'y a pas cessation définitive de l'usage délictuel [...] il a l'intention d'entrer sur le bien-fonds et de prendre les mesures justifiables en la circonstance pour faire cesser cet usage [...]

Eroldomo

L'expression « usage délictuel » est utilisée pour décrire le nonrespect d'un règlement de zonage et n'a rien à voir avec la notion de délit ou de quasi-délit du Code civil du Bas-Canada ou avec le « délit » (tort) de la common law. Le terme « contravention » correspond à l'expression contravening use, qui est une notion utilisée en droit pénal. Il ne s'agit donc pas d'une notion de droit

Dans la version française, l'expression « usage délictuel » est remplacée par « contravention ».

5.7 (1) Dans le cas d'un bien-fonds ou d'éléments s'y trouvant qui sont utilisés ou détenus en violation d'un règlement de zonage, le ministre peut, par avis écrit, informer leur propriétaire ou locataire que si, [...] il n'y a pas cessation définitive de la contravention [...] il a l'intention d'entrer sur le bien-fonds et de prendre les mesures justifiables en la circonstance pour faire cesser cette contravention [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 54

contravening use (penal law)

Civil Law

contravening use (penal law)

The of the Legislative

Trat

Aeronautics Act, R.S.C. (1985), c. A-2

Provision

5.7 (1) The Minister may by notice in writing to an owner or lessee who

. . .

(b) has a building, structure or object on any lands, in contravention of a zoning regulation, advise the owner or lessee that unless ... the **contravening use** is permanently discontinued ... the Minister intends to enter on the lands and take such steps as may be reasonably necessary to prevent the continuation of the **contravening use**....

770,000

The term *usage délictuel* is used to describe the contravention of a zoning regulation and has nothing to do with the notion of *délit* or *quasi-délit* of the *Civil Code of Lower Canada* or with the common law notion of "tort" (*délit*). The term *contravention* corresponds to the term "contravening use", which is used in penal law. This is not a private law notion.

Ser Baina

In the French version, the term *usage délictuel* is replaced by the term *contravention*.

A: menized Provision

(Amendment to the French version only) **5.7** (1) The Minister may by notice in writing to an owner or lessee who

(h

(b) has a building, structure or object on any lands, in contravention of a zoning regulation, advise the owner or lessee that unless ... the **contravening use** is permanently discontinued ... the Minister intends to enter on the lands and take such steps as may be reasonably necessary to prevent the continuation of the **contravening use**....

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 54

their chail

copropriété

or ment and have

copropriété

Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.)

248. (21)c) les subdivisions d'un bâtiment ou les lotissements d'une parcelle de fonds de terre effectués dans le cadre d'un partage ou en vue d'un partage et qui sont la **propriété** conjointe des mêmes personnes qui étaient copropriétaires du bâtiment ou de la parcelle de fonds de terre, ou de leurs cessionnaires, sont considérés comme un seul bien;

Windowski W

Le concept de « propriété conjointe » / joint ownership est propre à la common law en ce qu'il réfère habituellement au concept de « tenance conjointe » qui n'existe pas en droit civil.

Dans la version française, les termes « propriété conjointe » sont remplacés par « copropriété ». Dans la version anglaise, les termes *jointly owned* sont remplacés par *co-owned*. Le concept de « copropriété »/*co-ownership* est neutre et vaut pour les deux systèmes juridiques. Il est assez large pour englober les notions de « tenance conjointe » et de « tenance commune » en common law.

248. (21)*c*) les subdivisions d'un bâtiment ou les lotissements d'une parcelle de fonds de terre effectués dans le cadre d'un partage ou en vue d'un partage et qui sont la **copropriété** des mêmes personnes qui étaient copropriétaires du bâtiment ou de la parcelle de fonds de terre, ou de leurs cessionnaires, sont considérés comme un seul bien;

Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu, L.C. 2001, ch. 17, par. 230(5)

co-ownership

Civil Law

co-ownership

Fifle of the Legislative

Income Tax Act, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)

- 1 (

248. (21)(c) subdivisions of a building or of a parcel of land that

are established in the course of, or in contemplation of, a partition and that are **jointly owned** by the same persons who **jointly owned** the building or the parcel of land, or by their

assignee, shall be regarded as one property, and

...

The concept of "joint ownership" / propriété conjointe is unique

to common law as it usually refers to the concept of "joint

tenancy", which does not exist in civil law.

In the French version, the term *propriété conjointe* is replaced

by $copropri\acute{e}t\acute{e}$. In the English version, the term "jointly owned"

is replaced by "co-owned". The concept of "co-

ownership"/copropriété is neutral and appropriate for both legal systems. It is also broad enough to include both the common

law concepts of "joint tenancy" and "tenancy in common".

248. (21)(c) subdivisions of a building or of a parcel of land that are established in the course of, or in contemplation of, a partition and that are **co-owned** by the same persons who **co-owned** the building or the parcel of land, or by their assignee,

shall be regarded as one property, and

Income Tax Amendments Act, 2000, S.C. 2001, c. 17,

s. 230(5)

Arolf civil

copropriété divise

Compound low

condominium

Virdsin - o o mistriv

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

I model on

16. (7) Lorsque l'achat, la location ou toute autre forme d'acquisition d'un immeuble en **copropriété divise**, d'un immeuble d'une coopérative ou d'un immeuble de nature semblable est autorisé sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition [...]

Head 'n

Seule la terminologie du droit civil (« copropriété divise ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (*condominium*) est utilisée dans la version anglaise.

Le terme « condominium » est ajouté à la version française pour refléter la common law et les termes *divided co-ownership* sont ajoutés à la version anglaise pour refléter le droit civil.

16. (7) Lorsque l'acquisition ou la location d'un immeuble en **copropriété divise**, d'un bien réel en **condominium**, d'un immeuble ou d'un bien réel d'une coopérative ou d'un immeuble ou d'un bien réel de nature semblable est autorisée sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(2)

\sim	^	222	222	A 12	Lav	į.
	U	111	111	UH	LIGHT	Ÿ

condominium

Civil Law

divided co-ownership

Title of the Legislative Lext

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Paris Print

16. (7) Where a purchase, lease or other acquisition of real property in a **condominium** project, co-operative project or similar project is authorized under this Act, that authorization also constitutes the authority for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant condominium corporation, co-operative corporation

1 - 1 (51) 343

Only civil law terminology (*copropriété divise*) is used in the French version and only common law terminology ("condominium") is used in the English version.

The term *condominium* is added to the French version for common law purposes and the term "divided co-ownership" is added to the English version for civil law purposes.

an marriage Provision

- **16.** (7) Where an acquisition or a lease is authorized under this Act in relation to
- (a) real property in a **condominium** project or an immovable under **divided co-ownership**,
- (b) real property or an immovable in a co-operative project, or
- (c) real property or an immovable in any similar project, that authorization also constitutes the authorization for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant condominium corporation, syndicate of co-owners, co-operative corporation

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s.18(2)

frold ... n

créance garantie

créance garantie

Tir tari législatif

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

136. (1) [...] les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant : [...]

e) les taxes municipales établies ou perçues à l'encontre du failli dans les deux années précédant sa faillite et qui ne constituent pas **un droit ou charge privilégié** sur les biens immeubles du failli, mais ne dépassant pas la valeur de l'intérêt du failli dans les biens à l'égard desquels ont été imposées les taxes telles qu'elles ont été déclarées par le syndic;

Un problème de désuétude terminologique en droit civil est causé par l'expression « charge privilégiée ». En droit civil, la notion de privilège a été abolie. Eu égard aux taxes municipales grevant des immeubles, le privilège a été remplacé par la créance prioritaire constitutive de droit réel. De plus, le terme *lien*, dans la version anglaise, n'a de sens qu'en common law.

Les termes appropriés sont « priorité constitutive de droit réel » / prior claim constituting a real right et « privilège »/lien pour la common law. Cependant, les détenteurs de ces droits sont visés par la définition de « créancier garanti » (secured creditor) du paragraphe 2(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, telle que modifiée par la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil. Pour cette raison, les termes « droit ou charge privilégié » / preferential lien or charge sont remplacés par « créance garantie » / secured claim.

136. (1) [...] les montants réalisés provenant des biens d'un failli sont distribués d'après l'ordre de priorité de paiement suivant : [...]

e) les taxes municipales établies ou perçues à l'encontre du failli dans les deux années précédant sa faillite et qui ne constituent pas une **créance garantie** sur les immeubles ou les biens réels du failli, mais ne dépassant pas la valeur de l'intérêt du failli dans les biens à l'égard desquels ont été imposées les taxes telles qu'elles ont été déclarées par le syndic;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 31

secured claim

Civil Law

secured claim

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

136. (1) ... the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows:

(e) municipal taxes assessed or levied against the bankrupt, within the two years immediately preceding his bankruptcy, that do not constitute a preferential lien or charge against the real property of the bankrupt, but not exceeding the value of the interest of the bankrupt in the property in respect of which the taxes were imposed as declared by the trustee;

A problem of obsolete terminology in civil law is caused by the term charge privilégiée. In civil law, the notion of privilege has been abolished. The municipal tax privilege on immovables has been replaced with the notion of a prior claim that constitutes a real right. Furthermore, the term "lien" in the English version has meaning only in common law.

The appropriate terms would be "prior claim constituting a real right" / priorité constitutive de droit réel for civil law and "lien"/privilège for common law. However, the holders of these rights are included in the definition of "secured creditor" (créancier garanti) in subsection 2(1) of the Bankruptcy and Insolvency Act, as amended by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1. Therefore, the phrase "preferential lien or charge"/ droit ou charge privilégié is replaced by "secured claim" / créance garantie.

136. (1) ... the proceeds realized from the property of a bankrupt shall be applied in priority of payment as follows:

(e) municipal taxes assessed or levied against the bankrupt, within the two years immediately preceding the bankruptcy, that do not constitute a **secured claim** against the real property or immovables of the bankrupt, but not exceeding the value of the interest of the bankrupt in the property in respect of which the taxes were imposed as declared by the trustee; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 31

alution

The false red Provision

···::660

Project "

créance hypothécaire

Comparing Trists

créance hypothécaire

- i egislati°

Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e supp.)

204.4 (2)(a)(viii)(A) une **hypothèque** (à l'exclusion d'une **hypothèque** garantie en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*), ou un droit sur une **hypothèque** [...]

Seule la terminologie de la common law (*mortgage*) est utilisée dans la version anglaise. De plus, puisque cette disposition vise plutôt la créance qui est garantie par hypothèque ou *mortgage* plutôt que l'hypothèque elle-même, l'expression correspondante pour le droit civil est « créance hypothécaire ». Le terme « hypothèque » utilisé dans la version française n'est donc pas suffisamment précis.

Dans la version anglaise, le terme *hypothecary claim* est ajouté pour refléter le droit civil. Dans la version française, le terme « hypothèque » est remplacé par « créance hypothécaire ».

204.4 (2)(a)(viii)(A) une **créance hypothécaire** (à l'exclusion d'une **créance hypothécaire** garantie en vertu de la *Loi* nationale sur l'habitation [...]), ou un droit sur une **telle créance** [...]

Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu, L.C. 2001, ch. 17, par. 224(3)

mortgage

Chill Lan

hypothecary claim

Title of the Legislative

Income Tax Act, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)

1 111 4 15 11 248 **204.4** (2)(a)(viii)(A) a mortgage (other than a mortgage

insured under the National Housing Act), or an interest therein

Only common law terminology is used in the English version ("mortgage"). Since the provision is directed at the claim which is guaranteed by a mortgage or hypothèque rather than the mortgage or hypothèque itself, the corresponding civil law term is "hypothecary claim". In the French version, hypothèque is

therefore not sufficiently precise.

In the English version, the term "hypothecary claim" is added to reflect civil law. In the French version, the term hypothèque is

replaced by créance hypothécaire.

204.4 (2)(a)(viii)(A) a mortgage or hypothecary claim (other than a mortgage or hypothecary claim insured under the National Housing Act ...), or an interest therein Income Tax Amendments Act, 2000, S.C. 2001, c. 17,

s. 224(3)

Droit civil

créance liquide

' mmadon iaw

créance liquide

The do nove ligislatil

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

31. (2) Dans une instance visant l'État devant le tribunal et dont le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dont les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, les intérêts avant jugement sont calculés au taux que le tribunal estime raisonnable dans les circonstances et :

a) s'il s'agit d'une **créance d'une somme déterminée**, depuis la ou les dates du ou des faits générateurs jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement;

b) si la somme n'est pas déterminée, depuis la date à laquelle le créancier a avisé par écrit l'État de sa demande jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement.

Dans la version française, les termes « somme déterminée » et « somme n'est pas déterminée » sont imprécis. La terminologie consacrée, en droit civil et en common law d'expression française, est « créance liquide ».

Dans la version française, les termes « somme déterminée » et « somme n'est pas déterminée » sont respectivement remplacés par les termes « liquide » et « créance n'est pas liquide ». Aucun changement n'est requis à la version anglaise.

31. (2) Dans une instance visant l'État devant le tribunal et dont le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dont les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, les intérêts avant jugement sont calculés au taux que le tribunal estime raisonnable dans les circonstances et :

a) s'il s'agit d'une **créance liquide**, depuis la ou les dates du ou des faits générateurs jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement;

b) si la **créance n'est pas liquide**, depuis la date à laquelle le créancier a avisé par écrit l'État de sa demande jusqu'à la date de l'ordonnance de paiement.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 51(1)

liquidated claim

Civil Law

liquidated claim

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

... vision

31. (2) A person who is entitled to an order for the payment of money in respect of a cause of action against the Crown arising outside any province or in respect of causes of action against the Crown arising in more than one province is entitled to claim and have included in the order an award of interest thereon at such rate as the court considers reasonable in the circumstances, calculated

(a) where the order is made on a **liquidated claim**, from the date or dates the cause of action or causes of action arose to the date of the order; or

(b) where the order is made on an **unliquidated claim**, from the date the person entitled gave notice in writing of the claim to the Crown to the date of the order.

Froblem

The use in the French version of the terms *somme déterminée* and *somme n'est pas déterminée* is imprecise. The accepted terminology for both civil and common law in French is *créance liquide*.

iolution

In the French version, the terms *somme déterminée* and *somme* n'est pas déterminée are respectively replaced by the terms liquide and créance n'est pas liquide. No change is required to the English version.

Harmonized Provision

(amendment to the French version only)

31. (2) A person who is entitled to an order for the payment of money in respect of a cause of action against the Crown arising outside any province or in respect of causes of action against the Crown arising in more than one province is entitled to claim and have included in the order an award of interest thereon at such rate as the court considers reasonable in the circumstances, calculated

(a) where the order is made on a **liquidated claim**, from the date or dates the cause of action or causes of action arose to the date of the order; or

(b) where the order is made on an **unliquidated claim**, from the date the person entitled gave notice in writing of the claim to the Crown to the date of the order.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 51(1)

Proi. civil créancier hypothécaire

Communa hav créancier hypothécaire

Loi sur les syndicats ouvriers, L.R.C. (1985), ch. T-14

15. (2) Nul acquéreur, cessionnaire, créancier hypothécaire ou

locataire, n'est tenu de demander aux administrateurs justification de leur pouvoir de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou de louer l'immeuble, et la quittance de ces

administrateurs vaut décharge des deniers en provenant.

Problème Seule la terminologie de la common law (mortgagee) est utilisée

dans la version anglaise.

Dans la version anglaise, l'expression hypothecary creditor est ajoutée pour refléter le droit civil. Aucune modification n'est

nécessaire à la version française puisque l'expression « créancier

hypothécaire » vaut pour les deux systèmes de droit.

(modification à la version anglaise seulement)

15. (2) Nul acquéreur, cessionnaire, créancier hypothécaire ou

locataire, n'est tenu de demander aux administrateurs justification de leur pouvoir de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou de louer l'immeuble, et la quittance de ces

administrateurs vaut décharge des deniers en provenant.

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C.

2001, ch. 4, art. 125

mortgagee

Civil Law

hypothecary creditor

Title of the Legislative

Text

Trade Unions Act, R.S.C. (1985), c. T-14

avision

15. (2) No purchaser, assignee, mortgagee or tenant is bound to inquire whether the trustees of a trade union registered under this Act have authority for any sale, exchange, mortgage or letting, and the receipt of the trustees is a discharge for the money arising therefrom.

Problem

Only common law terminology ("mortgagee") is used in the

English version.

The term "hypothecary creditor" is added to the English version to reflect civil law. No change is necessary to the French version, since the term créancier hypothécaire is appropriate for

both legal systems.

To unonized Provision

15. (2) No purchaser, assignee, mortgagee, hypothecary creditor or tenant is bound to inquire whether the trustees of a trade union registered under this Act have authority for any sale, exchange, mortgage, hypothec or lease, and the receipt of the trustees is a discharge for the money arising from the sale, exchange, mortgage, hypothec or lease.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 125

front sine

créancier hypothécaire

créancier hypothécaire

Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e supp.)

13. (21) Définitions. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

[...]

« produit de disposition » Le produit de disposition de biens comprend :

[...]

g) le montant de la réduction de la dette dont un contribuable est débiteur envers un **créancier hypothécaire** découlant de la vente du bien hypothéqué en vertu d'une clause du contrat d'hypothèque, plus la partie du produit d'une telle vente reçue par le contribuable;

Dans la version anglaise, l'utilisation du terme *mortgagee* est problématique puisque le terme ne renvoie qu'à la common law. Le concept correspondant en droit civil est *hypothecary creditor*. Dans la version française, le problème ne se pose pas étant donné que le terme « créancier hypothécaire » désigne tant la notion du droit civil que celle de la common law.

Dans la version anglaise, les termes hypothecary creditor sont ajoutés pour refléter le droit civil.

(modification à la version anglaise seulement)

13. (21) Définitions. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

[...]

« produit de disposition » Le produit de disposition de biens comprend :

[...]

g) le montant de la réduction de la dette dont un contribuable est débiteur envers un **créancier hypothécaire** découlant de la vente du bien hypothéqué en vertu d'une clause du contrat d'hypothèque, plus la partie du produit d'une telle vente reçue par le contribuable;

Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu, L.C. 2001, ch. 17, par. 196(2)

mortgagee

Civil Law

. ". j. j.:

hypothecary creditor

Title of the Legislative

11:35

Income Tax Act, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)

13. (21) Definitions. In this section,

"proceeds of disposition" of property includes

(g) an amount by which the liability of a taxpayer to a mortgagee is reduced as a result of the sale of mortgaged property under a provision of the mortgage, plus any amount received by the taxpayer out of the proceeds of the sale, and

STORY THE

In the English version, the use of the term "mortgagee" is problematic in that it refers only to common law. The corresponding concept in civil law is "hypothecary creditor". In the French version, no such problem occurs since the term créancier hypothécaire is appropriate for both common law and

civil law.

Solution

In the English version, the term "hypothecary creditor" is added

to reflect civil law.

Lamadulit brovinion

13. (21) Definitions. In this section,

"proceeds of disposition" of property includes

(g) an amount by which the liability of a taxpayer to a mortgagee or hypothecary creditor is reduced as a result of the sale of mortgaged or hypothecated property under a provision of the mortgage or hypothec, plus any amount received by the taxpayer out of the proceeds of the sale, and

Income Tax Amendments Act, 2000, S.C. 2001, c. 17, s. 196(2)

Droit civil

débiteur hypothécaire

Franco I. o

débiteur hypothécaire

igisla (18

Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.)

204.4 (2)(a)(viii)(A) une hypothèque [...] dont le **débiteur hypothécaire** est soit le rentier d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite, soit une personne avec qui le rentier a un lien de dépendance, si des fonds d'une fiducie régie par un tel régime ou fonds ont été utilisés pour l'acquisition d'une participation dans la requérante, [...]

Problème

Seule la terminologie de la common law (*mortgagor*) est utilisée dans la version anglaise. Le concept correspondant en droit civil est « débiteur hypothécaire ». Dans la version française, le problème ne se pose pas étant donné que l'expression « débiteur hypothécaire » désigne autant la notion du droit civil que celle de la common law.

Dans la version anglaise, l'expression hypothecary debtor est ajoutée pour refléter le droit civil.

👚 📴 🧎 on harmonisée

(modification à la version anglaise seulement)

204.4 (2)(a)(viii)(A) une créance hypothécaire [...] dont le débiteur hypothécaire est soit le rentier d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite, soit une personne avec qui le rentier a un lien de dépendance, si des fonds d'une fiducie régie par un tel régime ou fonds ont été utilisés pour l'acquisition d'une participation dans la requérante,

Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu, L.C. 2001, ch. 17, par. 224(3)

mortgagor

Civil Law

hypothecary debtor

Title of the Legislative

Income Tax Act, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)

3750 ...

204.4 (2)(*a*)(viii)(A) a mortgage ... in respect of which the **mortgagor** is the annuitant under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, or a person with whom the annuitant is not dealing at arm's length, if any of the funds of a trust governed by such a plan or fund have been used

to acquire an interest in the applicant, or

...

Problem

Only common law terminology is used in the English version ("mortgagor"). The corresponding concept in civil law is "hypothecary debtor". In the French version, no such problem occurs since *débiteur hypothécaire* is appropriate for both legal

systems.

· 19141 \$14941

In the English version, the term "hypothecary debtor" is added

to reflect civil law.

Harmonized Provision

204.4 (2)(a)(viii)(A) a mortgage or hypothecary claim ... in respect of which the **mortgagor or hypothecary debtor** is the annuitant under a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, or a person with whom the annuitant is not dealing at arm's length, if any of the funds of a trust governed by such a plan or fund have been used to acquire an interest in the applicant, or

Income Tax Amendments Act, 2000, S.C. 2001, c. 17,

s. 224(3)

délivrance
délivrance
Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
8. (1) Est abrogée, sauf indication contraire de l'acte, la règle de droit selon laquelle la concession d'un immeuble fédéral par lettres patentes ne nécessite pas de remise .
Dans la version française, l'utilisation du terme « remise » peut porter à confusion en droit civil puisqu'il pourrait y avoir rapprochement avec le concept de « remise de dette ». La disposition vise ici l'action de remettre une chose ce qui, en droi civil, s'exprime plus justement par le terme « délivrance ».
Dans la version française, le terme « remise » est remplacé par « délivrance ».
8. (1) Est abrogée, sauf indication contraire de l'acte, la règle de droit selon laquelle la concession d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral par lettres patentes ne nécessite pas de délivrance . Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

delivery

Civil Law

delivery

Title of the Legislative

Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision

8. (1) Subject to a contrary intention expressed in any instrument, the rule of law that a grant of federal real property by letters patent requires no **delivery** to take effect is hereby abrogated.

Problem

In the French version, the term *remise* is confusing for a civil law audience as it might refer to the concept of *remise de dette*. Since the provision refers to the act of delivering something, the appropriate corresponding civil law term in French is

délivrance.

In the French version, the term remise is replaced by délivrance.

Harmonized Provision

(amendment to the French version only)

8. (1) Subject to a contrary intention expressed in any instrument or act, the rule of law that a grant of federal real property or a concession of federal immovables by letters patent requires no **delivery** to take effect is hereby abrogated.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

délivrance définitive

Common la v

délivrance définitive

dir. un texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci - au nom de Sa Majesté:

[...]

b) procéder à la remise de tout acte, notamment aux conditions qu'il estime satisfaisantes, que l'observation ou la levée de celles-ci rende l'acte définitif ou non:

L'utilisation de l'expression « acte définitif » dans la version française et delivery becoming absolute dans la version anglaise crée une disparité de contenu.

Dans la version française, l'expression « acte définitif » est remplacée par « délivrance définitive » pour refléter le concept de delivery becoming absolute de la version anglaise. Ces termes valent à la fois pour le droit civil et la common law.

A Mamorial

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la disposition d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :

b) procéder à la délivrance de tout acte, notamment aux conditions qu'il estime satisfaisantes, que l'observation ou la levée de celles-ci rende la délivrance définitive ou non; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

delivery becoming absolute

Civil Law

delivery becoming absolute

This of the Legislative Text Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Consision

15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property, on behalf of Her Majesty,

• •

(b) effect the delivery of any instrument, including the delivery of an instrument on terms or subject to conditions satisfactory to the Minister of Justice, whether or not the satisfaction or removal of the terms or conditions will result in the **delivery becoming absolute**;

Car Carry

The use of the term *acte définitif* in the French version and "delivery becoming absolute" in the English version creates a disparity.

colution

In the French version, the term *acte définitif* is replaced by *délivrance définitive* to reflect the same concept as "delivery becoming absolute" in the English version. This term is appropriate for both common and civil law.

' : nonized Provision

(Amendment to the French version only)

15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or disposition of, or any dealing with, any real property or immovable, on behalf of Her Majesty,

...

(b) effect the delivery of any instrument or act, including its delivery on terms or subject to conditions satisfactory to the Minister of Justice, whether or not the satisfaction or removal of the terms or conditions will result in the **delivery becoming** absolute;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

naux, L.R.C. (1985), ch. 8 (4 ^e portée générale de l'article 11,
oortée générale de l'article 11
et immobiliers nécessaires à s céder par la suite;
ontenu entre les versions ilisation du terme <i>hold</i> dans la pas son correspondant dans la
erme « détenir » est ajouté afin de les laquelle le terme <i>hold</i> est utilisé
ortée générale de l'article 11, bles et les immeubles et les biens à l'exercice de ses activités et en roit fédéral avec le droit civil,

hold

Civil Law

hold

Fittle of the Legislative

Animal Pedigree Act, R.S.C. (1985), c. 8 (4th Supp.)

12. Without restricting the generality of section 11, an

association may

(a) acquire, hold and dispose of real and personal property

necessary for the carrying out of its business and affairs;

Problem

There is a disparity between linguistic versions caused by the

use of the term "hold" in the English version. There is no

corresponding term in the French version.

. mlution

In the French version, the term détenir is added to reflect the

term "hold" used in the English version.

The second of the second

(amendment to the French version only)

12. Without restricting the generality of section 11, an

association may

(a) acquire, hold and dispose of real, personal, movable and

immovable property necessary for the carrying out of its

business and affairs;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 56(1)

Droit civil disposer

Common law disposer

l'ître de texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais

Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral

avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

[...]

« immeuble fédéral » Immeuble qui appartient à Sa Majesté ou

qu'elle a le droit d'aliéner.

Dans la version française, le terme « aliéner» est plus restreint et

est inclus dans la notion de dispose de la version anglaise.

Dans la version française, l'expression « droit d'aliéner » est

remplacée par « pouvoir de disposer ».

misée 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

[...]

« immeuble fédéral » Immeuble appartenant à Sa Majesté ou

dont elle a le pouvoir de disposer.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 11(4)

dispose

Civil Law

dispose

"Amorthe Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Problem

2. In this Act.

"federal real property" means real property belonging to Her Majesty, and includes any real property of which Her Majesty

has the power to dispose;

1 Pachi

In the French version, alienation is a narrower concept included in the concept of "disposition" used in the English version.

In the French version, the term *droit d'aliéner* is replaced by

pouvoir de disposer.

The managed Provision

(amendment to the French version only)

2. In this Act,

"federal real property" means any real property belonging to Her Majesty, and includes any real property of which Her Majesty has the power to dispose;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 11(4)

Oroit el il

disposer

Common law

disposer

Tibre du texte législatif

Loi sur la généalogie des animaux, L.R.C. (1985), ch. 8 (4e

suppl.)

12. Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut:

a) acquérir les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de ses activités et les céder par la suite;

Problème

Un problème de disparité de contenu entre les versions linguistiques est causé par l'utilisation des termes « céder » dans la version française et dispose dans la version anglaise. Le concept de « cession » est plus restreint que celui de disposition et ce, dans les deux systèmes de droit.

Dans la version française, le terme « céder » est remplacé par « disposer ».

12. Sans qu'en soit limitée la portée générale de l'article 11, chaque association peut:

a) acquérir et détenir les meubles et les immeubles et les biens personnels et réels nécessaires à l'exercice de ses activités et en

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 56(1)

Common Law dispose

Civil Law dispose

Title of the Legislative Animal Pedigree Act, R.S.C. (1985), c. 8 (4th Supp.)

Provision 12. Without restricting the generality of section 11, an

association may

(a) acquire, hold and **dispose of** real and personal property necessary for the carrying out of its business and affairs;

Problem There is a disparity between linguistic versions caused by the

use of the term *céder* in the French version and "dispose" in the English version. The notion of *cession* is narrower than the

notion of "disposition" in both legal systems.

In the French version, the term *céder* is replaced by the term

disposer.

than a fixed Provision (amendment to the French version only)

12. Without restricting the generality of section 11, an

association may

(a) acquire, hold and **dispose of** real, personal, movable and immovable property necessary for the carrying out of its

business and affairs;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 56(1)

omin h

disposition

disposition

Loi sur Bell Canada, L.C. 1987, ch. 19

11. (2) Les installations de la Compagnie qui sont essentielles à des activités de télécommunication ne peuvent, sauf dans le cadre de l'activité commerciale normale de la Compagnie, être vendues, louées, prêtées ou cédées, d'une autre façon, sans l'autorisation préalable du Conseil.

Le concept de *disposition* utilisé dans la version anglaise est plus large que celui de « cession » et reflète bien l'intention du législateur. De plus, contrairement à la situation existant en common law où un intérêt dans un bien peut être acquis par bail, le louage en droit civil n'est pas un mode de cession ou de disposition.

Dans la version française, la phraséologie « être vendues, louées, prêtées ou cédées, d'une autre façon » est remplacée par « faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées ». Dans la version anglaise, les termes sold, leased, loaned or otherwise disposed of sont remplacés par sold or otherwise disposed of, or leased or loaned.

11. (2) Sauf dans le cadre de l'activité commerciale normale de la Compagnie, les installations de celle-ci qui sont essentielles à des activités de télécommunication ne peuvent faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées sans l'autorisation préalable du Conseil. Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 61

disposed of

Civil Law

disposed of

Title of the Legislative

Bell Canada Act, S.C. 1987, c. 19

nr:t

11. (2) Except in the ordinary course of the business of the Company, no facilities of the Company that are integral and necessary for the carrying on of telecommunications activities shall be sold, leased, loaned or otherwise disposed of without

the prior approval of the Commission.

Problem

The concept of "disposition" used in the English version is broader than the concept of cession and better reflects the intention of the legislator. Moreover, contrary to the common law, according to which an interest in property can be acquired through a lease, a lease in civil law is not a form of disposition.

In the French version, the phrase être vendues, louées, prêtées ou cédées d'une autre façon is replaced by faire l'objet d'une vente ou d'une autre forme de disposition, ni être louées ou prêtées. In the English version, the phrase "sold, leased, loaned or otherwise disposed of" is replaced by "sold or otherwise

disposed of, or leased or loaned".

Firmmonized Provision

11. (2) Except in the ordinary course of the business of the Company, no facilities of the Company that are integral and necessary for the carrying on of telecommunications activities shall be sold or otherwise disposed of, or leased or loaned, without the prior approval of the Commission.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 61

16:00 12:00

disposition

disposition

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de l'aliénation d'immeubles — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté :

Les versions linguistiques présentent une disparité de contenu. L'« aliénation » est un concept plus restreint et est inclus dans le concept de *disposition* déjà utilisé dans la version anglaise.

Dans la version française, le terme « aliénation » est remplacé par « disposition ».

15. (1) Le ministre de la Justice peut, en vue de l'acquisition ou de la disposition d'immeubles ou de biens réels — ou de toute opération sur ceux-ci — au nom de Sa Majesté : Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

Common Law disposition
Civil Law disposition

File of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to

Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision 15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the

acquisition or disposition of, or any dealing with, any real

property, on behalf of Her Majesty, ...

Problem There is a disparity between linguistic versions. The term

aliénation is a narrower concept already included in the concept

of "disposition" found in the English version.

In the French version, the term *aliénation* is replaced by the

term disposition.

(amendment to the French version only)

15. (1) The Minister of Justice may, for purposes of the acquisition or **disposition** of, or any dealing with, any real

property or immovable, on behalf of Her Majesty,

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

Droit civil disposition Common law disposition 10 exte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10 16. (1) [...] le gouverneur en conseil peut [...] a) autoriser la vente, la location ou autre forme d'aliénation d'immeubles fédéraux [...] Phylide me La terminologie utilisée à cet alinéa entraîne une disparité de contenu entre les versions linguistiques. L'aliénation, qui comprend la vente, est un concept plus restreint que celui de disposition déjà employé dans la version anglaise. Dans la version française, le concept de « disposition » inclut celui d' « aliénation » et, de ce fait, est de portée plus large. Dans la version anglaise, le terme sale est supprimé. Dans la version française, les termes « vente » et « autre forme d'aliénation » sont remplacés par le terme « disposition ». Maria and Arthrophicae 16. (1) [...] le gouverneur en conseil peut [...] a) autoriser la disposition ou la location d'immeubles fédéraux [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law disposition disposition Civil Law

Tirle of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

16. (1) ... the Governor in Council may ... Provision (a) authorize the sale, lease or other disposition of any federal real property

> The terminology used here creates a disparity between linguistic versions. Aliénation, which includes "sale"/vente, is a narrower concept already included in the concept of "disposition" found in the English version. In the French version, disposition is a broader concept that already includes the concept of aliénation.

In the English version, the term "sale" is withdrawn. In the French version, the terms vente and ou autre forme d'aliénation are replaced by the term disposition.

16. (1) ... the Governor in Council may ... (a) authorize the **disposition** or lease of federal real property ... Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s.18(1)

Problem

solution

Macanonized Provision

Droit civil

disposition

Common law

disposition

Titre du texte législatif Loi sur la Banque du Canada, L.R.C. (1985), ch. B-2

Tisposition

35. (1) Dans le cadre de la présente loi et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le conseil peut, par règlement administratif, prévoir:

e) de façon générale, la gestion du capital-actions, des biens et des affaires de la Banque, et les actes de disposition correspondants.

Problème

Il y a disparité de contenu entre les versions linguistiques. Dans la version française, l'expression « actes de disposition correspondants » est inappropriée car cet article vise la disposition du capital-actions, des biens et des affaires de la banque par opposition aux documents qui constatent la disposition.

Dans la version française, l'expression « actes de disposition correspondants » est remplacée par « disposition ».

de la barmonisée

35. (1) Dans le cadre de la présente loi et avec l'agrément du gouverneur en conseil, le conseil peut, par règlement administratif, prévoir:

e) de façon générale, la gestion et la disposition du capitalactions, des biens et des affaires de la Banque.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 60

disposition

(hill Law

disposition

Has of the Legislative

Bank of Canada Act, R.S.C. (1985), c. B-2

. 545

Provision 35. (1) The Board, with the approval of the Governor in

Council, may make by-laws with respect to

(e) generally, the management and disposition of the stock,

property and undertakings of the Bank.

Troblem

There is a disparity between the linguistic versions. This

provision refers to the disposition of stock, property and

undertakings of the bank, as opposed to the documents (actes de

disposition) that refer to this disposition.

. 1 14 ...

In the French version, the term actes de disposition

correspondants is replaced by disposition.

Demonized Provision

(amendment to the French version only)

35. (1) The Board, with the approval of the Governor in

Council, may make by-laws with respect to

(e) generally, the management and disposition of the stock,

property and undertakings of the Bank.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 60

Droit civil

dommage

Common law

dommage

Titre du texte législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

10 . 1000

4. L'État est également assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard des **dommages** que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant.

i'mil .

L'utilisation du terme « dommages » dans la version française est problématique. Le terme « dommages », au pluriel, évoque, en droit civil et en common law d'expression française, la compensation pécuniaire à laquelle la victime a droit. Le terme « dommage », au singulier, signifie, dans les deux systèmes de droit, l'atteinte aux droits d'une personne ou, en d'autres termes, le préjudice. C'est d'ailleurs à ce dernier concept que renvoie le terme *damage* utilisé dans la version anglaise.

Dans la version française, le terme « dommages » est remplacé par « dommage ».

4. L'État est également assimilé à une personne pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard du **dommage** que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 37

damage

Civil Law

damage

Title of the Legislative

. . .

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

. rovision

4. The Crown is liable for the **damage** sustained by any person by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a private person of full age and capacity.

Problem

The term *dommages* in the plural means, in both civil and common law, the pecuniary compensation to which a victim is entitled. In French, the term *dommage* used in the singular means, in both legal systems, a violation of a person's rights. It is to this latter concept that the English version refers to by using the term "damage".

Collition

In the French version, the term *dommages* is replaced by *dommage*.

His monized Provision

(amendment to the French version only)

4. The Crown is liable for the **damage** sustained by anyone by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 37

dommages aux biens ou perte de ceux-ci
dommages aux biens ou perte de ceux-ci
Loi sur l'immunité des États, L.R.C. (1985), ch. S-18
6. L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : [] b) des dommages matériels survenus au Canada.
La version française utilise la notion de « dommages matériels sans en qualifier les composantes, contrairement à la version anglaise.
Dans la version française, l'expression « dommages matériels » est remplacée par « dommages aux biens ou perte de ceux-ci ».
6. L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant : [] b) des dommages aux biens ou perte de ceux-ci survenus au Canada. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 121(2)

damage to or loss of property

Civil Law

damage to or loss of property

Fine of the Legislative

in it

Provision

State Immunity Act, R.S.C. (1985), c. S-18

6. A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court

in any proceedings that relate to

...

(b) any damage to or loss of property

that occurs in Canada.

Problem

The French version uses the notion of *dommages matériels* without describing its components, unlike the English version.

Solution

In the French version, the term *dommages matériels* is replaced by *dommages aux biens ou perte de ceux-ci*.

Harmonized Provision

(amendment to the French version only)

6. A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court

in any proceedings that relate to

...

(b) any damage to or loss of property

that occurs in Canada

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 121(2)

Jonah, kiril

(10)

.....

dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres

manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

- 3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour : *a*) les délits civils commis par ses préposés;
- b) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.

Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.

L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la loi dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3(a)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (ss-al. 3(b)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3(a)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. Les notions correspondantes de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouvent au sous-alinéa 3(b)(ii).

- 3. En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour :
- a) dans la province de Québec :
- (i) le dommage causé par la faute de ses préposés,
- (ii) le dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres;
- b) dans les autres provinces :
- (i) les délits civils commis par ses préposés,
- (ii) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

page 90

breach of duty attaching to the ownership, occupation,

possession or control of property

Civil Law

damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner

Title of the Legislative Text

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Provision

3. The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (b) in respect of a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.

.'roblem

Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.

Solution

Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province.

For Quebec, subparagraph 3(a)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/délits civils committed by its servants (subpar. 3(b)(ii)).

In relation to liability concerning property, subparagraph 3(a)(ii) indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The corresponding concepts of this clause for the common law provinces are found in subparagraph 3(b)(ii).

The second Provision

- **3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable
- (a) in the Province of Quebec, in respect of
- (i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or
- (ii) the damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and
- (b) in any other province, in respect of
- (i) a tort committed by a servant of the Crown, or
- $\rm (ii)$ a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Dond. . i. II

dommages à la personne

00 1 0 0 0

dommages à la personne

Titre de terre législatif

Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

(1/0 1)

84. Les procédures de négociation et d'arbitrage prévues par la présente partie pour le règlement des questions d'indemnité s'appliquent en matière de dommages causés par un pipeline ou ce qu'il transporte, mais ne s'appliquent pas :

[...]

b) aux demandes dirigées contre la compagnie pour dommages à la personne ou décès;

Virtableso

La terminologie de common law (*personal injury*) utilisée dans la version anglaise est imprécise.

340) (1():

Dans la version anglaise, l'expression *personal injury* est remplacée par *injury to the person*, laquelle a un sens similaire en droit civil et en common law.

(modification à la version anglaise seulement)

84. Les procédures de négociation et d'arbitrage prévues par la présente partie pour le règlement des questions d'indemnité s'appliquent en matière de dommages causés par un pipeline ou ce qu'il transporte, mais ne s'appliquent pas :

[...]

b) aux demandes dirigées contre la compagnie pour dommages à la personne ou décès;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 103

injury to the person

Civil Law

injury to the person

With of the Legislative

Tarie

National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

Provision 84. The provisions of this Part that provide negotiation and arbitration procedures to determine compensation matters apply

in respect of all damage caused by the pipeline of a company or

anything carried by the pipeline but do not apply to

(b) claims against a company for loss of life or personal injury;

or

The common law terminology ("personal injury") used in the

English version is imprecise.

Solution In the English version, the term "personal injury" is replaced by

"injury to the person", which has a similar meaning in both civil

and common law.

Harmonized Provision 84. The provisions of this Part that provide negotiation and

arbitration procedures to determine compensation matters apply in respect of all damage caused by the pipeline of a company or

anything carried by the pipeline but do not apply to

(b) claims against a company for loss of life or **injury to the**

person; or

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 103

page 93

Mr. Lingson dommages corporels

· // (10)

dommages corporels

Loi sur l'immunité des États, L.R.C. (1985), ch. S-18 Page thorona

> 6. L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant :

a) des décès ou dommages corporels survenus au Canada;

L'expression personal injury dans la version anglaise a un sens potentiellement plus large en droit civil qu'en common law.

Les mots or bodily sont ajoutés dans la version anglaise pour refléter plus adéquatement le droit civil. Aucune modification n'est nécessaire à la version française, puisque le concept de « dommages corporels » est similaire en droit civil et en common law.

(modification à la version anglaise seulement)

6. L'État étranger ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction dans les actions découlant :

a) des décès ou dommages corporels survenus au Canada; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 121(1)

Common Law personal injury

Civil Law bodily injury

Title of the State Immunity Act, R.S.C. (1985), c. S-18

Provision 6. A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any

proceedings that relate to

(a) any death or **personal injury**, or

The expression "personal injury" used in the English version has a potentially broader meaning in civil law than the common law meaning.

Solution The words "or bodily" are added to the English version to better reflect

the scope of this provision for civil law. No change is required to the French version as the concept of *dommages corporels* has a similar

meaning in common law and civil law.

Harmonized Provision

Problem

6. A foreign state is not immune from the jurisdiction of a court in any proceedings that relate to

(a) any death or **personal or bodily injury**, or

...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s.

121(1)

Droit civil

droit à l'utilisation

Contract law

droit à l'utilisation

Titre du levre législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

18. (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'usage de l'immeuble [...]

Pratition.

L'expression « droit à l'usage » dans la version française a une signification particulière en droit civil qui n'est pas appropriée dans ce contexte et qui ne correspond pas à la notion de *right to the use* de la version anglaise.

100000000

Dans la version française, l'expression « droit à l'usage » est remplacée par « droit à l'utilisation », correspondant ainsi à l'expression *right to the use* utilisée dans la version anglaise.

inadi | . maeniae

18. (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'utilisation du bien [...]

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 20

Common Law right to the use Civil Law

right to the use

Title of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision 18. (4) Where any federal real property is under the

> administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the **right to the use** of that property

In the French version, the term droit à l'usage has a particular Problem meaning in civil law which is not appropriate in this context and

does not correspond to the notion of "right to the use" found in

the English version.

In the French version, the term *droit à l'usage* is replaced by

droit à l'utilisation in order to correspond to the term "right to

the use" found in the English version.

(amendment to the French version only) Jarmonized Provision

> 18. (4) Where any federal real property or federal immovable is under the administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the right to the use of that

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 20

Oroit civil

droit d'utiliser ou d'occuper

Common law

droit ou permission d'utiliser ou d'occuper

Titre du texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« permis » Droit d'usage ou d'occupation d'immeubles qui n'est pas un droit réel.

l'robbème

Dans la version française, « permis » est défini comme étant un droit d'usage. En droit civil, le droit d'usage est un droit réel. Toutefois, selon la définition prévue à la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, le « permis » (licence) n'a pas pour effet d'octrover de droits réels.

L'expression « droit d'usage » est remplacée par « droit d'utiliser » pour refléter le droit civil et la common law. Le terme « permission » est ajouté pour refléter la common law d'expression française comme correspondant au concept de licence propre à la common law. Dans le même sens, l'expression right of use de la version anglaise est remplacée par right to use et reflète ainsi les deux systèmes juridiques.

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- « permis » Droit ou permission d'utiliser ou d'occuper un immeuble ou un bien réel, à l'exception :
- a) des droits réels au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble;
- b) d'un intérêt dans un bien-fonds.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

right to use or occupy

Civil Law

right to use or occupy

of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

2. In this Act,

. . .

"licence" means any **right of use or occupation** of real property other than an interest in land;

Troblem

In the French version, *permis* is defined as a *droit d'usage*. In civil law, a *droit d'usage* is a real right. However, as provided by the current definition in the *Federal Real Property and Federal Immovables Act*, a "licence"/*permis* does not grant any real rights.

or otion

The term *droit d'usage* is replaced by the neutral term *droit d'utiliser* for common and civil law purposes. The term *permission* is added to reflect the common law in French, to correspond to the common law concept of "licence". Similarly, in the English version, the term "right of use" is replaced by "right to use" which is appropriate for both legal systems.

ការស្រាស្មី ដូច្នៃក្រសួកនូវន៍ស្រា

2. In this Act,

• • •

"licence" means any **right to use or occupy** real property or an immovable, other than

(a) a real right within the meaning of the civil law of the Province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an immovable, and

(b) an interest in land;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 11(2)

Tipoli e a il

droit d'utiliser

droit d'utiliser

ditre du texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi

« permis »

Droit d'usage ou d'occupation d'immeubles qui n'est pas un droit réel.

Problème

Dans la version française, le terme « permis » est défini comme étant un droit d'usage. En droit civil, le droit d'usage est un droit réel. Selon cette définition, un permis n'a pas pour effet d'octroyer de droits réels. Cette terminologie porte à confusion.

Dans la version française, l'expression « droit d'usage » est remplacée par l'expression neutre « droit d'utiliser » et dans la version anglaise, l'expression right of use est remplacée par l'expression neutre right to use. Ces modifications respectent les deux traditions juridiques.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi [...]

« permis »

Droit ou permission d'utiliser ou d'occuper un immeuble ou un bien réel, à l'exception :

a) des droits réels au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble;

b) d'un intérêt dans un bien-fonds.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

right to use

Civil Law

right to use

Title of the Legislative

Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision

2. In this Act,

. . .

"licence" means any **right of use** or occupation of real property other than an interest in land;

Problem

In the French version, the term *permis* is defined as a *droit d'usage*. In civil law, a *droit d'usage* is a real right. According to the definition, however, a *permis* does not grant any real rights. This terminology gives rise to confusion.

Solution

In the French version the term *droit d'usage* is thus replaced by the neutral term *droit d'utiliser* and in the English version the expression "right of use" is replaced by the neutral term "right to use". These terms are valid in both legal systems.

Discussion Provision

2. In this Act,

"licence" means any **right to use** or occupy real property or an immovable, other than

(a) a real right within the meaning of the civil law of the province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an immovable, and

(b) an interest in land;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 11(2)

droits de propriété

me in this

droits de propriété

litre du texte législatif Loi sur le Centre canadien de gestion, L.C. 1991, ch. 16

5. Dans l'exécution de sa mission, le Centre a la capacité d'une personne physique; à ce titre, il peut notamment [...]

f) rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou titres de propriété analogues détenus par lui ou placés sous son administration ou son contrôle;

En droit civil, l'expression « tîtres de propriété » est utilisée pour référer à des documents qui font preuve du droit de propriété. Elle peut porter à confusion lorsqu'employée pour rendre l'expression property right dans un contexte de propriété intellectuelle. Par ailleurs, en common law, l'expression property right réfère, de façon générale, à tout type de droit sur un bien.

Dans la version française, l'expression « titres de propriété » est remplacée par « droits de propriété ».

5. Dans l'exécution de sa mission, le Centre a la capacité d'une personne physique; à ce titre, il peut notamment

f) rendre disponibles, notamment par vente ou octroi de licence, les droits d'auteurs, marques de commerce ou droits de propriété analogues détenus par lui ou placés sous son administration ou son contrôle;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 68(2)

00,000

property right

Civil Law

property right

Title of the Legislative

Canadian Centre for Management Development Act, S.C. 1991, c. 16

Laurisian.

5. In carrying out its objects, the Centre has the capacity of a natural person and may

. . .

(f) license, sell or otherwise make available any copyright, trade-mark or other like **property right** held, controlled or administered by the Centre;

Problem

In civil law, the term *titres de propriété* is used to refer to documents which prove ownership. It may cause confusion when used to render the term "property right" in an intellectual property context. On the other hand, the common law term "property right" refers generally to all types of property rights.

Sametion

In the French version, the term *titres de propriété* is replaced by *droits de propriété*.

Harmonized Provision

(amendment to the French version only)

5. In carrying out its objects, the Centre has the capacity of a natural person and may

. . .

(f) license, sell or otherwise make available any copyright, trade-mark or other like **property right** held, controlled or administered by the Centre;

Droit civil

droits réels

Common law

intérêt dans un bien-fonds

ner with

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

> 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]

« permis »

Droit d'usage ou d'occupation d'immeubles qui n'est pas un droit réel.

La version anglaise utilise l'expression interest in land, qui n'a de sens qu'en common law et la version française utilise « droit réel », qui n'a de sens qu'en droit civil.

L'expression real right est ajoutée pour refléter le droit civil d'expression anglaise et « intérêt dans un bien-fonds » est ajoutée pour refléter la common law d'expression française.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]

« permis »

Droit ou permission d'utiliser ou d'occuper un immeuble ou un bien réel, à l'exception :

a) des droits réels au sens du droit civil de la province de Québec et des droits du locataire d'un immeuble;

b) d'un intérêt dans un bien-fonds.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(2)

page 104

Common Law interest in land

Civil Law real right

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Francision 2. In this Act,

...

"licence" means any right of use or occupation of real property

other than an interest in land;

The English version uses the term "interest in land" which has

meaning only in common law and the French version uses the

term droit réel which has a meaning only in civil law.

Solution The term "real right" is added to the English version for civil

law purposes and the term intérêt dans un bien-fonds is added to

the French version for common law purposes.

Harmonized Provision 2. In this Act,

"licence" means any right to use or occupy real property or an

immovable, other than
(a) a **real right** within the meaning of the civil law of the

Province of Quebec and the rights of a lessee under a lease of an

immovable, and

(b) an interest in land;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 11(2)

myoh eh in

éteindre l'hypothèque

communities law

racheter l'hypothèque

" itre du texte législatif

Loi sur l'intérêt, L.R.C. (1985), ch. I-15

(6 1 94)

10. (1) Lorsqu'un principal ou un intérêt garanti par hypothèque sur biens-fonds n'est pas payable, d'après les modalités de l'acte d'hypothèque, avant qu'il se soit écoulé plus de cinq ans à compter de la date de l'hypothèque, alors, si, à quelque époque après l'expiration de ces cinq ans, la personne tenue de payer ou ayant droit de **purger l'hypothèque**, offre ou paie à la personne qui a droit de recevoir l'argent, la somme due à titre de principal et l'intérêt jusqu'à la date du paiement calculé conformément aux articles 6 à 9, en y ajoutant trois mois d'intérêt pour tenir lieu d'avis, nul autre intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable à une époque ultérieure sur le principal ni sur l'intérêt dû en vertu de l'acte d'hypothèque.

Bien qu'en common law, on puisse toujours traduire l'expression to redeem the mortgage par « purger l'hypothèque », il serait sémantiquement plus approprié d'utiliser l'expression « racheter l'hypothèque », dont l'usage est plus généralisé. En droit civil, bien que l'expression « purger l'hypothèque » ne soit pas problématique, il est préférable d'utiliser, dans la version française, l'expression « éteindre l'hypothèque » et dans la version anglaise, to extinguish the hypothec.

Dans la version française, le terme « purger » est remplacé par « payer en vue d'éteindre ou de racheter » pour refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, l'expression to extinguish the hypothec est ajoutée pour refléter l'expression « éteindre [...] l'hypothèque ».

rmonisés

10. (1) Lorsqu'un principal ou un intérêt garanti par hypothèque sur immeubles ou biens réels n'est pas payable, d'après les modalités de l'acte d'hypothèque, avant qu'il se soit écoulé plus de cinq ans à compter de la date de l'hypothèque, alors, si, à quelque époque après l'expiration de ces cinq ans, la personne tenue de payer ou ayant le droit de payer en vue d'éteindre ou de racheter l'hypothèque offre ou paie à la personne qui a droit de recevoir l'argent la somme due à titre de principal et l'intérêt jusqu'à la date du paiement calculé conformément aux articles 6 à 9, en y ajoutant trois mois d'intérêt pour tenir lieu d'avis, nul autre intérêt n'est exigible, payable ou recouvrable à une époque ultérieure sur le principal ni sur l'intérêt dû en vertu de l'acte d'hypothèque.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 95

redeem the mortgage

Civil Law

extinguish the hypothec

The Legislative

Interest Act, R.S.C. (1985), c. I-15

Provision

10. (1) Whenever any principal money or interest secured by mortgage on real property is not, under the terms of the mortgage, payable until a time more than five years after the date of the mortgage, then, if at any time after the expiration of the five years, any person liable to pay or entitled to redeem the mortgage tenders or pays, to the person entitled to receive the money, the amount due for principal money and interest to the time of payment, as calculated under sections 6 to 9, together with three months further interest in lieu of notice, no further interest shall be chargeable, payable or recoverable at any time thereafter on the principal money or interest due under the mortgage.

Problem

Although in common law the phrase "to redeem the mortgage" can be translated by *purger l'hypothèque*, it is more appropriate, for semantic reasons, to use the term *racheter l'hypothèque*, which is more commonly used. In civil law, although the phrase *purger l'hypothèque* is not problematic, it is preferable to use the expression *éteindre l'hypothèque* in the French version, and in the English version the phrase "to extinguish the hypothec".

i ofoster

In the English version, the term "to extinguish the hypothec" is added to reflect the phrase *éteindre* [...] *l'hypothèque*. In the French version, the term *purger* is replaced by the phrase *payer en vue d'éteindre ou de racheter* for purposes of civil law.

Hamarie d Provision

10. (1) Whenever any principal money or interest secured by mortgage on real property or hypothec on immovables is not, under the terms of the mortgage or hypothec, payable until a time more than five years after the date of the mortgage or hypothec, then, if at any time after the expiration of the five years, any person liable to pay, or entitled to pay in order to redeem the mortgage, or to extinguish the hypothec, tenders or pays, to the person entitled to receive the money, the amount due for principal money and interest to the time of payment, as calculated under sections 6 to 9, together with three months further interest in lieu of notice, no further interest shall be chargeable, payable or recoverable at any time after the payment on the principal money or interest due under the mortgage or hypothec.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 95

ling thin exécution forcée Common In exécution forcée Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50 29. Les jugements rendus contre l'État ne sont pas susceptibles d'exécution par voie de contrainte. Dans la version française, l'expression « par voie de contrainte » est inappropriée à la fois pour le droit civil et la common law. bolumun Dans la version française, l'expression « par voie de contrainte » est remplacée par « exécution forcée », laquelle vaut pour les deux systèmes de droit. Dispusition harmonisée 29. Les jugements rendus contre l'État ne sont pas susceptibles d'exécution forcée. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 49

f ommon Law execution

Civil Law execution

Title of the Legislative
Text

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Provision 29. No execution shall issue on a judgment against the Crown.

Problem In the French version, the term par voie de contrainte is

inappropriate for both civil law and common law.

Solution In the French version, the term par voie de contrainte is

replaced by exécution forcée, the appropriate term for both legal

systems.

Harmonized Provision (amendment to the French version only)

29. No **execution** shall issue on a judgment against the Crown. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c.

4, s. 49

faculté de rachat

Communities

S O

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

Hisposition

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.

Panisting.

Depuis l'entrée en vigueur du Code civil du Québec, l'exercice des droits découlant de certains mécanismes de garantie est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité avec le Code civil du Québec requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le Code civil, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa b).

L'alinéa b) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du Code civil du Québec. Il s'agit en outre des personnes qui achètent un bien avec faculté de rachat. L'alinéa b) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.

(10.1

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre:

b) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du Code civil du Québec intitulé Des priorités et des hypothèques : (i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition

ou à tempérament,

(ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci,

(iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

n/a

Livil Law

right of redemption

the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

Provision

2. (1) In this Act,

...

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;

Problem

Since the coming into force of the *Civil Code of Québec*, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the *Bankruptcy and Insolvency Act* with the *Civil Code of Québec* requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the Civil Code, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights are listed in paragraph (b).

Taldon.

Paragraph (b) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of hypothecary rights of the *Civil Code of Québec*. These creditors include the purchasers of any property subject to a right of redemption. Since paragraph b) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common law concept.

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes

. . .

(b) any of

(i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale,

(ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or

(iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the performance of an obligation,

if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the *Civil Code of Québec* entitled *Prior Claims and Hypothecs* that deal with the exercise of hypothecary rights; *Federal Law-Civil Law Harmonization Act*, *No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 25

Thrott elvil

fait des biens

Common low

S.O.

e who is a constant

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

- 3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour :
- a) les délits civils commis par ses préposés;
- b) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.

Problème

Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.

Salman

La disposition est réécrite en ajoutant les concepts appropriés pour le droit civil. La disposition fait désormais référence au « fait des biens » / act of a thing.

- As the May Estimate is a

- **3.** En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour :
- a) dans la province de Québec :
- (i) le dommage causé par la faute de ses préposés,
- (ii) le dommage causé par le **fait des biens** qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres:
- b) dans les autres provinces :
- (i) les délits civils commis par ses préposés,
- (ii) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001 ch. 4, art. 36

n/a

Civil Law

act of a thing

This of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

1. 5. 5. 5

Provision 3. The Crown is liable in tort fo

3. The Crown is liable in tort for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (b) in respect of a breach of duty attaching to the ownership,

occupation, possession or control of property.

Problem

Only common law concepts relating to civil liability are used in

both linguistic versions of the provision.

Solution

The provision is rewritten in order to add the appropriate civil law concepts. It now refers to the notion of "act of a thing" / fait

des biens.

Harmonized Provision

3. The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable

(a) in the Province of Quebec, in respect of

(i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or

(ii) the damage resulting from the **act of a thing** in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and

(b) in any other province, in respect of

(i) a tort committed by a servant of the Crown, or

(ii) a breach of duty attaching to the ownership, occupation,

possession or control of property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 36

mroit ii ii

faute

Commun law

délits civils

Throduces a logistatil

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

and the state of

- 3. En matière de responsabilité civile délictuelle, l'État est assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour :
- a) les délits civils commis par ses préposés;
- b) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens.

Problem

Seules des notions de responsabilité civile propres à la common law sont utilisées dans les deux versions linguistiques de la disposition.

Solution

L'article 3 a été réécrit pour le rendre bijuridique. Dans des alinéas distincts, on utilise la terminologie et les concepts appropriés pour le droit civil et pour la common law afin de faciliter l'application de la loi dans chacune des provinces. Pour le Québec, le sous-alinéa 3(1)a)(i) indique que la responsabilité de l'État découle de la faute de ses préposés. Pour les provinces de common law, cette responsabilité découle d'un délit civil ou *tort* commis par ces derniers (sous-alinéa 3(1)b)(i)). Pour ce qui est de la responsabilité liée aux biens, le sous-alinéa 3(1)a)(ii) indique qu'au Québec la responsabilité de l'État découle du fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire. Les notions correspondantes de cette disposition, pour les provinces de common law, se retrouvent au sous-alinéa 3(1)b)(ii).

May of the appropriate

- 3. En matière de responsabilité, l'État est assimilé à une personne pour :
- a) dans la province de Québec :
- (i) le dommage causé par la faute de ses préposés,
- (ii) le dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire ou par sa **faute** à l'un ou l'autre de ces titres:
- b) dans les autres provinces :
- (i) les délits civils commis par ses préposés,
- (ii) les manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001 ch. 4, art. 36

0	0	17.0	177	011	Law

fault

Civil Law

tort

The Degislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

1111

. rovision

3. The Crown is liable in **tort** for the damages for which, if it were a private person of full age and capacity, it would be liable (a) in respect of a tort committed by a servant of the Crown; or (b) in respect of a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.

Problem

Only common law concepts relating to civil liability are used in both linguistic versions of the provision.

dution

Section 3 was rewritten to make it bijural. Terminology and concepts appropriate for both civil law and common law are used in different paragraphs to facilitate the application of the Act in every province.

For Quebec, subparagraph 3(1)(a)(i) indicates that the liability of the Crown results from the fault of its servants. For the common law provinces, Crown liability is based on "tort"/ délits civils committed by its servants (subpar. 3(1)(b)(ii)). In relation to liability concerning property, subparagraph 3(1)(a)(ii) indicates that in Quebec, the Crown's liability arises from the act of a thing of which it is custodian or owner. The corresponding concepts of this clause for the common law provinces are found in subparagraph 3(1)(b)(ii).

Harmonized Provision

- **3.** The Crown is liable for the damages for which, if it were a person, it would be liable
- (a) in the Province of Quebec, in respect of
- (i) the damage caused by the fault of a servant of the Crown, or
- (ii) the damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner; and
- (b) in any other province, in respect of
- (i) a tort committed by a servant of the Crown, or
- (ii) a breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 36

Opril . . . "

faute lourde ou intentionnelle

g'ommon law

négligence grossière ou inconduite délibérée

lige on texte législatif Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

Alspection

86. (2) L'accord d'acquisition doit prévoir :

d) l'immunité du propriétaire contre les poursuites auxquelles pourraient donner lieu les activités de la compagnie, sauf cas de faute lourde ou volontaire de celui-ci;

Manisting as

La terminologie du droit civil (« faute lourde ou volontaire ») est utilisée uniquement dans la version française alors que la terminologie de la common law (gross negligence or wilful misconduct) est utilisée uniquement dans la version anglaise.

Solution

L'harmonisation est effectuée en faisant une distinction entre la norme devant s'appliquer au Québec et celle devant s'appliquer aux autres provinces. Dans le premier cas, pour mieux refléter la terminologie du droit civil, le terme « intentionnelle » remplace le terme « volontaire » dans la version française et les termes gross or intentional fault sont ajoutés dans la version anglaise. Dans le second cas, l'expression « négligence grossière ou d'inconduite délibérée » est ajoutée pour refléter la common law d'expression française.

vaccition agrinouis .

86. (2) L'accord d'acquisition doit prévoir :

[...]

d) la garantie du propriétaire contre les poursuites auxquelles pourraient donner lieu les activités de la compagnie, sauf, dans la province de Québec, cas de faute lourde ou intentionnelle de celui-ci et, dans les autres provinces, cas de négligence grossière ou d'inconduite délibérée de celui-ci;

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C.

2001, ch. 4, art. 104

gross negligence or wilful misconduct

Civil Lass

gross or intentional fault

The of the Legislative Text National Energy Board Act , R.S.C (1985), c. N-7

Provision

86. (2) A company may not acquire lands for a pipeline under a land acquisition agreement unless the agreement includes provision for

(d) indemnification from all liabilities, damages, claims, suits and actions arising out of the operations of the company other than liabilities, damages, claims, suits and actions resulting from gross negligence or wilful misconduct of the owner of the lands;

Problem

Only civil law terminology is used in the French version (*faute lourde ou volontaire*) and only common law terminology is used in the English version ("gross negligence or wilful misconduct").

and the second

Harmonization is achieved by making a distinction between the norm applicable in Quebec and that which is applicable in the other provinces. In the first case, to better reflect civil law terminology, the term *intentionnelle* replaces the term *volontaire* in the French version and the phrase "gross or intentional fault" is added to the English version. In the second case, the phrase *négligence grossière ou d'inconduite délibérée* is added to better reflect the common law in French.

Harmonized Provision

86. (2) A company may not acquire lands for a pipeline under a land acquisition agreement unless the agreement includes provision for

(d) indemnification from all liabilities, damages, claims, suits and actions arising out of the operations of the company other than liabilities, damages, claims, suits and actions resulting from (i) in the Province of Quebec, the gross or intentional fault of

the owner of the lands, and
(ii) in any other province, the gross negligence or wilful

misconduct of the owner of the lands; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 104

fiduciaire, administrateur du bien d'autrui

à titre de fiduciaire

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

178. (1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli : [...]

d) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait à titre de fiduciaire;

Seule la terminologie de la common law (fiduciary capacity) est utilisée dans la version anglaise. En droit civil d'expression anglaise, cette expression est rendue par as a trustee (« à titre de fiduciaire »). De plus, à l'occasion de la réforme du Code civil, le législateur québécois a introduit un régime juridique concernant l'administrateur du bien d'autrui, lequel est chargé d'administrer un bien ou un patrimoine qui n'est pas le sien. Étant donné la portée de cet article, il est nécessaire d'y inclure cette notion.

Dans la version française, on ajoute la phraséologie « dans la province de Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces ». Dans la version anglaise, on ajoute la phraséologie or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others. La paire de termes « à titre de fiduciaire » / fiduciary capacity est conservée pour les besoins de la common law.

178. (1) Une ordonnance de libération ne libère pas le failli : [...]

d) de toute dette ou obligation résultant de la fraude, du détournement, de la concussion ou de l'abus de confiance alors qu'il agissait, dans la province de Québec, à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces, à titre de fiduciaire;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 32

Philippine se

C 1011(11) 10 1.11

14/4 m = 6 mm

129/800 16

Oladh an irrichada c

fiduciary capacity

Civil Law

trustee or administrator of the property of others

Title of the Legislative Text Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

Provision

178. (1) An order of discharge does not release the bankrupt from

. . .

(d) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while acting in a fiduciary capacity;

Problem

Colution

In the English version, there is no corresponding civil law concept for the notion of "fiduciary capacity". It is conveyed in civil law in English "as a trustee" (à titre de fiduciaire).

Moreover, with the reform of the Civil Code, the Quebec legislator introduced a juridical regime for the "administrator of the property of others" who is charged with the administration of property or a patrimony that is not his own. Given the scope of this section, it is necessary to include this notion.

In the French version, the phrase dans la province de Québec à titre de fiduciaire ou d'administrateur du bien d'autrui ou, dans les autres provinces, is added. In the English version, the phrase "or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others" is added. The term "fiduciary capacity" / à titre de fiduciaire is maintained for common law purposes.

Harmonized Provision

178. (1) An order of discharge does not release the bankrupt from

. . .

(d) any debt or liability arising out of fraud, embezzlement, misappropriation or defalcation while acting in a fiduciary capacity or, in the Province of Quebec, as a trustee or administrator of the property of others;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 32

Hron divit

fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation

Common law

S.O.

ilin i i isene législatif

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

digmit w

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]

« créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.

Probléma

Depuis l'entrée en vigueur du *Code civil du Québec*, l'exercice des droits découlant de certaines sûretés est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* avec le *Code civil du Québec* requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le *Code civil du Québec*, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa *b*).

.....

L'alinéa b) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du *Code civil du Québec*. Il s'agit en outre des fiduciaires d'une fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation. L'alinéa b) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.

The a Minn Commonicac

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre :

[...]

b) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du Code civil du Québec intitulé Des priorités et des hypothèques : (i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition

ou à tempérament,

- (ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci,
- (iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

n/a

Civil Law

trust constituted to secure the performance of an obligation

Title of the Legislative Text

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

Provision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable;

Problem

Since the coming into force of the Civil Code of Québec, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the Bankruptcy and Insolvency Act with the Civil Code of Québec requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the Civil Code of Québec, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights are listed in paragraph (b).

Solution

Paragraph (b) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of the hypothecary rights of the Civil Code of Québec. These creditors include the trustees of a trust constituted to secure the performance of an obligation. Since paragraph (b) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common law concept.

Jarmonized Provision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes

(b) any of

(i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale,

(ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or

(iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the performance of an obligation,

if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the Civil Code of Québec entitled Prior Claims and Hypothecs that deal with the exercise of hypothecary rights; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 25

Droit civil

fondé de pouvoir

Common law

fiduciaire

texte législatif

Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

Disposition

29. (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies :

[...]

b) le fiduciaire agissant pour le bénéfice des détenteurs de titres de créance d'une compagnie — notamment bons, obligations, débentures ou débentures-actions — émis en vertu d'un acte de fiducie ou autre et grevant les biens de celle-ci, pourvu qu'il soit autorisé par l'acte à exercer les activités de la compagnie;

Butter in the

L'expression « acte de fiducie » (*trust deed*) n'est plus utilisée en droit civil dans le contexte de cette disposition. La paire de termes « fiduciaire »/*trustee* est donc ici inappropriée en droit civil. Pour les fins de cet alinéa, cette notion a été remplacée par celle de « fondé de pouvoir » / *holder of a power of attorney*.

Les expressions « fondé de pouvoir au sens du *Code civil du Québec* » / holder of a power of attorney within the meaning of the Civil Code of Québec sont ajoutées afin de tenir compte de la réalité du droit civil. La paire de termes « fiduciaire »/trustee est conservée pour les fins de la common law.

the institution in

29. (3) Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux compagnies :

[...]

b) le fondé de pouvoir au sens du Code civil du Québec ou le fiduciaire agissant pour le bénéfice des détenteurs de titres de créance d'une compagnie — notamment bons, obligations, débentures ou débentures-actions — garantis par acte constitutif d'hypothèque au sens du Code civil du Québec, par acte de fiducie ou autre sur les biens de celle-ci, pourvu qu'il soit autorisé par l'acte à exercer les activités de la compagnie; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 102(1)

trustee

Civil Law

holder of a power of attorney

Title of the Legislative

National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

Text

Provision 29. (3) For the purposes of this Act,

(b) a trustee for the holders of bonds, debentures, debenture stock or other evidence of indebtedness of the company, issued under a trust deed or other instrument and secured on or against the property of the company, if the trustee is authorized by the trust deed or other instrument to carry on the business of the company, and ...

Problem

Since the term "trust deed" (acte de fiducie) is obsolete in civil law in the context of this provision, the term "trustee" (fiduciaire) is inappropriate for civil law here. It has been replaced by the notion of "holder of a power of attorney" (fondé

de pouvoir) for the purposes intended in this context.

untion

The phrase "holder of a power of attorney within the meaning of the Civil Code of Québec" (fondé de pouvoir au sens du Code civil du Québec) is added to reflect the reality of civil law. The term "trustee" (fiduciaire) is maintained for common law

purposes.

Harmonized Provision

29. (3) For the purposes of this Act,

(b) a trustee — or the holder of a power of attorney within the meaning of the Civil Code of Québec — for the holders of bonds, debentures, debenture stock or other evidence of indebtedness of the company, secured under a trust deed, an act constituting a hypothec or other instrument or act, on or against the property of the company, if the trustee or holder is authorized by the instrument or act to carry on the business of the company, and ...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 102(1)

Mente . H

fruits et revenus

formula tax

S.O.

a i a a come législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

et in Wilson

18. (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'usage de l'immeuble uniquement à ces fins sous réserve des conditions ou restrictions prévues sous le régime de la présente loi, de toute autre loi ou d'un décret du gouverneur en conseil; la gestion de l'immeuble ne comporte toutefois pas le droit d'en garder les **fruits** ni celui de l'aliéner.

Brobblene

Lors de la réforme du *Code civil du Québec*, le concept de « fruits » a été remplacé par celui de « fruits et revenus ».

ottino

Dans la version française, le terme « fruits » est remplacé par « fruits et revenus ». Dans la version anglaise, l'expression *fruits and revenues* est ajoutée.

. innus a se a sumnia

18. (4) Le ministre chargé de la gestion d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral pour les besoins d'un ministère a droit à l'utilisation du bien uniquement à ces fins sous réserve des conditions ou restrictions prévues sous le régime de la présente loi, de toute autre loi ou d'un décret du gouverneur en conseil; la gestion du bien ne comporte toutefois pas le droit d'en disposer ni celui de garder les **fruits et revenus** issus de son utilisation ou le produit de son utilisation ou de sa disposition. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 20

n/a

Civil Law

fruits and revenues

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

18. (4) Where any federal real property is under the administration of a Minister for the purpose of a department, that Minister has the right to the use of that property for the purposes of that department, subject to any conditions or restrictions imposed by or under this or any other Act or any order of the Governor in Council, but is not entitled by reason only of the administration of the property to dispose of it or to retain the proceeds of its use or disposition.

With the reform of the *Civil Code of Québec*, the concept of "fruits" has been replaced by the concept of "fruits and revenues".

Solution

In the French version, the term *fruits* is replaced by *fruits et revenus*. In the English version, the term "fruits and revenues" is added to the provision.

Harmonized Provision

18. (4) Where any federal real property or federal immovable is under the administration of a Minister for the purposes of a department, that Minister has the right to the use of that property for the purpose of that department, subject to any conditions or restrictions imposed by or under this or any other Act or any order of the Governor in Council, but is not entitled by reason only of the administration of the property to dispose of it or to retain the proceeds of its use or disposition or the **fruits and revenues** of its use.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No 1, S.C. 2001, c. 4, s. 20

Droit civil

gage

Common law

gage

i il me du texte législatif

Loi sur la Banque du Canada, L.R.C. (1985), ch. B-2

Dispuddion

18. La Banque peut:

(i) consentir des prêts ou avances, pour des périodes d'au plus six mois, au gouvernement du Canada ou d'une province sur le nantissement avec ou sans dépossession de valeurs mobilières facilement négociables, émises ou garanties par le Canada ou

cette province;

Problème

La notion de « nantissement » n'existe plus en droit civil. Cette notion a été remplacée par l'hypothèque mobilière avec ou sans dépossession. L'hypothèque mobilière avec dépossession reçoit aussi l'appellation de « gage » (pledge), ce concept existant aussi

en common law.

Dans la version française, le terme « gage » est ajouté pour mieux refléter le concept de pledge utilisé dans la version anglaise, lequel vaut pour les deux traditions juridiques.

Distriction in the many is

18. La Banque peut:

i) consentir des prêts ou avances, pour des périodes d'au plus six mois, au gouvernement du Canada ou d'une province sur le gage, l'hypothèque mobilière sans dépossession ou le nantissement de valeurs mobilières facilement négociables, émises ou garanties par le Canada ou cette province; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 58(1)

pledge

Civil Law

pledge

Title of the Legislative

Bank of Canada Act, R.S.C. (1985), c. B-2

11831

Provision

18. The Bank may

. . .

(i) make loans or advances for periods not exceeding six months to the Government of Canada or the government of any province on the **pledge** or hypothecation of readily marketable securities

issued or guaranteed by Canada or any province;

Problem

The notion of *nantissement* no longer exists in civil law. This notion was replaced by "movable hypothec with or without delivery". The movable hypothec with delivery is also referred to as a "pledge"/*gage*, which also exists in common law.

Solution

In the French version, the term *gage* is added in order to better reflect the concept of "pledge" used in the English version. This term is appropriate for both legal traditions.

Harmonized Provision

(Amendment to the French version only.)

18. The Bank may

. . .

(i) make loans or advances for periods not exceeding six months to the Government of Canada or the government of any province on the **pledge**, hypothecation or movable hypothec without delivery of readily marketable securities issued or guaranteed by Canada or any province;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 58(1)

Droit civil

garantir par un cautionnement

Common law

garantir par un cautionnement

Titre du texte législatif

Loi sur les produits agricoles au Canada, L.R.C. (1985), ch. 20 (4^e suppl.)

1)11.

32. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment :

b) régir l'agrément — éventuellement le renouvellement, le retrait et la suspension de celui-ci — des établissements et de leurs exploitants ainsi que des marchands, obliger les marchands et les exploitants d'établissements à garantir l'observation des conditions de leur agrément par un cautionnement ou une autre forme de sûreté, déterminé par le ministre, et en prévoir la réalisation en cas de manquement, déterminer les livres à conserver et prévoir l'agrément d'entreprises en matière d'analyse, d'inspection ou de classification ou de toute autre activité prévue à la présente loi ou à ses règlements;

Paradal Como

Dans la version anglaise, l'expression *to post bonds* est une terminologie de la common law uniquement. Le concept correspondant en droit civil est *to provide suretyships*.

Some Por

Dans la version anglaise, l'expression to provide suretyships est ajoutée.

Di prote on harmonisée

(modification à la version anglaise seulement)

32. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment :

b) régir l'agrément — éventuellement le renouvellement, le retrait et la suspension de celui-ci — des établissements et de leurs exploitants ainsi que des marchands, obliger les marchands et les exploitants d'établissements à garantir l'observation des conditions de leur agrément par un cautionnement ou une autre forme de sûreté, déterminé par le ministre, et en prévoir la réalisation en cas de manquement, déterminer les livres à conserver et prévoir l'agrément d'entreprises en matière d'analyse, d'inspection ou de classification ou de toute autre activité prévue à la présente loi ou à ses règlements; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 64

to post bonds

Civil Law

to provide suretyships

Title of the Legislative Text

Canada Agricultural Products Act, R.S.C. (1985), c. 20 (4th Supp.)

Provision

- 32. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations
- (b) for the licensing, registration or accreditation of any activity or operation to which this Act applies, including regulations
- (v) requiring dealers or operators of establishments to post bonds, or to provide other security satisfactory to the Minister as a guarantee that they will comply with the terms and conditions of any licence or registration issued to them and providing for the forfeiture of the bonds or other security if they fail to comply with those terms and conditions;

Problem

In the English version, the phrase "to post bonds" has meaning only in common law. The appropriate concept in civil law is "to provide suretyships".

Solution

In the English version, the phrase "to provide suretyships" is added.

Harmonized Provision

- **32.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations
- (b) for the licensing, registration or accreditation of any activity or operation to which this Act applies, including regulations
- (v) requiring dealers or operators of establishments to post bonds or to provide suretyships, or to provide other security satisfactory to the Minister, as a guarantee that they will comply with the terms and conditions of any licence or registration issued to them and providing for the forfeiture of the bonds, suretyships or other security if they fail to comply with those terms and conditions;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 64

Droit civil garde matérielle

Common law garde matérielle.

Titre du texte législatif Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux

administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

Disposition 13. (1) L'alinéa 3b) ne s'applique qu'aux biens appartenant à

l'État et dont lui-même ou une personne agissant en son nom : *a*) a assumé la **responsabilité matérielle**, dans le cas de biens

meubles;

Problème Dans la version française, l'expression « responsabilité

matérielle » ne correspond pas à *physical control*, utilisée dans la version anglaise. En droit civil d'expression française, la notion de *physical control* est plutôt rendue par « garde

matérielle ».

Dans la version française, l'expression « responsabilité

matérielle » est remplacée par « garde matérielle ». L'expression « garde matérielle » vaut aussi pour la common law en français.

13. (1) Les sous-alinéas 3a)(ii) et b)(ii) ne s'appliquent aux biens

appartenant à l'État que si lui-même ou une personne agissant en

son nom:

a) dans le cas de meubles et de biens personnels, en a assumé la

garde matérielle;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 41

physical control

Civil Law

physical control

Title of the Legislative

Text

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Provision 13. (1) Paragraph 3(b) is not applicable in respect of any

property owned by the Crown, unless the Crown or a person

acting for the Crown has, in fact,

(a) in the case of personal property, taken **physical control**

thereof;

Problem The term responsabilité matérielle used in the French version

does not correspond to "physical control" used in the English version. In civil law in French, the corresponding term is *garde*

matérielle.

Solution In the French version, the term responsabilité matérielle is

replaced by garde matérielle. The term garde matérielle is also

appropriate for common law in French.

The musiced Provision

(amendment to the French version only)

13. (1) Subparagraphs 3(a)(ii) and (b)(ii) are not applicable in

respect of any property owned by the Crown unless the Crown

or a person acting for the Crown has, in fact,

(a) in the case of personal property and movables, taken

physical control of it;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, c. 4, S.C.

2001, s. 41

Droit civil

grève d'une sûreté

Common law

grève d'une sûreté

Titre du texte législatif Loi sur la Banque du Canada, L.R.C. (1985), ch. B-2

Diamilan

23. Sauf dans les cas permis par la présente loi, il est interdit à la Banque:

[...]

c) de prêter ou de consentir des avances sur la garantie de biens immeubles, rien ne s'opposant toutefois à ce que, pour protéger une créance que le conseil estime compromise, elle grève d'une sûreté les biens immeubles du débiteur ou d'un autre obligé et s'en porte acquéreur, à condition de les revendre quand les circonstances s'y prêtent;

Problème

L'utilisation de l'expression secure itself dans la version anglaise ne rend pas la réalité du droit civil.

molinion

Dans la version anglaise, les termes or obtain security sont ajoutés afin de refléter le droit civil.

The state of the s

(modification à la version anglaise seulement)

23. Sauf dans les cas permis par la présente loi, il est interdit à la Banque:

[...]

c) de prêter ou de consentir des avances sur la garantie d'immeubles ou de biens réels, rien ne s'opposant toutefois à ce que, pour protéger une créance que le conseil estime compromise, elle grève d'une sûreté les immeubles ou biens réels du débiteur ou d'un autre obligé et s'en porte acquéreur, à condition de les revendre quand les circonstances s'y prêtent; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 59(1)

secure itself

Civil Law

Provision

obtain security

Title of the Legislative

Bank of Canada Act, R.S.C. (1985), c. B-2

Text

23. The Bank shall not, except as authorized by this Act.

(c) lend or make advances on the security of any real property, except that, in the event of any claims of the Bank being in the opinion of the Board endangered, the Bank may secure itself on any real property of the debtor or any other person liable and may acquire that property, which shall be resold as practicable

thereafter;

Froblem

In the English version, the use of the phrase "secure itself" is

problematic because it does not reflect civil law.

The term "or obtain security" is added to reflect the civil law in

English.

Harmonized Provision

23. The Bank shall not, except as authorized by this Act,

(c) lend or make advances on the security of any real property or immovable, except that, in the event of any claims of the Bank being in the opinion of the Board endangered, the Bank may secure itself on any real property, or obtain security on any immovable, of the debtor or any other person liable and may acquire that property, which shall be resold as practicable after the acquisition;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 59(1)

grevées

Common law

grevées

diverde de te législatif

Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs, L.R.C.

(1985), ch. L-1

Disposition

23. Les prestations d'adaptation ne peuvent être cédées, grevées de privilèges, saisies ou données en garantie et, sous réserve des

paragraphes 22(1) et 26(1), toute opération en ce sens est nulle.

Problème

L'utilisation du terme « privilège » dans la version française est inappropriée puisque cette notion n'existe plus en droit civil.

Solution

Dans l'expression « grevées de privilèges », le terme « grevées » doit être conservé car il rend bien la notion de charged en droit civil et en common law d'expression française. Par contre, le terme « privilèges » est supprimé car, outre le fait que les privilèges n'existent plus en droit civil, la version anglaise de

l'article n'en fait pas mention.

in informanisée 23. Les prestations d'adaptation ne peuvent être cédées, grevées, saisies ou données en garantie et, sous réserve des paragraphes 22(1) et 26(1), toute opération en ce sens est nulle.

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C.

2001, ch. 4, art. 97

Common Law charged

Civil Law charged

Title of the Legislative Labour Adjustment Benefits Act, R.S.C. (1985), c. L-1

Provision 23. Labour adjustment benefits are not capable of being

23. Labour adjustment benefits are not capable of being assigned, **charged**, attached, anticipated or given as security and, subject to subsections 22(1) and 26(1), any transaction purporting to assign, **charge**, attach, anticipate or give as

security any of those benefits is void.

Problem The use of the term *privilèges* in the French version is inappropriate as this notion no longer exists in civil law.

Solution In the term grevées de privilèges, the term grevées must be

maintained because it conveys the meaning of "charged" in both civil and common law in French. The word *privilèges* is withdrawn because it no longer exists in civil law and the

English version of the provision does not refer to it.

A remonized Provision (amendment to the French version only)

23. Labour adjustment benefits are not capable of being assigned, **charged**, attached, anticipated or given as security and, subject to subsections 22(1) and 26(1), any transaction purporting to assign, **charge**, attach, anticipate or give as

security any of those benefits is void.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

hypothèque

o malaw

cession en garantie, charge sur les créances comptables

in a du la relégislatif Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

94. (4) Pour l'application du présent article, « cession » s'entend notamment de la cession en garantie et des autres charges sur les créances comptables.

En droit civil, les notions de « cession en garantie » et « charges sur les créances comptables » sont désuètes et ont été remplacées par le mécanisme de l'hypothèque sur créance. Ces notions sont cependant conservées pour les fins de la common law d'expression française. Les mêmes remarques valent pour les expressions assignment by way of security et charges on book debts dans la version anglaise qui ont été conservées pour les juristes de common law et qui sont rendues en droit civil par l'expression hypothec on claims.

Dans la version française, le terme « hypothèque » est ajouté. Dans la version anglaise, le terme hypothec est ajouté.

The sur sarmonisée

94. (4) Pour l'application du présent article, « cession » s'entend notamment de l'hypothèque, de la cession en garantie et des autres charges sur les créances comptables.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 29

assignment by way of security, charges on book debts

Civil Law

Provision

hypothec

Title of the Legislative

пуроше

Test

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

94. (4) For the purposes of this section, "assignment" includes assignment by way of security and other charges on book

debts.

Problem In civil law in English, the notions of "assignment by way of

security" and " charges on book debts" are obsolete and have been replaced by the mechanism of hypothecs on claims. However, these terms are maintained for purposes of common law. The same remarks apply to the phrases cession en garantie and autres charges sur les créances comptables which are maintained for a common law audience and correspond in civil

law in French to hypothèque sur créance.

Solution In the French version, the term hypothèque is added. In the

English version, the term "hypothec" is added.

emmenized Provision 94. (4) For the purposes of this section, "assignment" includes

assignment by way of security, hypothec and other charges

on book debts.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

Dealt elell

hypothèque

Topumon law

hypothèque

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

nimi n

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées :

k) autoriser, au nom de Sa Majesté, l'obtention, la quittance ou la mainlevée totale ou partielle d'une hypothèque ou autre garantie se rapportant à une opération régie par la présente loi.

Seule la terminologie de la common law est utilisée dans la version anglaise (mortgage).

Dans la version anglaise, le terme hypothec est ajouté après mortgage. Le terme hypothec est le terme qui correspond en droit civil d'expression anglaise au concept de mortgage qui est propre à la common law.

and the same washing

(modification à la version anglaise seulement)

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées :

k) autoriser, au nom de Sa Majesté, l'obtention, la quittance ou la mainlevée totale ou partielle d'une hypothèque ou autre garantie se rapportant à une opération régie par la présente loi. Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

Common Law	mortgage
Civil Law	hypothec
Title of the Legislative Text	Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)
Provision	16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,
	(k) authorize the acceptance or the release or discharge, in whole or in part, on behalf of Her Majesty, of any security, by way of mortgage or otherwise, in connection with any transaction authorized under this Act.
Problem	Only common law terminology is used in the English version ("mortgage").
Solution	In the English version, the term "hypothec" is added after "mortgage". The term "hypothec" is the appropriate civil law term in English that corresponds to the common law concept of "mortgage".
Harmonized Provision	16. (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable,
	(k) authorize the acceptance or the release or discharge, in whole or in part, on behalf of Her Majesty, of any security, by way of mortgage , hypothec or otherwise, in connection with any

transaction authorized under this Act.

4, s. 18(1)

Droit civil hypothéquer Cumm a Lay grever d'une sûreté and the tellégislatif Loi sur la fondation Jules et Paul-Émile Léger, L.C. 1980-81-82-83, ch. 85. 4. Dans le cadre de sa mission, la fondation peut : c) sous réserve des conditions auxquelles elle les a acquis, grever d'une sûreté tout ou partie de ses biens, présents ou futurs, afin de garantir ses obligations. L'expression security interest est propre à la common law. Bien que le terme correspondant « sûreté » utilisé dans la version française vaille pour le droit civil, la paire de termes « hypothéquer »/hypothecate reflète davantage le droit civil dans les deux versions linguistiques. Pour les besoins du droit civil, le terme « hypothéquer » est ajouté dans la version française et le terme hypothecate est ajouté dans la version anglaise. l'un la un francomisée 4. Dans le cadre de sa mission, la fondation peut : c) sous réserve des conditions auxquelles elle les a acquis, hypothéquer ou grever d'une sûreté tout ou partie de ses biens, présents ou futurs, afin de garantir ses obligations. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 96

security interest (create any)

Civil Law

hypothecate

Title of the Legislative

Text

An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation, S.C. 1980-81-82-83, c. 85

Provision

4. The Foundation may, in furtherance of its objects,

(c) subject to terms, if any, under which the property was acquired, create any security interest in all or any property of the Foundation, owned or subsequently acquired to secure any

obligation of the Foundation.

Problem

The term "security interest" is a common law term. Although the corresponding term sûreté, used in the French version, is appropriate for civil law purposes, the term

"hypothecate"/hypothéquer more accurately reflects the civil

law in both linguistic versions.

cidntion

The term "or hypothecate" is added to the English version and the term hypothéquer is added to the French version, for civil law purposes.

armonized Provision

4. The Foundation may, in furtherance of its objects,

(c) subject to the terms, if any, under which the property was acquired, create any security interest in, or hypothecate, all or any property of the Foundation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the Foundation.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No 1, S.C. 2001, c.

hypothèques

hypothèques

in Loi sur l'Office nationale de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

the major of

111. Malgré les autres dispositions de la présente loi, toute autre loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, le pipeline ou la partie de celui-ci fixés à des biens immeubles soit avec l'autorisation prévue aux paragraphes 108(2) ou (6), soit sans autorisation dans le cadre du paragraphe 108(5):

b) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés de privilèges ou de sûretés.

Il y a disparité de contenu entre les deux versions linguistiques. La version anglaise fait une énumération plus précise des sûretés que peut accorder une compagnie. Y est expressément mentionné le mortgage. Dans la version française, seules les sûretés réelles conventionnelles devraient être visées. Compte tenu de ce contexte, seule l'hypothèque peut trouver application en l'espèce pour le droit civil. Le terme « hypothèque » est traduit en droit civil d'expression anglaise par hypothec.

Dans la version française, les termes « hypothèques » et « par la compagnie » sont ajoutés. Dans la version anglaise, la phraséologie or the company may constitute a hypothec est ajoutée.

harmonisée

111. Malgré les autres dispositions de la présente loi, toute autre loi générale ou spéciale ou toute règle de droit, le pipeline ou la partie de celui-ci fixés à des biens immeubles soit avec l'autorisation prévue aux paragraphes 108(2) ou (6), soit sans autorisation dans le cadre du paragraphe 108(5):

b) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, peuvent être grevés d'hypothèques, de privilèges, de charges ou d'autres sûretés par la compagnie.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 105

mortgage

Civil Law

hypothec

Title of the Legislative

National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

Text

Provision

111. Notwithstanding this Act or any other general or Special Act or law to the contrary, where the pipeline of a company or any part of that pipeline has been affixed to any real property in accordance with leave obtained from the appropriate authority as provided in subsection 108(2) or (6) or without leave pursuant to subsection 108(5),

(b) subject to the provisions of this Act, the company may create any lien, mortgage, charge or other security on the pipeline or

on that part of it.

Problem

There is a disparity between the two linguistic versions. The English version is more precise in its enumeration of the securities that may be given by a company; a mortgage is expressly mentioned. Only conventional real securities should be included in the French version. Given the context, only the notion of *l'hypothèque* can be used for civil law purposes. The term hypothèque is translated in civil law in English as "hypothec".

Solution

In the French version, the terms d'hypothèque and par la compagnie are added. In the English version, the phrase "or the company may constitute a hypothec" is added.

Harmonized Provision

111. Notwithstanding this Act or any other general or Special Act or law to the contrary, where the pipeline of a company or any part of that pipeline has been affixed to any real property in accordance with leave obtained from the appropriate authority as provided in subsection 108(2) or (6) or without leave pursuant to subsection 108(5),

(b) subject to the provisions of this Act, the company may create a lien, mortgage, charge or other security, or the company may constitute a hypothec, on the pipeline or on that part of it. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 105

Druitsisil	immeuble
1.0000 - 1000	bien réel
législatif	Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10
Disposition	4. Sous réserve de toute autre loi, la vente, la location ou autre acte d'aliénation d'un immeuble fédéral ou la délivrance d'un permis à son égard sont subordonnés aux prescriptions de la présente loi.
Problème ·	Seule la terminologie du droit civil (« immeuble ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (<i>real property</i>) est utilisée dans la version anglaise.
i atgain	Dans la version française, l'expression « bien réel » est ajoutée afin de refléter la common law. Dans la version anglaise, le terme <i>immovables</i> est ajouté afin de refléter le droit civil.
isposition harmonisée	4. Sous réserve de toute autre loi, la disposition ou la location d'un immeuble fédéral ou d'un bien réel fédéral ou la délivrance d'un permis à son égard sont assujetties à la présente loi. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 13
	2. C. 2001, On. 7, art. 13

Common Law real property Civil Law immovables

Title of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Text

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

4. Subject to any other Act, no sale, lease or other disposition of Provision

federal real property shall be made and no licence shall be given in respect of federal real property except in accordance

with this Act.

Problem Only civil law terminology (immeuble) is used in the French

version and only common law terminology ("real property") is

used in the English version.

In the French version, the term bien réel is added in order to

reflect the common law. In the English version, the term

"immovables" is added in order to reflect the civil law.

4. Subject to any other Act, no disposition or lease of federal Thus period Provision real property or federal immovables shall be made and no

licence shall be given in respect of any such property except in accordance with this Act.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

immeubles

Common law

biens réels

111 a lu texte législatif Loi sur l'intérêt, L.R.C. (1985), ch. I-15

L'amsidon

4. Sauf à l'égard des hypothèques sur biens-fonds, lorsque, aux termes d'un contrat écrit ou imprimé, scellé ou non, quelque intérêt est payable à un taux ou pourcentage par jour, semaine ou mois, ou à un taux ou pourcentage pour une période de moins d'un an, aucun intérêt supérieur au taux ou pourcentage de cinq pour cent par an n'est exigible, payable ou recouvrable sur une partie quelconque du principal, à moins que le contrat n'énonce expressément le taux d'intérêt ou pourcentage par an auquel équivaut cet autre taux ou pourcentage.

Le terme « bien-fonds », bien que connu en droit civil et en common law d'expression française, ne correspond pas à la notion de real property de la common law utilisée dans la version anglaise. De plus, seule la terminologie de la common law est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version française, le terme « bien-fonds » est remplacé par « immeubles ou biens réels » afin de refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, le terme immovables est ajouté afin de refléter le droit civil.

4. Sauf à l'égard des hypothèques sur immeubles ou biens réels, lorsque, aux termes d'un contrat écrit ou imprimé, scellé ou non, quelque intérêt est payable à un taux ou pourcentage par jour, semaine ou mois, ou à un taux ou pourcentage pour une période de moins d'un an, aucun intérêt supérieur au taux ou pourcentage de cinq pour cent par an n'est exigible, payable ou recouvrable sur une partie quelconque du principal, à moins que le contrat n'énonce expressément le taux d'intérêt ou pourcentage par an auquel équivaut cet autre taux ou pourcentage.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 91

real property

Civil Law

immovables

Title of the Legislative Text

Interest Act, R.S.C. (1985), c. I-15

l'ravision

4. Except as to mortgages on real property, whenever any interest is, by the terms of any written or printed contract, whether under seal or not, made payable at a rate or percentage per day, week, month, or at any rate or percentage for any period less than a year, no interest exceeding the rate or percentage of five per cent per annum shall be chargeable, payable or recoverable on any part of the principal money unless the contract contains an express statement of the yearly rate or percentage of interest to which the other rate or percentage is equivalent.

Problem

The concept of *bien-fonds*, even though known to civil law and common law in French, does not correspond to the common law notion of "real property" used in the English version. Moreover, in the English version, only common law terminology is used.

oranion.

In the French version, the terms *immeubles* and *biens réels* are added to replace the term *bien-fonds* in order to reflect the civil law and common law in French. In the English version, the term "immovables" is added in order to reflect civil law.

Harmonized Provision

4. Except as to mortgages on real property or hypothecs on immovables, whenever any interest is, by the terms of any written or printed contract, whether under seal or not, made payable at a rate or percentage per day, week, month, or at any rate or percentage for any period less than a year, no interest exceeding the rate or percentage of five per cent per annum shall be chargeable, payable or recoverable on any part of the principal money unless the contract contains an express statement of the yearly rate or percentage of interest to which the other rate or percentage is equivalent.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 91

légataires à titre particulier

Common law

Tity. . . . te législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Disposition

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, ayants droit, bénéficiaires testamentaires ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.

Problème

Dans la version française, l'expression « bénéficiaires testamentaires » n'est pas appropriée ni pour le droit civil, ni pour la common law. Dans la version anglaise, le terme devisee en est un de common law uniquement.

L'expression « bénéficiaires testamentaires »/devisees est remplacée par les termes « légataires »/legatees pour les fins de la common law et du droit civil. Il est toutefois nécessaire d'ajouter les expressions « légataire à titre particulier » /legatees by particular title pour le droit civil, parce que ce type de legs n'est pas visé par les termes « héritiers »/heirs ou « légataire »/legatees.

disputation les monisée 20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, ayants droit ou ayants cause, légataires ou légataires à titre particulier, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 22

n/a

Civil Law

legatees by particular title

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the heirs, assigns, devisees or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.

Problem

In the French version, the term *bénéficiaires testamentaires* is inappropriate in both civil and common law. In the English version, the term "devisees" is known only to common law.

a trains

The terms "devisees"/ bénéficiaires testamentaires are replaced by the terms "legatees"/légataires which are appropriate for both common law and civil law. It is however necessary to add the expression "legatees by particular title" / légataire à titre particulier for civil law purposes, because this type of legacy is not covered by the terms "heirs"/héritiers or "legatees"/légataires.

Harmonized Provision

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, assigns or successors, legatees or legatees by particular title, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 22

légataires, légataires à titre particulier

légataires

Fitte du texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre de propriété sur l'immeuble est dévolu aux héritiers, ayants droit, bénéficiaires testamentaires ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation de l'immeuble, comme si la concession avait été octroyée de son vivant.

Problems

Dans la version française, l'expression « bénéficiaires testamentaires » n'est pas appropriée ni pour le droit civil, ni pour la common law. Dans la version anglaise, le terme devisee en est un de common law uniquement.

L'expression « bénéficiaires testamentaires »/devisees est remplacée par les termes « légataires »/legatees pour les fins de la common law et du droit civil. Il est toutefois nécessaire d'ajouter les expressions « légataire à titre particulier » / legatees by particular title pour le droit civil, parce que ce type de legs n'est pas visé par les termes « héritiers »/heirs ou « légataire »/legatees.

libra kim tarmonisée

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas nulle de ce fait; toutefois, le titre sur l'immeuble ou le bien réel est dévolu aux héritiers, ayants droit ou ayants cause, légataires ou légataires à titre particulier, ou autres représentants légaux du défunt, conformément aux lois en vigueur dans la province de situation du bien, comme si la concession avait été octroyée de son vivant. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 22

legatees

Civil Law

legatees, legatees by particular title

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

in a iston

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void, but the title to the real property intended to be granted vests in the heirs, assigns, devisees or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the real property is situated as if the grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's lifetime.

Pr blem

In the French version, the term *bénéficiaires testamentaires* is inappropriate in both civil and common law. In the English version, the term "devisees" is known only to common law.

The terms "devisees"/ bénéficiaires testamentaires are replaced by the terms "legatees"/légataires which are appropriate for both common law and civil law. It is however necessary to add the expression "legatees py particular title" / légataire à titre particulier for civil law purposes, because this type of legacy is not covered by the terms "heirs"/héritiers or "legatees"/légataires.

The relized Provision

20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void, but the title to the real property or immovable intended to be granted or conceded vests in the heirs, assigns or successors, legatees or legatees by particular title, or other legal representatives of the deceased person according to the laws in force in the province in which the property is situated as if the Crown grant had issued to or in the name of the deceased person during the person's

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 22

legs

I omnum for

legs

Firm du texte législatif

Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada, L.C.

1999, ch. 17

Historica

74. (1) L'Agence a la gestion de tous les immeubles qu'elle acquiert, notamment par achat, location, transfert, don ou legs.

Broblèm.

Dans la version anglaise, la notion de devise n'a de sens qu'en

common law. La notion correspondante en droit civil

d'expression anglaise est legacy.

Control Street

Le terme *legacy* est ajouté dans la version anglaise. La version française n'a pas à être modifiée puisque le terme *legs* vaut pour

les deux systèmes juridiques.

chainmann tamhaithe

(modification à la version anglaise seulement)

74. (1) L'Agence a la gestion :

a) de tous les biens réels qu'elle acquiert, notamment par achat,

location, transfert, don ou legs;

b) de tous les immeubles qu'elle acquiert, notamment par achat,

transfert, don ou **legs**, ou qu'elle loue à titre de locataire. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 131

devise

Civil Law

legacy

Title of the Legislative

Text

Canada Customs and Revenue Agency Act, S.C. 1999, c. 17

74. (1) The A

74. (1) The Agency has the administration of any real property acquired by the Agency by purchase, lease, transfer, gift, devise

or otherwise.

The notion of "devise", used in the English version, has meaning

only in common law. The corresponding civil law notion is

"legacy".

Solution The term "legacy" is added to the English version. The French

version need not be modified as the term legs is known to both

legal systems.

- rounnized Provision

74. (1) The Agency has the administration of

(a) real property acquired by the Agency by purchase, lease,

transfer, gift, devise or otherwise; and

(b) immovables acquired by the Agency by purchase, transfer, gift, **legacy** or otherwise and immovables of which it is the

lessee.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

Oroit civit

liquidateur de succession

Comment law

exécuteur testamentaire

Thre are level ligislatif Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5e suppl.)

i.,

mark gare

13. (7.3) Pour l'application de l'alinéa (7)e), deux sociétés qui, étant contrôlées par le même fiduciaire ou exécuteur testamentaire, seraient liées l'une à l'autre à un moment donné, sans le présent paragraphe, sont réputées ne pas l'être à ce moment s'il est établi :

- a) d'une part, que le fiduciaire ou l'exécuteur testamentaire n'a pas acquis le contrôle des sociétés par suite de la création d'une ou plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par plusieurs particuliers qui ont un lien de dépendance entre eux:
- b) d'autre part, que la fiducie ou succession en vertu de laquelle le fiduciaire ou exécuteur testamentaire a acquis le contrôle de chacune des sociétés ne commence à exister qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou succession.

La notion d' « exécuteur testamentaire » / testamentary executor est désuète en droit civil. Le Code civil du Québec a remplacé cette notion pour celle de « liquidateur de succession » / liquidator of a succession, lequel exerce des fonctions légèrement différentes de l'exécuteur testamentaire.

Pour refléter la nouvelle notion de droit civil, « liquidateur de succession » est ajouté dans la version française et liquidator of a succession est ajouté dans la version anglaise. Les termes « exécuteur testamentaire » et executor sont conservés pour les fins de la common law.

13. (7.3) Pour l'application de l'alinéa (7)e), deux sociétés qui, étant contrôlées par le même fiduciaire, liquidateur de succession ou exécuteur testamentaire, seraient liées l'une à l'autre à un moment donné, sans le présent paragraphe, sont réputées ne pas l'être à ce moment s'il est établi :

a) d'une part, que le fiduciaire, liquidateur ou exécuteur n'a pas acquis le contrôle des sociétés par suite de la création d'une ou plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par plusieurs particuliers qui ont un lien de dépendance entre

b) d'autre part, que la fiducie ou succession en vertu de laquelle le fiduciaire, liquidateur ou exécuteur a acquis le contrôle de chacune des sociétés ne commence à exister qu'au décès du particulier qui a créé la fiducie ou succession.

Loi de 2000 modifiant l'impôt sur le revenu, L.C. 2001, ch. 17, par. 196(1)

executor

Civil Law

liquidator of a succession

Title of the Legislative Text

Income Tax Act, R.S.C. (1985), c. 1 (5th Supp.)

Provision

- 13. (7.3) For the purposes of paragraph (7)(e), where at a particular time one corporation would, but for this subsection, be related to another corporation by reason of both corporations being controlled by the same trustee or **executor** and it is established that
- (a) the trustee or **executor** did not acquire control of the corporations as a result of one or more trusts or estates created by the same individual or by two or more individuals not dealing with each other at arm's length, and
- (b) the trust or estate under which the trustee or **executor** acquired control of each of the corporations arose only on the death of the individual creating the trust or estate, the two corporations shall be deemed not to be related to each other at that particular time.

er shear

The terms "testamentary executor" / exécuteur testamentaire are obsolete in civil law. The Civil Code of Québec has replaced this institution with the slightly different concept of "liquidator of a succession" / liquidateur de succession.

-olution

To reflect the new civil law notion, "liquidator of a succession" is added to the English version and *liquidateur de succession* is added to the French version. The terms "executor"/ *exécuteur testamentaire* are maintained for common law purposes.

Terminized Provision

- 13. (7.3) For the purposes of paragraph (7)(e), where at a particular time one corporation would, but for this subsection, be related to another corporation by reason of both corporations being controlled by the same executor, liquidator of a succession or trustee and it is established that
- (a) the **executor**, **liquidator** or trustee did not acquire control of the corporations as a result of one or more estates or trusts created by the same individual or by two or more individuals not dealing with each other at arm's length, and
- (b) the estate or trust under which the **executor**, **liquidator** or trustee acquired control of each of the corporations arose only on the death of the individual creating the estate or trust, the two corporations are deemed not to be related to each other at the particular time.

Income Tax Amendments Act, 2000, S.C. 2001, c. 17, s. 196(1)

locataire

Common law

locataire

Titre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

all and the second

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le locataire ou son ayant droit, du sous-locataire ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.

Dans la version anglaise, l'expression *person who holds a lease* n'est pas appropriée en droit civil. La paire de termes « locataire »/*lessee* est plus appropriée dans le contexte dans les deux systèmes juridiques.

Dans la version française, l'expression « personne qui loue » est remplacée par « locataire ». Dans la version anglaise, l'expression *person who holds a lease* est remplacée par *lessee*.

12. Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est :

c) en ce qui concerne le **locataire** ou son ayant cause ou le cessionnaire ou le titulaire de l'intérêt découlant du bail, en faveur du sous-locataire de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

page 156

lessee

Civil Law

lessee

Title of the Legislative Text Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

firm Men

- 12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of
- ... (c) in the case of a **person holding such a lease** or interest, any

subtenant or licensee of that person.

In the English version, the phrase "a person who holds a lease"

is inappropriate in civil law. The terms "lessee"/locataire are more appropriate in the context, in both legal systems.

In the French version, the phrase *personne qui loue* is replaced by *locataire*. In the English version, the phrase "person who holds a lease" is replaced by "lessee".

Domeonized Providen

- 12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of
- (c) in the case of **such a lessee**, successor or assignee or person holding such an interest, any sublessee or licensee of that person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

page 157

:: 1 1 1 1 1 1 1

Droit civil mainlevée d'hypothèque

Common law mainlevée d'hypothèque

l'itre du texte législatif Loi sur l'assurance-emploi, L.C. 1996, ch. 23

102. (13) Tout document présenté comme étant un ordre, une

instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision,

une évaluation, une mainlevée d'hypothèque ou autre

document [...]

Seule la terminologie de la common law (discharge of

mortgage) est utilisée dans la version anglaise de cette disposition. L'expression « mainlevée d'hypothèque » est rendue, en droit civil d'expression anglaise, par *release* of

hypothec.

Dans la version anglaise, on ajoute l'expression release of

hypothec.

isputation harmonisée (modification à la version anglaise seulement)

102. (13) Tout document présenté comme étant un ordre, une instruction, une sommation, un avis, un certificat, une décision,

une évaluation, une mainlevée d'hypothèque ou autre

document [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 78

discharge of mortgage

Civil Law

release of hypothec

Title of the Legislative

Employment Insurance Act, S.C. 1996, c. 23

Text

102. (13) Every document appearing to be an order, direction,

demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment,

discharge of mortgage or other document ...

rroblem

Only common law terminology ("discharge of mortgage") is used in the English version of this provision. The corresponding term in civil law in English for the term mainlevée d'hypothèque

is "release of hypothec".

Solution

In the English version, the term "release of hypothec" is added.

rights, block thost be-

102. (13) Every document appearing to be an order, direction, demand, notice, certificate, requirement, decision, assessment, discharge of mortgage, release of hypothec or other document

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

Turnings, it

mandataires

mandataires

Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides, L.R.C. (1985), ch. P-10

" of Street

3. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, indemniser un agriculteur des pertes subies par suite de la présence de résidus de pesticide dans un produit agricole ou à sa surface si les conditions suivantes sont réunies :

[...]

d) le ministre est convaincu que la contamination n'est pas imputable à l'agriculteur ou à un ancien propriétaire de la terre d'où vient le produit agricole, ou à leurs employés ou mandataires.

Seule la terminologie de la common law (agent) est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version anglaise, le terme *mandatary* est ajouté après le mot agent pour refléter la terminologie du droit civil. Aucun changement n'est requis à la version française à cet égard, puisque le terme « mandataire » vaut pour le droit civil et la common law.

(modification à la version anglaise seulement)

3. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, indemniser un agriculteur des pertes subies par suite de la présence de résidus de pesticide dans un produit agricole ou à sa surface si les conditions suivantes sont réunies :

d) le ministre est convaincu que la contamination ne résulte pas de la faute de l'agriculteur ou d'un ancien propriétaire de la terre d'où vient le produit agricole, ou de leurs employés ou mandataires.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 115

agent

Civil Law

mandatary

Title of the Legislative

Pesticide Residue Compensation Act, R.S.C. (1985), c. P-10

Provision

3. (1) Subject to this Act, the Minister may pay to a farmer, on such terms and conditions as are prescribed by the regulations, compensation for any loss suffered by the farmer as a result of the presence of pesticide residue in or on an agricultural product of that farmer, if

(d) the Minister is satisfied that the presence of the pesticide residue in or on the product is not due to any fault of the farmer, his employee or agent, or of a previous owner of the land on which the product was grown, or that previous owner's employee or agent.

Only common law terminology ("agent") is used in the English version.

In the English version, the term "mandatary" is added after the term "agent" to reflect civil law terminology. No amendment is required to the French version, since the term *mandataires* is appropriate for both civil law and common law.

The raized Provision

3. (1) Subject to this Act, the Minister may pay to a farmer, on such terms and conditions as are prescribed by the regulations, compensation for any loss suffered by the farmer as a result of the presence of pesticide residue in or on an agricultural product of that farmer, if

(d) the Minister is satisfied that the presence of the pesticide residue in or on the product is not due to any fault of the farmer, the farmer's employee, agent or mandatary or of a previous owner of the land on which the product was grown, or that previous owner's employee, agent or mandatary. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

firoit chil	meubles
Countain low	biens personnels
ur o en tesse lógislatif	Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50
i p. 180qu	13. (1) L'alinéa 3b) ne s'applique qu'aux biens appartenant à l'État et dont lui-même ou une personne agissant en son nom : a) a assumé la responsabilité matérielle, dans le cas de biens meubles;
Problés	La terminologie du droit civil (« meubles ») est utilisée uniquement dans la version française et la terminologie de la common law (<i>personal property</i>) est utilisée uniquement dans la version anglaise.
	Dans la version française, l'expression « biens personnels » est ajoutée afin de refléter la common law. Dans la version anglaise, le terme <i>movables</i> est ajouté afin de refléter le droit civil.
	13. (1) Les sous-alinéas 3a)(ii) et b)(ii) ne s'appliquent aux biens appartenant à l'État que si lui-même ou une personne agissant en son nom : a) dans le cas de meubles et de biens personnels , en a assumé la garde matérielle; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 41

personal property

Civil Law

movables

Title of the Legislative Text

1110 v abics

- - -

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Provision

13. (1) Paragraph 3(b) is not applicable in respect of any property owned by the Crown, unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact,

(a) in the case of **personal property**, taken physical control

thereof; and

...

Problem

Only civil law terminology (*meubles*) is used in the French version and only common law terminology ("personal property") is used in the English version.

Soldiens

In the French version, the term *biens personnels* is added in order to reflect the common law. In the English version, the term "movables" is added in order to reflect the civil law.

Demanded Provision

13. (1) Subparagraphs 3(a)(ii) and (b)(ii) are not applicable in respect of any property owned by the Crown unless the Crown or a person acting for the Crown has, in fact,

(a) in the case of personal property and movables, taken

physical control of it; and

...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

meubles

Common law

biens personnels

l'itre du texte législatif Loi sur le Centre canadien de gestion, L.C. 1991, ch. 16

Print Pinn

5. (1) Dans l'exécution de sa mission, le Centre [...] peut

notamment:

a) élaborer et gérer des programmes de perfectionnement de la

gestion, et acquérir des biens mobiliers à cette fin;

Problème.

Seule la terminologie du droit civil est utilisée dans les versions française (« biens mobiliers ») et anglaise (other than

immovable property). La référence à des catégories différentes de biens dans chaque version linguistique ajoute à ce problème.

Solution

Dans la version française, les termes « biens mobiliers » sont remplacés par « des meubles et des biens personnels » afin de refléter le droit civil et la common law. Dans la version anglaise, les termes personal and movable property sont ajoutés afin de refléter la common law et le droit civil et remplacent ainsi les

termes other than immovable property.

Digueding barmonisée

5. (1) Dans l'exécution de sa mission, le Centre [...] peut

notamment: a) acquérir, élaborer et gérer des programmes de

perfectionnement de la gestion, et acquérir des meubles et des

biens personnels à cette fin;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 68(1)

personal property

Civil Law

movable property

Title of the Legislative

Text

Canadian Centre for Management Development Act, S.C. 1991,

c. 16

Provision

5. (1) In carrying out its objects, the Centre ... may

(a) procure, manage, maintain and operate programs and facilities, other than immovable property, for management

development;

Problem

Only civil law terminology is used in both the French (*biens mobiliers*) and English ("other than immovable property") versions. The use of different categories of property in the two

linguistic versions adds to this problem.

Solution

In the French version, the term *biens mobiliers* is replaced by *des meubles et des biens personnels* in order to reflect both civil law and common law. In the English version, the phrase "other than immovable property" is replaced by "personal and movable property" in order to reflect both common law and civil law.

an annized Provision

5. (1) In carrying out its objects, the Centre ... may

(a) acquire, manage, maintain, design and operate programs for management development and acquire **personal and movable**

property;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 68(1)

meubles corporels

Common law

biens personnels corporels

l'itre du texte législatif

Loi sur les forces étrangères au Canada, L.R.C. (1985), ch. V-2

22. (2) Un membre d'une force étrangère présente au Canada est exonéré d'impôt, au Canada, sur le traitement et les émoluments qu'un État désigné lui verse à ce titre et quant aux biens meubles corporels temporairement au Canada du fait de sa

présence dans ce pays à ce titre.

"" Hème

Seule la terminologie du droit civil (« biens meubles corporels ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (tangible personal property) est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version française, l'expression « biens personnels corporels » est ajoutée afin de refléter la common law et l'expression « biens meubles » est remplacée par « meubles » afin de mieux refléter la terminologie du droit civil. Dans la version anglaise, l'expression corporeal movable est ajoutée afin

de refléter le droit civil.

W w monisée

22. (2) Un membre d'une force étrangère présente au Canada est exonéré d'impôt, au Canada, sur le traitement et les émoluments qu'un État désigné lui verse à ce titre et quant aux meubles corporels ou biens personnels corporels temporairement au Canada du fait de sa présence dans ce pays à ce titre. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 127

tangible personal property

Civil Law

corporeal movable property

Title of the Legislative

Visiting Forces Act, R.S.C. (1985), c. V-2

Text.

22. (2) A member of a visiting force is exempt from taxation in

Canada on the salary and emoluments paid to him as such member by a designated state and in respect of any **tangible personal property** that is in Canada temporarily by reason of

his presence in Canada as such member.

Problem

Only civil law terminology (biens meubles corporels) is used in

the French version and only common law terminology ("tangible personal property") is used in the English version.

ปาเล็กเลื่อง

In the French version, the term biens personnels corporels is added in order to reflect common law and the term biens

meubles is replaced by meubles to better reflect civil law terminology. In the English version, the term "corporeal

movable" is added in order to reflect civil law.

Time mized Provision

22. (2) A member of a visiting force is exempt from taxation in Canada on the salary and emoluments paid to the member as a member by a designated state and in respect of any tangible personal or corporeal movable property that is in Canada temporarily by reason of the member's presence in Canada as a member.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

nulle

comments line

nulle

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou à son nom n'est pas **nulle** de ce fait [...]

Temblisms

Dans la version anglaise, le terme void est inapproprié pour le droit civil.

Dans la version anglaise, le terme null est ajouté afin de refléter la terminologie du droit civil. Le terme void est maintenu pour les besoins de la common law.

(modification à la version anglaise seulement)

20. La concession de l'État octroyée à une personne décédée ou

à son nom n'est pas **nulle** de ce fait [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 22

Common Law void Civil Law null Title of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Fext Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10) 20. A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason void Problem In civil law, the term "void", used in the English version, is inappropriate. In the English version, the term "null" is added to reflect civil Solution law terminology. The term "void" is maintained for common law purposes. Caper Aged Provision **20.** A Crown grant that is issued to or in the name of a person who is deceased is not for that reason null or void Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 22

obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif

i ommon law

obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif

dur. ' vu législatif

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

Maps (vo.)

1. 1. 1.

120. (6) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers ou par les autres inspecteurs à exécuter des services spéciaux pour le compte de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation du tribunal qui peut modifier ces honoraires comme il le juge à propos eu égard à la nature des services rendus par rapport aux obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif.

L'expression « obligations fiduciaires » et l'expression correspondante en anglais, *fiduciary obligations*, sont propres à la common law et, compte tenu du contexte, portent à confusion en droit civil puisque l'on vise plutôt ici l'obligation d'agir de bonne foi.

Dans la version française, l'expression « obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif » est remplacée par la phraséologie « l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif envers l'actif ». Dans la version anglaise, l'expression fiduciary obligations of the inspector to the estate est remplacée par la phraséologie the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interest of the administration of the estate.

120. (6) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers ou par les autres inspecteurs à exécuter des services spéciaux pour le compte de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation du tribunal qui peut modifier ces honoraires comme il le juge à propos eu égard à la nature des services rendus par rapport à l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 30

obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate

Civil Law

obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

.

120. (6) An inspector duly authorized by the creditors or by the other inspectors to perform special services for the estate may be allowed a special fee for those services, subject to approval of the court, which may vary that fee as it deems proper having regard to the nature of the services rendered in relation to the fiduciary obligations of the inspector to the estate.

Franken

The term "fiduciary obligations" and the corresponding French term *obligations fiduciaires* are common law terms. Given the context, these terms lead to some confusion in civil law since what is meant here is the obligation to act in good faith.

1 10/01

In the English version, the term "fiduciary obligations of the inspector to the estate" is replaced by the phrase "the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate". In the French version, the term *obligations fiduciaires de l'inspecteur envers l'actif* is replaced by the phrase *l'obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif*.

120. (6) An inspector duly authorized by the creditors or by the other inspectors to perform special services for the estate may be allowed a special fee for those services, subject to approval of the court, which may vary that fee as it deems proper having regard to the nature of the services rendered in relation to the obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interests of the administration of the estate. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 30

ordonnance d'exécution en nature

Common law

ordonnance d'exécution en nature

Trive du texte législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux

administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

22. (1) Le tribunal ne peut, lorsqu'il connaît d'une demande visant l'État, assujettir celui-ci à une injonction ou à une ordonnance d'exécution mais, dans les cas où ces recours pourraient être exercés entre particuliers, il peut, pour en tenir

lieu, déclarer les droits des parties.

1 roldome

La disposition vise à interdire l'émission contre l'État d'une ordonnance d'exécution en nature d'une obligation contractuelle. En droit civil d'expression française, « ordonnance d'exécution

en nature » est la terminologie appropriée.

Dans la version française, l'expression « ordonnance d'exécution » est remplacée par « ordonnance d'exécution en nature », expression qui vaut à la fois pour le droit civil et la

common law.

Tippe de la harmonisée 22. (1) Le tribunal ne peut, lorsqu'il connaît d'une demande visant l'État, assujettir celui-ci à une injonction ou à une ordonnance d'exécution en nature mais, dans les cas où ces recours pourraient être exercés entre personnes, il peut, pour en tenir lieu, déclarer les droits des parties.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 46

order for specific performance

Civil Law

order for specific performance

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

3786

22. (1) Where in proceedings against the Crown any relief is

sought that might, in proceedings between persons, be granted by way of injunction or specific performance, a court shall not, as against the Crown, grant an injunction or make an **order for specific performance**, but in lieu thereof may make an order

declaratory of the rights of the parties.

Problem

The purpose of the provision is to prohibit an order against the Crown for specific performance of a contractual obligation. In

civil law in French, the appropriate term is *ordonnance*

d'exécution en nature.

2.44

In the French version, the term *ordonnance d'exécution* is replaced by the term *ordonnance d'exécution en nature*. This

term is appropriate for both common law and civil law.

armonized Provision

(amendment to the French version only)

22. (1) Where in proceedings against the Crown any relief is sought that might, in proceedings between persons, be granted by way of injunction or specific performance, a court shall not, as against the Crown, grant an injunction or make an order for specific performance, but in lieu thereof may make an order

declaratory of the rights of the parties.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 46

personne

Community less

personne

The du texte législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

1 mast n

4. L'État est également assimilé à une personne physique, majeure et capable, pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard des dommages que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant.

Drobbleme

L'utilisation de l'expression *private person* dans la version anglaise amène un problème de désuétude terminologique.

SMILL MAN

Dans la version française, l'expression « personne physique majeure et capable » est remplacée par « personne ». Dans la version anglaise, l'expression private person of full age and capacity est remplacée par person. Une nouvelle définition de « personne » et person est introduite à la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif par l'article 35 de la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil et s'applique à cet article. Dans la version anglaise, l'expression any person est remplacée par le terme anyone. Cette dernière modification cherche à éviter l'application de cette nouvelle définition. À cet égard, l'intention du législateur est de viser les préjudices causés à toute personne et non seulement aux personnes physiques, majeures et capables.

4. L'État est également assimilé à une **personne** pour ce qui est de sa responsabilité à l'égard du dommage que cause à autrui, sur une voie publique, un véhicule automobile lui appartenant. *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*, L.C. 2001, ch. 4, art. 37

person

Civil Law

person

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

4.674

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

4. The Crown is liable for the damage sustained by **any person** by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a **private person of full age and capacity**.

Proble.n

The term "private person", used in the English version, is obsolete.

Lution

In the French version, the term *personne physique majeure et capable* is replaced by the term *personne*. In the English version, the term "private person of full age and capacity" is replaced by "person". A new definition of "person" (*personne*) was added to the *Crown Liability and Proceedings Act* by section 35 of the *Federal Law-Civil Law Harmonization Act*, *No. 1*. In the English version, the term "any person" is replaced by "anyone". This last amendment is made in order to avoid the application of this new definition. In this respect, the legislator's intent is to encompass damages sustained by all persons including legal persons, not only natural persons of full age and capacity.

nonized Provision

4. The Crown is liable for the damage sustained by **anyone** by reason of a motor vehicle, owned by the Crown, on a highway, for which the Crown would be liable if it were a **person**. *Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1*, S.C. 2001, c. 4, s. 37

personne physique

Common law

personne physique

l'itre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Lisposition

5. (2) Les immeubles fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer la cession entre sujets de droit privé.

Problème

Les expressions « sujets de droit privé » et private person ne sont pas équivalentes.

Dans la version française, l'expression « sujets de droit privé » est remplacée par « personne physique ». Dans la version anglaise, l'expression private person est remplacée par natural person. Ces expressions sont plus simples et mieux adaptées, tant au droit civil qu'à la common law.

Mignati, a harmonisée

5. (2) Les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province où sont situés ces biens, peut servir à opérer le transfert d'immeubles ou de biens réels par une personne physique. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(3)

natural person

Civil Law

natural person

Title of the Legislative

11.

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

. Austriaion

5. (2) Federal real property within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted by any instrument by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property may be transferred by a **private person**.

Problem

The terms "private person" and *sujets de droit privé* do not describe equivalent concepts.

atus kan

In the English version, the term "private person" is replaced by "natural person". In the French version, the term *sujets de droit privé* is replaced by *personne physique*. These terms are more simple and better adapted to both civil and common law.

armonized Provision

5. (2) Federal real property and federal immovables within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted or conceded, as the case may be, by any instrument or act by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property and immovables may be transferred by a **natural person**.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 15(3)

perte pécuniaire antérieure au procès

Common law

dommages-intérêts spéciaux

Titre du texte législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

31. (3) Si l'ordonnance de paiement accorde des dommagesintérêts spéciaux, les intérêts prévus au paragraphe (2) sont calculés sur le solde du montant des dommages-intérêts spéciaux accumulés à la fin de chaque période de six mois postérieure à l'avis écrit mentionné à l'alinéa (2)b) ainsi qu'à la

date de cette ordonnance.

Problème

Seule la terminologie propre à la common law, soit les expressions « dommages-intérêts spéciaux » / special damages, est utilisée dans les deux versions linguistiques. En common law, ces dommages visent plus particulièrement les pertes pécuniaires subies avant le procès. Ce type de dommagesintérêts n'a pas d'appellation particulière en droit civil mais est toutefois compensé de la même façon qu'en common law, par exemple les pertes de revenus subies jusqu'au procès. En droit civil, l'expression « perte pécuniaire antérieure au procès » et son équivalent anglais *pre-trial pecuniary loss* correspondent au

concept de la common law.

sointion.

Dans la version française, l'expression « perte pécuniaire antérieure au procès » est ajoutée. Dans la version anglaise, l'expression pre-trial pecuniary loss est ajoutée.

31. (3) Si l'ordonnance de paiement accorde une somme, dans la province de Québec, à titre de perte pécuniaire antérieure au procès ou, dans les autres provinces, à titre de dommages-intérêts spéciaux, les intérêts prévus au paragraphe (2) sont calculés sur le solde du montant de la perte pécuniaire antérieure au procès ou des dommages-intérêts spéciaux accumulés à la fin de chaque période de six mois postérieure à l'avis écrit mentionné à l'alinéa (2)b) ainsi qu'à la date de cette

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 51(2)

special damages

Civil Law

pre-trial pecuniary loss

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Test

Provision

31. (3) Where an order referred to in subsection (2) includes an amount for **special damages**, the interest shall be calculated under that subsection on the balance of **special damages** incurred as totalled at the end of each six month period following the notice in writing referred to in paragraph (2)(b) and at the date of the order.

Problem

Only common law terminology ("special damages" / dommages-intérêts spéciaux) is used in both linguistic versions. In common law, these damages refer to pecuniary losses occurring before trial. Although not recognized by this name in civil law, these damages are compensated in the same way as in common law; for example, reference can be made to loss of income before trial. In civil law, the term "pre-trial pecuniary loss" and its French equivalent perte pécuniaire antérieure au procès correspond to the common law concept.

Laboring

In the French version, the term *perte pécuniaire antérieure au procès* is added. In the English version, the term "pre-trial pecuniary loss" is added.

..... wized Provision

31. (3) When an order referred to in subsection (2) includes an amount for, in the Province of Quebec, pre-trial pecuniary loss or, in any other province, special damages, the interest shall be calculated under that subsection on the balance of the amount as totalled at the end of each six month period following the notice in writing referred to in paragraph (2)(b) and at the date of the order.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 51(2)

priorité constitutive de droit réel

Common law

Titre du texte législatif

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch.

B-3

1000

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.

En droit civil, les privilèges ont été supprimés et certains ont été remplacés par les notions de priorités et d'hypothèques. En particulier, la priorité attribuée aux municipalités et aux commissions scolaires est constitutive de droit réel. Il est donc nécessaire d'ajouter la notion de « priorité constitutive de droit

réel » afin de refléter le droit civil.

Les expressions « priorité constitutive de droit réel » et prior claims constituting a real right sont ajoutées pour refléter le droit civil. Le terme privilege est supprimé dans la version anglaise mais « privilège » est conservé dans la version

française car il correspond au terme *lien* de la common law.

ាំ តានសម្រាស់ ការពេលផ្លែក

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre:

a) de la personne titulaire, selon le Code civil du Québec ou les autres lois de la province de Québec, d'un droit de rétention ou d'une priorité constitutive de droit réel sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens;

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

n/a

Civil Law

prior claim constituting a real right

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

Text

. . ision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or

secondarily liable;

Urchlem In civil law, "privileges" have been abolished and some have

> been replaced with the notions of "prior claims" and "hypothecs". In particular, the prior claim granted to municipalities and school boards constitutes a real right. It is thus necessary to add the notion of "prior claims constituting a

real right" in order to reflect the civil law.

In the English version, the phrase "prior claims constituting a Bolution

real right" is added and in the French version, the phrase priorité constitutive de droit réel is added, for civil law purposes. The term "privilege" is deleted in the English version, but privilège is maintained in the French version, as it is the accepted term in

common law for "lien".

Toronized Provision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or

secondarily liable, and includes

(a) a person who has a right of retention or a prior claim constituting a real right, within the meaning of the Civil Code of Québec or any other statute of the Province of Quebec, on or against the property of the debtor or any part of that property

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 25

page 181

priorité ou droit de rétention

Common law

privilège

Time de Texte législatif

Loi sur la production de défense, L.R.C. (1985), ch. D-1

20. En cas de stipulation, dans un contrat de défense, selon laquelle Sa Majesté ou un gouvernement associé acquiert ou conserve, libre de toute réclamation, **privilège**, charge ou servitude, la propriété de fournitures d'État [...]

1 19191000

Seule la terminologie de la common law (« privilège »/lien) est utilisée. En droit civil les privilèges ont été supprimés et certains ont été remplacés par les notions de priorités et d'hypothèques.

17 171

Dans la version française, la phraséologie « priorité ou droit de rétention selon le *Code civil du Québec* ou les autres lois de la province de Québec » est ajoutée. Dans la version anglaise, la phraséologie prior claims or rights of retention within the meaning of the Civil Code of Québec or any other statute of the Province of Quebec est ajoutée pour les besoins du droit civil.

20. [...] en cas de stipulation, dans un contrat de défense, selon laquelle Sa Majesté ou un gouvernement associé acquiert ou conserve la propriété de fournitures d'État [...] libre de toute **priorité ou droit de rétention selon le** *Code civil du Québec* **ou les autres lois de la province de Québec**, de tout **privilège** ou de toute réclamation, charge ou servitude [...] *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*,

L.C. 2001, ch. 4, art. 72

liens

Civil Law

prior claims or rights of retention

Title of the Legislative

Defence Production Act, R.S.C. (1985), c. D-1

1001

Crovision 20. Where, by the terms of a defence contract, it is provided that

> title to any government issue or building ... remains vested or vests in her Majesty or in an associated government free and clear of all claims, liens, charges and encumbrances, then,

notwithstanding any law in force in any province

Problem

Only common law terminology ("lien"/privilège) is used. In civil law, privileges have been abolished and some of them have been replaced by the notions of "prior claims" and "hypothecs".

In the French version, the phrase priorité ou droit de rétention Solution

selon le Code civil du Québec ou les autres lois de la province de Québec is added, for purposes of civil law. In the English version, the phrase "prior claims or rights of retention, within the meaning of the Civil Code of Québec or any other statute of

the Province of Quebec" is added, for civil law purposes.

Harmonized Provision

20. If, by the terms of a defence contract, it is provided that title to any government issue or building ... remains vested or vests in her Majesty or in an associated government free and clear of all claims, liens, prior claims or rights of retention within the meaning of the Civil Code of Québec or any other statute of the Province of Quebec, charges or encumbrances, then,

despite any law in force in any province

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 72

Breit civil

rang

Common tow

rang

The duties e législatif

Loi sur les mesures économiques spéciales, L.C. 1992, ch. 17

.....

Priorité

5. (3) Le paragraphe (2) s'applique sous réserve du rang que les droits et intérêts — garantis ou non — détenus par d'autres personnes que l'État étranger visé par le décret mentionné au paragraphe (1), qu'une personne se trouvant sur son territoire ou qu'un de ses nationaux ne résidant pas au Canada auraient eu, en l'absence du présent article, par rapport aux droits et intérêts de Sa Majesté ou du propriétaire.

Broth mar

Puisque les termes « priorité » et *priority* peuvent prêter à confusion et référer à tort à la notion de créance prioritaire en droit civil, il est préférable de remplacer ces termes par la notion de « rang »/ranking à laquelle la disposition renvoie.

.15. 1 9181

À la note marginale de la version française, le terme « priorité » est remplacé par « rang ». Dans la version anglaise, le terme priority est remplacé par ranking.

Pisposition harmonisée

Rang

5. (3) Le paragraphe (2) s'applique sous réserve du rang que les droits et intérêts — garantis ou non — détenus par d'autres personnes que l'État étranger visé par le décret mentionné au paragraphe (1), qu'une personne se trouvant sur son territoire ou qu'un de ses nationaux ne résidant pas au Canada auraient eu, en l'absence du présent article, par rapport aux droits et intérêts de Sa Majesté ou du propriétaire.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 120

ranking

Civil Law

marision

ranking

Title of the Legislative

Special Economic Measures Act, S.C. 1992, c. 17

Prof

Existing equities maintained

5. (3) All secured and unsecured rights and interests held by persons, other than

(a) a foreign state to which the order referred to in subsection

(1) applies,

(b) persons in that foreign state, and

(c) nationals of that foreign state who do not ordinarily reside in Canada, are entitled to the same **priority** with respect to the rights and interests of Her Majesty and the owner in the proceeds of the sale referred to in subsection (2) as they would

have been entitled to had this section not been enacted.

. 10° A-131

Since the terms "priority" and *priorité* may raise confusion and can refer erroneously to the notion of a prior claim in civil law, it is preferable to replace these terms with the notion of

"ranking"/rang.

n. Intion

In the English version, the term "priority" is replaced by "ranking". In the French version of the marginal note, the term *priorité* is replaced by *rang*.

Annual Provision

Existing equities maintained

5. (3) All secured and unsecured rights and interests held by persons, other than

(a) a foreign state to which the order referred to in subsection

(1) applies,

(b) persons in that foreign state, and

(c) nationals of that foreign state who do not ordinarily reside in Canada, are entitled to the same **ranking** with respect to the rights and interests of Her Majesty and the owner in the proceeds of the sale referred to in subsection (2) as they would have been entitled to had this section not been enacted.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 120

page 185

Proff civil

résiliation

Common law

résignation

Tilm du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...]

d) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la rétrocession d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la rétrocession d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré;

Le terme « rétrocession » a une signification précise en droit civil qui ne reflète pas ici l'intention du législateur et qui ne correspond pas au concept de surrender utilisé dans la version anglaise.

La résiliation d'un bail est le concept de droit civil visé dans le présent contexte et le terme « résignation » est le terme approprié en common law d'expression française pour rendre la notion de surrender dans la version anglaise. Dans la version française, le terme « rétrocession » est remplacé par « résiliation », qui rend la réalité du droit civil, et « résignation », qui rend la réalité de la common law. Dans la version anglaise, le terme resiliation est ajouté pour refléter le droit civil.

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...]

d) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la résiliation ou la résignation d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la résiliation ou de la résignation d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

surrender

Civil Law

resiliation

With of the Legislative Test

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,

(d) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender of any lease of which Her Majesty is the tenant or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender of any lease of which Her Majesty is the landlord or the acceptance of the relinquishment of any

licence of which Her Majesty is the licensor;

i roldem

The term *rétrocession* used in the French version has a precise meaning in civil law, but it does not reflect the legislative intent here and does not correspond to the concept of "surrender" used in the English version.

The civil law concept to which the provision refers in this context is "resiliation of a lease". Résignation is the appropriate term in common law in French for "surrender". In the French version, the term *rétrocession* is replaced by the term *résiliation* which reflects civil law and by résignation, which reflects common law. In the English version, the term "resiliation" is added for civil law purposes.

Provision

16. (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable,

(d) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the lessee or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the lessor or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

responsabilité

Cammon law

responsabilité

Libre du texte législatif Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« délit civil » Délit ou quasi-délit

Dans la version française, les expressions « délit civil », « délit » et « quasi-délit » ne sont plus utilisées en droit civil. Ces notions ont été remplacées par le concept de responsabilité civile extracontractuelle. Le terme tort utilisé dans la version anglaise n'a de sens qu'en common law. Ce concept est rendu en common law d'expression française par « délit ».

Dans la version française, la définition de « délit civil » est remplacée par celle de « responsabilité ». Dans la version anglaise, la définition de tort est remplacée par celle de liability. Les termes « responsabilité » et *liability* sont respectueux des deux traditions juridiques. L'expression « responsabilité civile extracontractuelle » (extracontractual civil liability) est ajoutée pour les fins du droit civil et « responsabilité délictuelle » (liability in tort) est ajoutée pour les fins de la common law.

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
 - « responsabilité » Pour l'application de la partie 1 :
 - a) dans la province de Québec, la responsabilité civile extracontractuelle;
 - b) dans les autres provinces, la responsabilité délictuelle. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 34

liability

Civil Law

liability

Title of the Legislative

T.C. 1

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

.. dision

2. In this Act,

"tort" includes delict and quasi-delict;

Problem

The terms délit civil, délit and quasi-délit, found in the French version, are no longer used in civil law. They have been replaced by the concept of extracontractual civil liability. The term "tort" used in the English version has meaning only in common law. It is translated in common law in French as délit.

E.:lution

In the French version, the definition of *délit civil* is replaced by responsabilité. In the English version, the definition of "tort" is replaced by "liability". The terms "liability" and responsabilité respect both legal traditions. The terms "extracontractual civil liability" / responsabilité civile extracontractuelle and "liability" in tort" / responsabilité délictuelle are added for purposes of

civil and common law respectively.

mer. i.e.d Provision

2. In this Act,

"liability", for the purposes of Part 1, means

(a) in the Province of Quebec, extracontractual civil liability,

(b) in any other province, **liability** in tort;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 34

and the state of

10/4

responsabilité civile extracontractuelle

of number 1995.

responsabilité délictuelle

" " " texte législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« délit civil » Délit ou quasi-délit

Dans la version française, les expressions « délit civil », « délit » et « quasi-délit » ne sont plus utilisées en droit civil. Ces notions ont été remplacées par le concept de responsabilité civile extracontractuelle. Le terme *tort* utilisé dans la version anglaise n'a de sens qu'en common law. Ce concept est rendu en common law d'expression française par « délit ».

Dans la version française, la définition de « délit civil » est remplacée par celle de « responsabilité ». Dans la version anglaise, la définition de *tort* est remplacée par celle de *liability*. Les termes « responsabilité » et *liability* sont respectueux des deux traditions juridiques. L'expression « responsabilité civile extracontractuelle » (*extracontractual civil liability*) est ajoutée pour les fins du droit civil et « responsabilité délictuelle » (*liability in tort*) est ajoutée pour les fins de la common law.

nisée

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]
- « responsabilité » Pour l'application de la partie 1 :
- a) dans la province de Québec, la responsabilité civile extracontractuelle;
- *b*) dans les autres provinces, la responsabilité délictuelle. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 34

liability in tort

Civil Law

extracontractual civil liability

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

2. In this Act,

"tort" includes delict and quasi-delict;

Problem

The terms délit civil, délit and quasi-délit, found in the French version, are no longer used in civil law. They have been replaced by the concept of extracontractual civil liability. The term "tort" used in the English version has meaning only in common law. It is translated in common law in French as délit.

- dution

In the English version, the definition of "tort" is replaced by "liability". In the French version, the definition of délit civil is replaced by responsabilité. The terms "liability" and responsabilité respect both legal traditions. The terms "extracontractual civil liability" / responsabilité civile extracontractuelle and "liability in tort" / responsabilité délictuelle are added for purposes of civil and common law

respectively.

- renized Provision

2. In this Act,

"liability", for the purposes of Part 1, means

(a) in the Province of Quebec, extracontractual civil liability, and

(b) in any other province, liability in tort;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 34

Amphigh all

S.O.

of omnormal law

accessoires fixes

Thron Collégislatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]

on thinks

Dans la version anglaise de la disposition, un ensemble de concepts de common law, dont *fixtures*, sont énumérés dans la définition de *real property*. La définition emploie une terminologie propre à la common law, sans restreindre son application territoriale aux provinces autres que le Québec. De plus, il n'y a pas de définition équivalente dans la version française de la disposition pour la common law.

Dans la version anglaise, la définition de *real property* est modifiée en restreignant son application territoriale puisque les termes employés, dont *fixtures*, visent la common law. De plus, une version française de la définition de *real property* est ajoutée en utilisant le terme « biens réels » pour les fins de la common law : la notion de *fixtures* est rendue par « accessoires fixes ».

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. [...]

« biens réels » Dans une province autre que le Québec et à l'étranger, les biens-fonds et les intérêts afférents, y compris les mines et les minéraux, bâtiments et autres ouvrages, accessoires fixes ou améliorations de surface, de sous-sol ou en surplomb.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 11(6)

n/a

Civil Law

fixtures

The of the Legislative

, 411.

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision

2. In this Act,

"real property" means land whether within or outside Canada, including mines and minerals, and buildings, structures. improvements and other fixtures on, above or below the surface of the land, and includes an interest therein.

Hamilan.

In the English version of the provision, a set of common law concepts, including "fixtures", are enumerated in the definition of "real property". However, the definition uses terminology exclusive to the common law, without restricting its application to provinces other than Quebec. Moreover, there is no equivalent definition in the French version of the provision for common law in French.

In the English version, the definition of "real property" is modified by restricting its territorial application, since the terminology used, including "fixtures", is aimed at common law. Further, a French version of the definition of "real property" is added using the term biens réels for common law, "fixtures" is expressed as accessoires fixes.

. armonized Provision

2. In this Act,

"real property" means land in any province other than Quebec, and land outside Canada, including mines and minerals, and buildings, structures, improvements and other fixtures on, above or below the surface of the land, and includes an interest therein. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s.11(3)

S O

Common law

baillement

Titre du texte législatif Loi sur le ministère de l'Industrie, L.C. 1995, ch. 1

12. [...] sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, servitudes, baux, ventes, gages, cessions, abandons [...]

La notion de bailment, qui en est une de common law uniquement, ne se retrouve pas à la version française.

Colution

Le terme « baillements » est ajouté à la version française pour les besoins de la common law.

n harmonisée

12. [...] sont à déposer ou enregistrer auprès du registraire général les documents, actes ou pièces ou leurs copies — relatifs à des fiducies, hypothèques, cautionnements, charges, baux, ventes, gages, baillements, cessions, abandons [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 73

bailment

Civil Law

n/a

Title of the Legislative

Text

Department of Industry Act, S.C. 1995, c. 1

Provision

12. ... any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, charge, lease, sale, bailment, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office or department of the

Secretary of State

Problem

The notion of "bailment", unique to common law, is not found

in the French version.

Solution

The term *baillements* is added to the French version for

common law purposes.

11 . monized Provision

(amendment to the French version only)

12. ... any person is required to file or register any instrument of trust, mortgage, hypothec, bond, suretyship, charge, lease, sale, bailment, pledge, assignment, surrender or other instrument, document or record or copy thereof, or any notice, in the office

or department of the Secretary of State

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 73

Part of the

0.0

S.O.

a antenon lim

domaine

Tit: texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

9. Sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte visé à l'alinéa 5(1)b) d'un immeuble fédéral détenu en pleine propriété ou à **titre** équivalent soit assortie d'une délimitation pour conférer la pleine propriété si, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, les actes translatifs d'immeubles n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.

Cette disposition réfère à une règle spécifique à la common law qui n'a pas d'application en droit civil. La terminologie du droit civil employée dans la version française (« titre ») n'a donc pas lieu d'être et doit être remplacée par celle de la common law (« domaine »).

Dans la version française, le terme « titre » est remplacé par « domaine ».

9. Dans une province autre que le Québec et sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte mentionné à l'alinéa 5(1)b) d'un bien réel fédéral détenu en fief simple ou en vertu d'un domaine équivalent soit assortie de termes de délimitation pour concéder un tel fief ou domaine si, en vertu des lois de cette province, les actes translatifs de biens réels n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

estate

Civil Law

n/a

Title of the Legislative Fext

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

9. Where under the laws of a province an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(b) operates as a conveyance of a fee simple or equivalent **estate** in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant such an **estate** in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.

1 6. 9.3

This provision refers to a particular common law rule which has no application in civil law. The civil law terminology used in the French version (*titre*) is therefore not appropriate and should be replaced by the relevant term in common law in French (*domaine*).

Sainting

In the French version the term *titre* is replaced by the term *domaine*.

Turmonized Provision

(amendment to the French version only)

9. Where under the laws of a province other than Quebec an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(b) operates as a conveyance of a fee simple or equivalent **estate** in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant the fee simple or an equivalent **estate** in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Property in

S.O.

1 ommon him

equity

Three on texte législatif

Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

Mean (tina

- 183. (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en équité qui doit leur permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre : [...]
- (2) Les cours d'appel du Canada, dans les limites de leur compétence respective, sont, en droit et en équité, conformément à leur procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investies de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés des tribunaux exerçant juri-diction de première instance en vertu de la présente loi.

En attribuant une compétence pour les cours des provinces, la loi réfère à la notion d'*equity* du droit anglais, propre aux provinces de common law. La compétence en *equity* n'est pas reconnue au Québec en droit privé.

Dans la version française, le terme « équité » est remplacé par « equity », celui-ci étant le terme consacré en common law d'expression française.

- 183. (1) Les tribunaux suivants possèdent la compétence en droit et en **equity** qui doit leur permettre d'exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant leurs termes respectifs, tels que ces termes sont maintenant ou peuvent par la suite être tenus, pendant une vacance judiciaire et en chambre : [...]
- (1.1) Dans la province de Québec, la Cour supérieure possède la compétence pour exercer la juridiction de première instance, auxiliaire et subordonnée en matière de faillite et en d'autres procédures autorisées par la présente loi durant son terme, tel que celui-ci est maintenant ou peut par la suite être tenu, pendant une vacance judiciaire et en chambre.
- (2) Sous réserve du paragraphe (2.1), les cours d'appel du Canada, dans les limites de leur compétence respective, sont, en droit et en **equity**, conformément à leur procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investies de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés des tribunaux exerçant juridiction de première instance en vertu de la présente loi.
- (2.1) Dans la province de Québec, la Cour d'appel, dans les limites de sa compétence, est, conformément à sa procédure ordinaire, sauf divergences prévues par la présente loi ou par les Règles générales, investie de la compétence d'entendre et de juger les appels interjetés de la Cour supérieure.

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 33(1) à (3)

equity

Civil Law

n/a

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

D. .. : 1130

183. (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in equity as will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers:

• • •

(2) The courts of appeal throughout Canada, within their respective jurisdictions, are invested with power and jurisdiction at law and in **equity**, according to their ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the courts vested with original jurisdiction under this Act.

Problem

In conferring jurisdiction upon provincial courts, the Act refers to the English law notion of equity in use in common law provinces. Jurisdiction in equity is not recognized in private law matters in Quebec.

Sultifier

In the French version, the term *équité* is replaced by *equity*, which is the term used by the common law audience in French.

Mary arrand Provision

(amendment to the French version only, with respect to the term *equity*)

183. (1) The following courts are invested with such jurisdiction at law and in **equity** as will enable them to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during their respective terms, as they are now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers:

...

- (1.1) In the Province of Quebec, the Superior Court is invested with the jurisdiction that will enable it to exercise original, auxiliary and ancillary jurisdiction in bankruptcy and in other proceedings authorized by this Act during its term, as it is now, or may be hereafter, held, and in vacation and in chambers.
- (2) Subject to subsection (2.1), the courts of appeal throughout Canada, within their respective jurisdictions, are invested with power and jurisdiction at law and in **equity**, according to their ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the courts vested with original jurisdiction under this Act.
- (2.1) In the Province of Quebec, the Court of Appeal, within its jurisdiction, is invested with power and jurisdiction, according to its ordinary procedures, except as varied by this Act or the General Rules, to hear and determine appeals from the Superior Court.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 33(1) to (3)

S.O.

Common low

fief simple

Mille de législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

9. Sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte visé à l'alinéa 5(1)b) d'un immeuble fédéral détenu en **pleine propriété** ou à titre équivalent soit assortie d'une délimitation pour conférer la pleine propriété si, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, les actes translatifs d'immeubles n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.

Cette disposition réfère à une règle spécifique à la common law qui n'a pas d'application en droit civil. La terminologie du droit civil employée dans la version française (« pleine propriété ») n'a donc pas lieu d'être et doit être remplacée par celle de la common law (« fief simple »).

Dans la version française, l'expression du droit civil « pleine propriété » est remplacée par l'expression de la common law « fief simple ».

9. Dans une province autre que le Québec et sauf intention contraire expresse de l'acte translatif, il n'est pas obligatoire que la concession par lettres patentes ou par un acte mentionné à l'alinéa 5(1)b) d'un bien réel fédéral détenu en **fief simple** ou en vertu d'un domaine équivalent soit assortie de termes de délimitation pour concéder un tel fief ou domaine si, en vertu des lois de cette province, les actes translatifs de biens réels n'ont pas à en être assortis pour effectuer un transfert de tous les droits du cédant sur le bien visé, lorsque Sa Majesté a le pouvoir de concéder ces droits.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

fee simple

Civil Law

n/a

Title of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

9. Where under the laws of a province an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(b) operates as a conveyance of a **fee simple** or equivalent estate in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant such an estate in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.

I roblem

This provision refers to a particular common law rule which has no application in civil law. The civil law terminology used in the French version (*pleine propriété*) is therefore not appropriate and should be replaced by the relevant term in common law in French (*fief simple*).

. [[3]]

In the French version, the civil law term *pleine propriété* is replaced by the common law term *fief simple*.

The same of the second

(amendment to the French version only)

9. Where under the laws of a province other than Quebec an instrument transferring real property without words of limitation operates as an absolute transfer of all the transferor's interest in the real property, a grant of federal real property in that province by letters patent or by an instrument referred to in paragraph 5(1)(b) operates as a conveyance of a **fee simple** or equivalent estate in the property although no words of limitation are used in the instrument, if Her Majesty has power to grant the **fee simple** or an equivalent estate in the property and no contrary intention is expressed in the instrument.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

S.O.

Commun law

grèvements

Titre du texte législatif

Loi sur Bell Canada, L.C. 1987, ch. 19

14. (1) Tout acte de fiducie créant des hypothèques, charges ou servitudes sur la totalité ou une partie des biens de la Compagnie [...]

Le terme « servitudes » utilisé dans la version française ne correspond pas au terme de common law encumbrances. La servitude a un sens particulier en droit civil qui n'est pas celui visé dans ce contexte. Le terme consacré en common law d'expression française est « grèvement ». Il n'existe aucun

concept correspondant en droit civil.

Dans la version française, le terme « servitudes » est remplacé

par le terme « grèvements ».

14. (1) [...] les actes de fiducie créant des hypothèques, charges ou grèvements, sur la totalité ou une partie des biens de la

Compagnie [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 62

encumbrances

Civil Law

n/a

Title of the Legislative

11/ 64

1011

Provision

14. (1) Every deed of trust creating mortgages, charges or

encumbrances on the whole or any part of the property of the Company

Problem

The term *servitudes* used in the French version does not correspond to the common law notion of "encumbrances". This term has a precise meaning in civil law that is not intended here. The accepted term in common law in French is *grèvement*.

There is no corresponding concept in civil law.

* draign

In the French version, the term *servitudes* is replaced by

grèvements.

Harmonized Provision

(amendment to the French version only)

Bell Canada Act, S.C. 1987, c. 19

14. (1) A deed of trust creating mortgages, charges or

encumbrances ... on the whole or any part of the property of

the Company

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 62

S.O.

Common law

intérêt

Titre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

17. (3) Lorsque tout **droit** autre que la pleine propriété des immeubles fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces immeubles et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

Compte tenu de l'application restreinte de cette disposition aux Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut, il est nécessaire de n'y retrouver que la terminologie de la common law. Il n'y a donc pas lieu d'harmoniser cette disposition avec le droit civil québécois. Afin d'éviter toute confusion, la terminologie du droit civil est remplacée par celle de la common law.

Dans la version française, le terme de droit civil « droit » est remplacé par « intérêt », lequel est l'équivalent français de la notion de common law *interest*. Aucune modification n'est nécessaire à la version anglaise puisqu'elle n'utilise que la terminologie de la common law.

17. (3) Lorsque tout intérêt autre que le droit de propriété en fief simple des biens réels fédéraux situés au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut fait l'objet d'une concession sous le régime de la présente loi, le ministre chargé de leur gestion conserve la gestion de ces biens réels et des droits sur ceux-ci qui, par l'application du paragraphe (1), font l'objet de réserves.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 19

the said

interest

Civil Law

n/a

This of the Legislative 12 , 1 , 1

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

17. (3) Where an **interest** other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

and the first

Since this section only applies to the Northwest Territories, Yukon and Nunavut, only common law terminology should be used. There is no need to harmonize this provision with Quebec civil law. In order to avoid any confusion, civil law terminology is replaced by the appropriate common law terminology.

.....

In the French version, the civil law term *droit* is replaced by the term intérêt, as the French equivalent of the common law notion of "interest". No change is necessary to the English version as it contains only common law terms.

The transfer Provision

(amendment to the French version only)

17. (3) Where an **interest** other than the fee simple in any federal real property in the Yukon Territory, the Northwest Territories or Nunavut that is under the administration of a Minister is granted under this Act, that Minister retains the administration of such property and rights as are reserved from the grant by virtue of subsection (1).

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 19

Droit civil

s.o.

Common law

S.O.

Tire du texte législatif

Loi maritime du Canada, L.C. 1998, ch. 10

31. (6) Les concessions visées au paragraphe (4) peuvent être faites par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble fédéral, peut servir à faire des concessions entre sujets de droit privé.

Harming 130

La notion de interest in real property n'a de sens que pour la common law. L'expression appropriée pour le droit civil dans le

présent contexte est right in an immovable.

Dans la version anglaise, la notion de droit civil right in an immovable est ajoutée. Aucune modification n'est nécessaire à la version française puisqu'elle est rédigée différemment de la version anglaise et qu'elle n'utilise pas l'expression problématique.

(modification à la version anglaise seulement)

31. (6) Les concessions visées au paragraphe (4) peuvent être faites par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble fédéral ou du bien réel fédéral, peut servir à faire des concessions entre sujets de droit privé. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, par. 139(2)

Common Law interest in real property

Civil Law right in an immovable

Title of the Legislative Canada Marine Act, S.C. 1998, c. 10

Provision 31. (6) A grant under subsection (4) may be effected by any

instrument by which an **interest in real property** may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the federal real property or fixtures are

situated.

Problem The notion of "interest in real property" has meaning only in

common law. The appropriate notion for civil law in the present

context is "right in an immovable".

In the English version, the civil law notion "right in an immovable" is added. No change to the French version is

immovable" is added. No change to the French version is necessary because the provision is drafted differently, without

the use of the problematic phrase.

11. (6) A grant under subsection (4) may be effected by any

instrument by which an interest in real property or a right in an immovable may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the federal real property,

federal immovable or fixtures are situated.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 139(2)

Droit civil

S.O.

Complian leve

S.O.

Thr. Leavelleishell

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est [...]

Seule la terminologie de la common law (*covenant*) est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version anglaise, le terme *condition* est ajouté pour refléter le droit civil. Aucune modification n'est nécessaire à la version française car celle-ci est rédigée différemment de la version anglaise et n'utilise pas le terme problématique.

Man to manage to

(modification à la version anglaise seulement)

12. Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 16

covenant

Civil Law

condition

Title of the Legislative

icxi.

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Provision

12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property

except in favour of

Problem

Only common law terminology ("covenant") is used in the

English version.

Samtion

In the English version, the term "condition" is added for the purposes of civil law. No change to the French version is necessary because it is drafted differently, without the use of the

problematic term.

acoussized Provision

12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

Droi in .

S.O.

r ammont has

S.O.

Titre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées :

d) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la rétrocession d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la rétrocession d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré;

Dans la version anglaise, le terme *landlord* est propre à la common law et n'est pas approprié pour le droit civil.

Dans la version anglaise, le terme *landlord* est remplacé par le terme *lessor*, qui vaut pour les deux systèmes juridiques. Aucune modification n'est nécessaire à la version française puisqu'elle est rédigée différemment de la version anglaise et qu'elle n'utilise pas le terme problématique.

(modification à la version anglaise seulement)

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées :

d) autoriser, au nom de Sa Majesté, soit la résiliation ou la résignation d'un bail qui lui a été consenti ou la renonciation aux droits conférés par un permis dont elle est titulaire, soit l'acceptation de la résiliation ou de la résignation d'un bail consenti par Sa Majesté ou de la renonciation aux droits conférés par un permis qu'elle a délivré; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

lessor

Civil Law

lessor

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,

(d) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender of any lease of which Her Majesty is the tenant or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender of any lease of which Her Majesty is the landlord or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor;

Problem

In the English version, the term "landlord" is the accepted term only in common law and is not appropriate for civil law.

In the English version, the term "landlord" is replaced by the term "lessor", which is appropriate terminology for both legal systems. No change to the French version is necessary because the provision is drafted differently, without the use of the

problematic term.

Parmonized Provision

16. (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable,

(d) authorize, on behalf of Her Majesty, a surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the lessee or the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensee, or the acceptance of the surrender or resiliation of any lease of which Her Majesty is the lessor or the acceptance of the relinquishment of any licence of which Her Majesty is the licensor:

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit chill

S.O.

Common love

titulaire d'un permis

l'itre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Tingo in

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, [...]

i zontôme

Dans la version française, l'expression « droit d'usage ou d'occupation » peut porter à confusion pour l'auditoire civiliste puisque ces notions ont un sens particulier en droit civil qui n'est pas celui dans cette disposition. Compte tenu de la définition de « permis » (licence), à l'article 2 de la Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux édictée par le paragraphe 11(2) de la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, il est préférable d'employer l'expression « titulaire d'un permis » (person who holds a licence) plutôt que « titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation » (person who has a right to use or occupy).

. .

Dans la version française, l'expression « titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation » est remplacée par « titulaire d'un permis ». Dans la version anglaise, l'expression *person who has a right to use or occupy* est remplacée par *person who holds a licence*.

April Comments

12. Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le **titulaire d'un permis** sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est :

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

person who holds a licence

Civil Law

n/a

Title of the Legislative

Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of

Problem

The phrase droit d'usage ou d'occupation in the French version could lead to confusion for a civil law audience as it has a particular meaning in civil law that is not intended here. Given the definition of "licence"/permis found in section 2 of the Federal Real Property and Federal Immovables Act as modified by subsection 11(2) of the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, it is preferable to use the phrase "person who holds a licence" (titulaire d'un permis) instead of "person who has a right to use or occupy" (titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation).

..

In the French version, the phrase *titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation* is replaced by *titulaire d'un permis*. In the English version, the phrase "person who has a right to use or occupy" is replaced by "person who holds a licence".

Harmonized Provision

12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

Droit civil solidairement

Common law solidairement

Lipe du texte législatif Loi sur les télécommunications, L.C. 1993, ch. 38

74.1 (7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets

confisqués au titre du présent article sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables des frais [...]

En droit civil d'expression française, l'expression

« conjointement et individuellement » n'a aucune signification et peut porter à confusion. Le terme « solidairement » est suffisant

tant pour les fins du droit civil que de la common law

d'expression française.

Dans la version française, l'expression « conjointement et

individuellement » est supprimée. Le terme « solidairement » est

conservé.

74.1 (7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets

confisqués au titre du présent article sont solidairement

responsables des frais [...]

Loi d'harmonisation n°1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C.

2001, ch. 4, art. 123

Common Law jointly and severally

Civil Law solidarily

Fitle of the Legislative Telecommunications Act, S.C. 1993, c. 38

Text

74.1 (7) Any persons convicted in respect of the forfeited

apparatus are jointly and severally or solidarily liable for all

the costs

Problem The term conjointement et individuellement has no meaning in

civil law in French and may cause confusion. The term

solidairement is sufficient for purposes of civil law and common

law in French.

In the French version, the term conjointement et

individuellement is deleted. The term solidairement is

maintained.

Harmonized Provision (amendment to the French version only)

74.1 (7) Any persons convicted in respect of the forfeited

apparatus are jointly and severally, or solidarily, liable for all

the costs

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 123

Oroi, cisil

solidaires

Common lass

solidaires

Litre du texte législatif Loi sur l'aéronautique, L.R.C. (1985), ch. A-2

11.

4.4 (5) Le propriétaire enregistré et l'utilisateur d'un aéronef sont solidaires du paiement des redevances frappant l'aéronef au titre

du présent article.

En droit civil d'expression anglaise, l'expression jointly and severally n'existe plus et a été remplacée par le terme solidarily.

Solution.

Dans la version anglaise, on ajoute le terme solidarily à l'expression jointly and severally. Cette dernière expression est toutefois conservée pour les fins de la common law. La version française n'a pas à être modifiée puisque le terme « solidaires » vaut aussi bien pour le droit civil que pour la common law.

I was to be proposited a

(modification à la version anglaise seulement)

4.4 (5) Le propriétaire enregistré et l'utilisateur d'un aéronef sont solidaires du paiement des redevances frappant l'aéronef au titre du présent article.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil,

L.C. 2001, ch. 4, art. 53

jointly and severally

Civil Law

solidarily

Title of the Legislative

Text

Aeronautics Act, R.S.C. (1985), c. A-2

Provision

4.4 (5) Where a charge is imposed in respect of an aircraft under this section, both the registered owner and operator of the aircraft are **jointly and severally** liable for payment of the

charge.

Problem

The term "jointly and severally" no longer exists in civil law in English and has been replaced with the term "solidarily".

. Adultur

In the English version, the term "solidarily" is added to the term "jointly and severally", which is maintained for common law purposes. The French version does not need to be amended since the term *solidaires* is appropriate for both civil and

common law.

Agendanized Provision

4.4 (5) If a charge is imposed in respect of an aircraft under this section, both the registered owner and the operator of the aircraft are **jointly and severally**, **or solidarily**, liable for payment of the charge.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 53

Droit civil

sous-locataire

Common law

sous-locataire

Dar du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

12. La personne qui loue un immeuble de Sa Majesté, son ayant droit au titre du bail ou le titulaire d'un droit d'usage ou d'occupation sur cet immeuble ne peuvent consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est en faveur de Sa Majesté, de leur auteur ou, en ce qui concerne le locataire ou son ayant droit, du sous-locataire ou de la personne à qui ils ont délivré un permis. Dans les autres cas, l'agrément du gouverneur en conseil est nécessaire.

Seule la terminologie de la common law (*subtenant*) est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version anglaise, les termes *sublessee or assignee of such a lessee* sont ajoutés au premier paragraphe de l'article 12. À l'alinéa 12c), le terme *sublessee* remplace le terme *subtenant*. Les termes *lessee* et *assignee* sont également ajoutés à l'alinéa 12c). Ces changements visent à faire en sorte que la terminologie appropriée du droit civil et de la common law en matière de location et de sous-location soit utilisée.

(modification à la version anglaise seulement) Conditions restrictives

12. Le locataire d'un immeuble ou d'un bien réel de Sa Majesté, son cessionnaire, sous-locataire ou ayant cause au titre du bail, le titulaire d'un intérêt découlant de ce bail ou le titulaire d'un permis sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral ne peuvent, sans l'agrément du gouverneur en conseil, consentir une clause qui aurait pour effet d'en restreindre ou d'en régir de quelque autre manière l'utilisation, si ce n'est:

a) en faveur de Sa Majesté;

b) en faveur de la personne de qui provient le droit ou l'intérêt;

c) en ce qui concerne le locataire ou son ayant cause ou le cessionnaire ou le titulaire de l'intérêt découlant du bail, en faveur du **sous-locataire** de cette personne ou en faveur de la personne à qui ils ont délivré un permis.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

sublessee

Civil Law

sublessee

. itte of the Legislative

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

- 12. A person who holds a lease of any real property from Her Majesty or an interest derived from such a lease, or who has a right to use or occupy any federal real property, may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant restricting or controlling the use of the property except in favour of
- (a) Her Majesty;
- (b) any person through whom that interest or right was derived; or
- (c) in the case of a person holding such a lease or interest, any subtenant or licensee of that person.

Problem

Only common law terminology ("subtenant") is used in the English version.

1. 1100

In the English version, the phrase "sublessee or assignee of such a lessee" is added to the opening words of section 12. The term "subtenant" is replaced by the term "sublessee" in paragraph 12(c). The terms "lessee" and "assignee" are also added to that paragraph. These amendments are made in order to use appropriate common law and civil law terminology regarding leases and subleases.

Increanized Provision

- 12. A lessee of any real property or immovable from Her Majesty, the successor, sublessee or assignee of such a lessee, a person who holds an interest derived from such a lease or a person who holds a licence in respect of federal real property or federal immovables may not, without the consent of the Governor in Council, grant or agree to any covenant or condition restricting or controlling the use of the property except in favour of
- (a) Her Majesty;
- (b) any person through whom that interest or right was derived;
- (c) in the case of such a **lessee**, successor or **assignee** or person holding such an interest, any **sublessee** or licensee of that person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 16

throit civil

succession

Communication

représentants personnels

Titra din term législatif

Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif, L.R.C. (1985), ch. C-50

The same

10. L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement de l'alinéa 3a), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une action en responsabilité civile délictuelle contre leur auteur ou ses représentants.

*) v million

Les notions de « représentant » dans la version française et de *personal representative* dans la version anglaise sont propres à la common law uniquement. De plus, l'expression consacrée en common law d'expression française est « représentant personnel ». En droit civil, le terme approprié pour désigner les personnes visées par cet article est « succession » (*succession*). En common law, les expressions appropriées sont « représentant personnel » et *personal representative*.

Dans la version française, l'adjectif « personnels » est ajouté au terme « représentants ». Le terme correspondant dans la version anglaise, *personal representative*, est conservé pour les besoins de la common law afin d'inclure les autres types de représentants légaux. La paire de termes « succession »/succession est ajoutée pour refléter le droit civil.

10. L'État ne peut être poursuivi, sur le fondement des sousalinéas 3a)(i) ou b)(i), pour les actes ou omissions de ses préposés que lorsqu'il y a lieu en l'occurrence, compte non tenu de la présente loi, à une action en responsabilité contre leur auteur, ses représentants personnels ou sa succession. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 40

personal representative

Civil Law

succession

Title of the Legislative

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. (1985), c. C-50

Text

Provision

10. No proceedings lie against the Crown by virtue of paragraph 3(a) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would apart from the provisions of this Act have given rise to a cause of action in tort against that

servant or the servant's personal representative.

The notion of *représentant* in the French version and "personal representative" in the English version have meaning only in common law. Moreover, the accepted term in common law in French is représentant personnel. In civil law, the appropriate terms to refer to these persons are "succession" and succession. In common law, the appropriate terms are "personal

representative" and représentant personnel.

In the French version, the adjective *personnels* is added to the term représentants. The term "succession"/succession is added for civil law. In the English version, the term that corresponds to it, "personal representative", is maintained for common law, in

order to include other types of legal representatives.

.... an rised Provision

10. No proceedings lie against the Crown by virtue of subparagraph 3(a)(i) or (b)(i) in respect of any act or omission of a servant of the Crown unless the act or omission would, apart from the provisions of this Act, have given rise to a cause of action for liability against that servant or the servant's

personal representative or succession.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 40

Droll chill

sûreté

Common law

sûreté

litre du terre législatif Régime de pensions du Canada, L.R.C (1985), ch. C-8

114001

66. (2.6) Un document délivré par la Cour fédérale ou par la cour supérieure d'une province et faisant preuve du contenu d'un certificat homologué à l'égard d'un débiteur peut être enregistré en vue de grever d'une sûreté, d'un privilège, d'une priorité ou d'une hypothèque légale un bien-fonds du débiteur — ou un droit sur un bien réel — situé dans une province de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, un document faisant preuve du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieur de la province contre une personne pour une dette de celle-ci.

A

Dans la version anglaise, aucun terme ne correspond au concept de « sûreté » utilisé dans la version française.

Le terme security, qui respecte les deux systèmes juridiques, est ajouté dans la version anglaise.

4 ... 1 114146/1147

(modification à la version anglaise seulement)

66. (2.6) Un document délivré par la Cour fédérale ou par la cour supérieure d'une province et faisant preuve du contenu d'un certificat homologué à l'égard d'un débiteur peut être enregistré en vue de grever d'une sûreté, d'une charge, d'un privilège ou d'une hypothèque légale un bien-fonds du débiteur — ou un droit sur un bien réel — situé dans une province de la même manière que peut l'être, en application de la loi provinciale, un document faisant preuve du contenu d'un jugement rendu par la cour supérieure de la province contre une personne pour une dette de celle-ci.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 67

security

Civil Law

security

Thate of the Legislative

Canada Pension Plan, R.S.C. (1985), c. C-8

1081

Provision

66. (2.6) A document issued by the Federal Court or by a superior court of a province evidencing a certificate in respect of a debtor registered under subsection (2.3) or (2.4) may be recorded for the purpose of creating a charge, lien, prior claim or legal hypothec on land in a province, or on an interest in land in a province, held or owned by the debtor, in the same manner as a document evidencing a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person may be recorded in accordance with the law of the province to create a charge, lien, prior claim or legal hypothec on land, or an interest in land, held or owned by the person.

Problem

There is no term in the English version that corresponds to the concept of *sûreté* used in the French version.

Sellin

The term "security", which reflects both legal systems, is added to the English version.

monized Provision

66. (2.6) A document issued by the Federal Court or by a superior court of a province evidencing a certificate in respect of a debtor registered under subsection (2.3) or (2.4) may be recorded for the purpose of creating security, or a charge, lien or legal hypothec, on land in a province, or on an interest in land in a province, held or owned by the debtor, in the same manner as a document evidencing a judgment of the superior court of the province against a person for a debt owing by the person may be recorded in accordance with the law of the province to create security, or a charge, lien or legal hypothec, on land, or an interest in land, held or owned by the person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 67

throit civil

syndicat

Common law

personne morale

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

> 16. (7) Lorsque l'achat, la location ou toute autre forme d'acquisition d'un immeuble en copropriété divise, d'un immeuble d'une coopérative ou d'un immeuble de nature semblable est autorisé sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition d'actions de la personne morale syndicat, coopérative ou autre —, ou de droits de membres [...]

> La notion de droit civil « syndicat », personne morale qui a pour objet la conservation, l'entretien et l'administration de l'immeuble en copropriété divise, ne se trouve pas dans la version anglaise de la disposition.

L'expression syndicate of co-owners est ajoutée à la version anglaise.

(modification à la version anglaise seulement) 16. (7) Lorsque l'acquisition ou la location d'un immeuble en copropriété divise, d'un bien réel en condominium, d'un immeuble ou d'un bien réel d'une coopérative ou d'un immeuble ou d'un bien réel de nature semblable est autorisée sous le régime de la présente loi, est aussi autorisée l'acquisition d'actions ou de parts de la personne morale — syndicat, coopérative ou autre —, ou de droits de membres [...] Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(2)

page 224

condominium corporation

Civil Law

syndicate of co-owners

Title of the Legislative

Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

4, s. 1

Proxision

16. (7) Where a purchase, lease or other acquisition of real property in a condominium project, co-operative project or similar project is authorized under this Act, that authorization also constitutes the authority for the acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant **condominium corporation**, co-operative corporation ...

Problem

In the English version, the civil law notion of "syndicate of coowners", a legal person that preserves, maintains and manages an immovable under divided co-ownership, is not included in the provision.

Solution

The term "syndicate of co-owners" is added to the English version.

nonconined Provision

- **16.** (7) Where an acquisition or a lease is authorized under this Act in relation to
- (a) real property in a condominium project or an immovable under divided co-ownership,
- (b) real property or an immovable in a co-operative project, or (c) real property or an immovable in any similar project, that authorization also constitutes the authority for the

acquisition of a share, membership interest or ownership interest in the relevant condominium corporation, syndicate of co-

owners, co-operative corporation ...

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, S.C. 2001, c.

4, s.18(2)

Trail ob it

titulaire

Contract in V

titulaire

· E : du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

- 16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...]
- e) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef la gestion et la maîtrise de la totalité ou d'une partie des droits que Sa Majesté du chef du Canada détient sur un immeuble fédéral;

L'utilisation du terme « détient » porte à confusion, la détention correspondant à un concept particulier en droit civil. Pour éviter toute confusion, il convient d'utiliser le terme « titulaire ».

Dans la version française, le terme « détient » est remplacé par « est titulaire ». Aucune modification n'est nécessaire à la version anglaise puisque celle-ci est rédigée différemment de la version française et qu'elle n'utilise pas le terme problématique.

- 16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...]
 - e) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada la gestion et la maîtrise de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre dont Sa Majesté est titulaire sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral:

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

n/a

Civil Law

n/a

Fitle of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Crosision

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,

[...]

(e) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest of Her Majesty in any federal real property, either in perpetuity or for any lesser term;

Problem

The use of the term détient is confusing because the concept of detention has a specific meaning in civil law. To avoid confusion, it is more appropriate to use the term titulaire.

In the French version, the term détient is replaced by est titulaire. No change is necessary to the English verison, as it is drafted differently, without the use of the problematic term.

Alexagorized Provision

(amendment to the French version only)

16. (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,

[...]

(e) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest, or any right, of Her Majesty in any federal real property or federal immovable, either in perpetuity or for any lesser term; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 18(1)

Oroit civil

tout droit

common has

tout intérêt ou intérêt moindre

illre du texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Dispushion

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées :

e) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef la gestion et la maîtrise de la totalité ou d'une partie des droits que Sa Majesté du chef du Canada détient sur un immeuble fédéral;

Seule la terminologie du droit civil (« droits ») est utilisée dans la version française et seule la terminologie de la common law (interest) est utilisée dans la version anglaise.

Dans la version anglaise, les termes any right sont ajoutés pour refléter le droit civil. Dans la version française, la phraséologie « de la totalité ou d'une partie des droits » est remplacée par « de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre » pour refléter la common law.

16. (1) Par dérogation aux règlements d'application du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil du Trésor et sous réserve des conditions et restrictions que lui-même juge indiquées : [...]

> e) transférer, à perpétuité ou pour une durée déterminée, à Sa Majesté de tout autre chef que celui du Canada la gestion et la maîtrise de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre dont Sa Majesté est titulaire sur un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral:

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 18(1)

entire or any lesser interest

Civil Law

any right

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Provision

16. (1) Notwithstanding any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with such terms and subject to such conditions and restrictions as the Governor in Council considers advisable,

...

(e) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest of Her Majesty in any federal real property, either in perpetuity or for any lesser term;

" To WE U.S

Only civil law terminology (*droits*) is used in the French version and only common law terminology ("interest") is used in the English version.

10 827, 1

In the English version, the term "any right" is added for civil law purposes. In the French version, the phrase *de la totalité ou d'une partie des droits* is replaced by *de tout droit ou de tout intérêt ou intérêt moindre* to reflect the common law.

16 manualized Provision

- 16. (1) Despite any regulations made under subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board, in accordance with any terms and subject to any conditions and restrictions that the Governor in Council considers advisable,
- (e) transfer to Her Majesty in any right other than Canada administration and control of the entire or any lesser interest, or any right, of Her Majesty in any federal real property or federal immovable, either in perpetuity or for any lesser term; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 18(1)

Droit civil

toute autre forme de disposition ou la possession

Common law

toute autre forme de disposition ou la possession

There du texte législatif

Loi sur le ministère des Anciens combattants, L.R.C. (1985), ch. V-1

000 000

5. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : [...]

c) pour le marquage ou le timbrage de prothèses ou d'autres appareils distribués par le ministère; pour empêcher l'enlèvement ou l'oblitération de ces timbres ou marques ou l'emploi de toute contrefaçon de ces timbres ou marques, ainsi que l'achat, la vente, l'entrée en possession ou tout usage de ces prothèses ou autres appareils sans l'autorisation du ministre pour interdire toutes fausses déclaration, proposition ou représentation relatives aux prothèses et autres appareils ou articles fabriqués au ministère, ou pour son compte, ou distribués par ce dernier;

L'expression « entrée en possession » est inappropriée en ce qui a trait au droit civil d'expression française. De plus, dans la version anglaise, le terme *receiving* ne reflète pas le concept de possession.

Dans la version française, les termes « l'entrée en possession ou tout usage » sont remplacés par « ou toute autre forme de disposition ou la possession ». Dans la version anglaise, le terme *receiving* est remplacé par *possession*.

5. (1) Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre prend les règlements qu'il juge opportuns : [...]

c) pour le marquage ou le timbrage de prothèses ou d'autres appareils distribués par le ministère; pour empêcher l'enlèvement ou l'oblitération de ces timbres ou marques ou l'emploi de toute contrefaçon de ces timbres ou marques, ainsi que l'achat, la vente ou toute autre forme de disposition ou la possession de ces prothèses ou autres appareils sans l'autorisation du ministre pour interdire toutes fausses déclaration, proposition ou représentation relatives aux prothèses et autres appareils ou articles fabriqués au ministère, ou pour son compte, ou distribués par ce dernier; Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 126(2)

Committee and and in the

other disposal or possession

(Bill Law

other disposal or possession

Title of the Legislative Text

Department of Veterans Affairs Act, R.S.C. (1985),

c. V-1

Provision

5. (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable

...

(c) for the marking or stamping of artificial limbs or appliances issued from the Department, and to prevent the removal or defacement of such stamps or marks or the use of any counterfeit thereof, and to prevent the purchase, sale, receiving or other disposal of such artificial limbs or appliances without the authority of the Minister; to forbid any false statement, suggestion or representation with respect to any artificial limbs, appliances or other goods manufactured in or for or issued from the Department;

ii blem

The phrase *l'entrée en possession* is inappropriate in civil law in French. Furthermore, in the English version, the term "receiving" does not reflect the concept of possession.

Jation

In the French version, the phrase *l'entrée en possession ou tout usage* is replaced by the phrase *ou toute autre forme de disposition ou la possession*. In the English version, the term "receiving" is replaced by the term "possession".

... monized Provision

- **5.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the Minister may make such regulations as he may deem necessary and advisable
- (c) for the marking or stamping of artificial limbs or appliances issued from the Department, and to prevent the removal or defacement of the stamps or marks or the use of any counterfeit of the stamps or marks, and to prevent the purchase, sale or other disposal or possession of the artificial limbs or appliances without the authority of the Minister; to forbid any false statement, suggestion or representation with respect to any artificial limbs, appliances or other goods manufactured in or for or issued from the Department;

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 126(2)

Project if

toute personne responsable

7 mm + m 1: 1

toute personne responsable

Normalis exte législatif

Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides, L.R.C. (1985), ch. P-10, désormais Loi sur l'indemnisation du dommage causé par des pesticides conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 113

9 11000

5. (1) Le versement d'une indemnité au titre de la présente loi ne peut se faire tant que l'agriculteur n'a pas pris les mesures que le ministre juge nécessaires pour :

[...]

b) exercer tout recours qu'il peut avoir contre :

[...]

(ii) soit **toute personne responsable** de la présence des résidus de pesticide.

Il y a disparité de contenu entre les deux versions linguistiques. La version française utilise la notion de responsabilité sans en décrire les composantes alors que la version anglaise parle de la personne dont l'acte ou l'omission a causé la présence de résidus de pesticides.

Dans la version anglaise, la phraséologie *any person whose act* or omission resulted in or contributed, est remplacée par every person responsible for.

(modification à la version anglaise seulement)

5. (1) Le versement d'une indemnité au titre de la présente loi ne peut se faire tant que l'agriculteur n'a pas pris les mesures que le ministre juge nécessaires pour :

[...]

b) exercer tout recours qu'il peut avoir contre :

[...]

(ii) soit toute personne responsable de la présence des résidus de pesticide.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 116

every person responsible

Civil Law

every person responsible

Title of the Legislative Text

Pesticide Residue Compensation Act, R.S.C. (1985), c. P-10

Provision

5. (1) No payment of compensation shall be made to a farmer pursuant to this Act in respect of a loss suffered by him by reason of pesticide residue in or on an agricultural product until the farmer has taken any steps that the Minister deems necessary

(b) to pursue any legal action that the farmer may have against

(ii) any person whose act or omission resulted in or contributed to the presence of the pesticide residue in or on the product.

Problem

There is a disparity between linguistic versions. The French version uses the notion of liability without describing its components, whereas the English version refers to the person whose act or omission resulted in the presence of pesticide residue.

. . (+4)

In the English version, the phrase "any person whose act or omission resulted in or contributed to" is replaced by the phrase "every person responsible for".

Magazia Provision

5. (1) No payment of compensation shall be made to a farmer under this Act in respect of a loss suffered by the farmer by reason of pesticide residue in or on an agricultural product until the farmer has taken any steps that the Minister considers necessary

(b) to pursue any legal action that the farmer may have against

(ii) every person responsible for the presence of the pesticide residue in or on the product.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 116

transféré

minimi lan

transféré

Ti. e du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

Month garage

22. (1) Lorsque, par erreur, un immeuble fédéral a fait l'objet de plusieurs opérations incompatibles l'une avec l'autre, le gouverneur en conseil peut :

[...]

d) lorsque l'immeuble n'est plus en la possession du détenteur initial [...]

Dans la version française, l'expression « n'est plus en la possession » est inappropriée tant pour le droit civil que pour la common law. Dans la version anglaise, l'expression has passed, qui est associée au transfert du droit de propriété, reflète uniquement la common law.

Dans la version française, l'expression « n'est plus en la possession» est remplacée par « a été transféré », qui est une terminologie appropriée pour les deux traditions juridiques. Dans la version anglaise, l'expression has passed est remplacée par was transferred qui vaut à la fois pour le droit civil et la

common law.

in immensione 22. (1) Lorsque, par erreur, un immeuble fédéral ou un bien réel fédéral a fait l'objet de plusieurs opérations incompatibles l'une avec l'autre, le gouverneur en conseil peut :

[...]

d) lorsque le bien a été transféré du concessionnaire initial ou par celui-ci [...]

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 24

Civil Law transferred Title of the Legislative Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Text Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10) Fredision **22.** (1) Where, through error, inconsistent transactions relating to the same federal real property have been entered into, the Governor in Council may (d) where the property has passed from the original holder Problem In the English version, the term "has passed" has meaning only in common law where it designates the transfer of property rights. In the French version, the phrase n'est plus en la possession is inappropriate for both common law and civil law. In the English version, the term "has passed" is replaced by solution. "was transferred" to reflect both common law and civil law. In the French version, the phrase n'est plus en la possession is

both legal traditions.

transferred

Enternonized Provision

Common Law

22. (1) Where, through error, inconsistent transactions relating to the same federal real property or federal immovable have been entered into, the Governor in Council may

replaced by a été transféré, which is appropriate terminology for

(d) where the property was transferred by or from the original holder

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 24 $\,$

Droit civil transfert 'ommon law transfert Titre du texte législatif Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10 Disposition 5. (2) Les immeubles fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer la cession entre sujets de droit privé. Limblème Dans la version française, l'utilisation du terme « cession » est inappropriée dans le contexte en ce qui concerne le droit civil. Solution Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert ». En droit civil, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission des droits de propriété dans un immeuble, que le terme « cession » qui vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Le terme « transfert » vaut également pour la common law d'expression française. l conisée 5. (2) Les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux situés au Canada peuvent, à l'appréciation du ministre de la Justice, être concédés par un acte qui, en vertu des lois de la province où sont situés ces biens, peut servir à opérer le transfert d'immeubles ou de biens réels par une personne physique. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, par. 15(3)

transferred

Civil Law

transferred

Title of the Legislative

Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 10)

Propinsion

5. (2) Federal real property within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted by any instrument by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property may be **transferred** by a private person.

Problem

In the French version, the use of the term *cession* is inappropriate in civil law.

Solution

In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert*. In civil law, it is more appropriate to use the term *transfert*, which refers to the transmission of property rights in an immovable, than the term *cession*, which deals with the transmission of rights and obligations. The term *transfert* is also appropriate for common law in French.

Time nixed Provision

(Amendment to the French version only)

5. (2) Federal real property and federal immovables within Canada may, at the discretion of the Minister of Justice, be granted or conceded, as the case may be, by any instrument or act by which, under the laws in force in the province in which the property is situated, real property and immovables may be

transferred by a natural person.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No.1, S.C. 2001, c.

4, s.15(3)

Oroit eisil

transfert

" onement low

transport

Thre du texte législatif

Loi sur les immeubles fédéraux, L.C. 1991, ch. 50, désormais Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux, conformément à la Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 10

ration in the

7. (1) Lorsque, sous régime juridique fédéral ou provincial, un plan peut valoir acte de concession, d'affectation ou de cession d'immeuble à des fins de travaux routiers, d'aménagement de parc ou d'équipements collectifs ou autres fins d'intérêt public, l'utilisation d'un tel plan relativement à des immeubles fédéraux peut être autorisée par l'autorité habilitée à autoriser la concession, l'affectation ou la cession

L'utilisation du terme « cession » dans la version française est inappropriée dans le contexte en ce qui concerne le droit civil.

Pour le droit civil et la common law, il est plus juste d'utiliser le terme « transfert », qui vise la transmission des droits de propriété dans un immeuble, que le terme « cession », qui vise plutôt la transmission de droits et d'obligations. Dans la version française, le terme « cession » est remplacé par « transfert » afin de correspondre au terme transfer utilisé dans la version anglaise. Pour refléter la common law d'expression française, le terme « transport » est ajouté afin de mieux refléter le terme conveyance utilisé dans la version anglaise.

7. (1) Lorsque, sous régime juridique fédéral ou provincial, un plan peut valoir acte de concession, d'affectation, de transfert ou de transport d'immeuble ou de bien réel aux fins de travaux routiers, d'aménagement de parc ou d'équipements collectifs ou à d'autres fins d'intérêt public, l'utilisation d'un tel plan relativement à des immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux peut être autorisée par l'autorité habilitée à autoriser la concession, l'affectation, le transfert ou le transport. Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 16

conveyance

Civil Law

transfer

Title of the Legislative Text

Federal Real Property Act, S.C. 1991, c. 50 (title changed to Federal Real Property and Federal Immovables Act by the Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c. 4, s. 10)

Il myision

7. (1) Where under the laws of Canada or a province a plan may operate as an instrument granting, dedicating, **transferring or conveying** real property for a road, utility, park or other public purpose, the use of such a plan in relation to any federal real property may be authorized by the same authority that may authorize the grant, dedication, **transfer or conveyance** of that property.

Problem

The use of the term *cession* in the French version is inappropriate in this context for civil law purposes.

lution

For civil and common law, it is more appropriate to use the term *transfert*, which deals with the transmission of property rights in an immovable, rather than the term *cession*, which deals with the transmission of rights and obligations. In the French version, the term *cession* is replaced by *transfert* to correspond to the term "transfer" used in the English version. The term *transport* is added for the purposes of common law in French to reflect the meaning of "conveyance" found in the English version.

. (armonized Provision

(amendment to the French version only)

7. (1) Where under the laws of Canada or a province a plan may operate as an instrument or act granting, conceding, dedicating, **transferring or conveying** real property or immovables for a road, utility, park or other public purpose, the use of such a plan in relation to any federal real property or federal immovable may be authorized by the same authority that may authorize the grant, concession, dedication, **transfer or conveyance** of that property.

Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 16

vend sous condition ou à tempérament

and non-lan-

Titre du texte législatif Loi sur la faillite et l'insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne détenant une hypothèque, un nantissement, une charge, un gage ou un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou sur une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement.

Depuis l'entrée en vigueur du Code civil du Québec, l'exercice des droits découlant de certaines sûretés est soumis aux règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires. L'harmonisation de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité avec le Code civil du Québec requiert que les détenteurs de ces droits soient visés par la définition du créancier garanti. Afin de refléter le Code civil, seuls les titulaires de sûretés régis par les règles relatives à l'exercice des droits hypothécaires sont énumérés à l'alinéa b).

L'alinéa b) est créé pour inclure des catégories de créanciers qui sont assujettis aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires du Code civil du Québec. Il s'agit en outre des personnes qui vendent un bien sous condition ou à tempérament. L'alinéa b) ne s'applique qu'à la province de Québec, rendant ainsi inutile toute référence à une notion de common law.

ald a Max. Introduction

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« créancier garanti » Personne titulaire d'une hypothèque, d'un gage, d'une charge ou d'un privilège sur ou contre les biens du débiteur ou une partie de ses biens, à titre de garantie d'une dette échue ou à échoir, ou personne dont la réclamation est fondée sur un effet de commerce ou garantie par ce dernier, lequel effet de commerce est détenu comme garantie subsidiaire et dont le débiteur n'est responsable qu'indirectement ou secondairement. S'entend en outre:

[...]

- b) lorsque l'exercice de ses droits est assujetti aux règles prévues pour l'exercice des droits hypothécaires au livre sixième du Code civil du Québec intitulé Des priorités et des hypothèques :
- (i) de la personne qui vend un bien au débiteur, sous condition ou à tempérament,
- (ii) de la personne qui achète un bien au débiteur avec faculté de rachat en faveur de celui-ci,
- (iii) du fiduciaire d'une fiducie constituée par le débiteur afin de garantir l'exécution d'une obligation.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 25

Common Law

n/a

Civil Law

conditional or instalment sale

Title of the Legislative

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C. (1985), c. B-3

Text

Provision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge, lien or privilege on or against the property of the debtor or any part thereof as security for a debt due or accruing due to him from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or

secondarily liable;

Problem

Since the coming into force of the Civil Code of Québec, the exercise of the rights relating to some security mechanisms is governed by the rules applicable to the exercise of hypothecary rights. The harmonization of the Bankruptcy and Insolvency Act with the Civil Code of Québec requires that the holders of these rights be included in the definition of "secured creditor". In order to reflect the Civil Code, only the holders of security mechanisms governed by the rules applicable to the exercise of

hypothecary rights are listed in paragraph (b).

Mointien

Paragraph (b) is added to include categories of creditors governed by the rules relating to the exercise of the hypothecary rights of the Civil Code of Québec. These creditors include the vendors of any property sold under a conditional sale or instalment sale. Since paragraph 2(1)(b) refers exclusively to the Province of Quebec, it is not necessary to refer to any common

law concept.

The critical Provision

2. (1) In this Act,

"secured creditor" means a person holding a mortgage, hypothec, pledge, charge or lien on or against the property of the debtor or any part of that property as security for a debt due or accruing due to the person from the debtor, or a person whose claim is based on, or secured by, a negotiable instrument held as collateral security and on which the debtor is only indirectly or secondarily liable, and includes

(b) any of

(i) the vendor of any property sold to the debtor under a conditional or instalment sale,

(ii) the purchaser of any property from the debtor subject to a right of redemption, or

(iii) the trustee of a trust constituted by the debtor to secure the

performance of an obligation,

if the exercise of the person's rights is subject to the provisions of Book Six of the Civil Code of Québec entitled Prior Claims and Hypothecs that deal with the exercise of hypothecary rights; Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 25

Droit civil

vente en justice ou sous contrôle de justice

0.000 DOM: 0.000

vente en justice

Titure de texte législatif Loi sur l'Office national de l'énergie, L.R.C. (1985), ch. N-7

- 114. (1) La présente loi n'a pas pour effet de restreindre ou d'interdire les opérations suivantes :
- a) la vente en justice des biens d'une compagnie;
- b) la création de privilèges, hypothèques ou autres sûretés sur les biens de la compagnie, ou la vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté.

Mranaganir

La phraséologie « vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté » (sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security) n'est plus appropriée en droit civil eu égard à l'hypothèque, compte tenu des nouveaux recours hypothécaires. Plus particulièrement, compte tenu du contexte, le recours hypothécaire de vente sous contrôle de justice devrait être prévu à cette disposition.

L'alinéa c) est créé pour couvrir les modes de réalisation propres à la common law. Il reprend la formulation existante en indiquant cependant son application hors Québec. Les alinéas d) et e) sont créés afin de couvrir les modes de réalisation du droit civil. L'alinéa d) vise la vente en justice et le recours hypothécaire de vente sous contrôle de justice. Quant à l'alinéa e), il tient compte des particularités des modes de réalisation propres aux priorités et au droit de rétention.

u harmonisée

- 114. (1) La présente loi n'a pas pour effet de restreindre ou d'interdire les opérations suivantes :
- a) la vente en justice des biens d'une compagnie;
- b) la création d'une hypothèque, d'un privilège, d'une charge ou d'une autre sûreté sur les biens de la compagnie ou l'assujettissement de ceux-ci à une priorité ou à un droit de rétention selon le Code civil du Québec ou les autres lois de la province de Québec;
- c) ailleurs que dans la province de Québec, la vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté;
- d) dans la province de Québec, la vente en justice ou sous contrôle de justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté;
- e) l'exercice des recours destinés à faire valoir et réaliser la priorité mentionnée à l'alinéa b) ou l'exercice du droit de rétention mentionné à cet alinéa.

Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil, L.C. 2001, ch. 4, art. 106

Common Law

sale under an order of a court

Civil Law

sale under an order of a court or by judicial authority

Title of the Legislative Text National Energy Board Act, R.S.C. (1985), c. N-7

Provision

114. (1) It is hereby declared that nothing in this Act restricts or prohibits any of the following transactions:

(a) the sale under execution of any property of a company; or (b) the creation of any lien, mortgage, charge or other security on the property of the company, or the sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security.

Problem

The phrase "sale, pursuant to an order of a court, of any property of the company to enforce or realize on any such lien, mortgage, charge or other security" / vente en justice de biens de la compagnie pour la réalisation de la sûreté is no longer appropriate in civil law with respect to hypothecs, given the new hypothecary recourses available. More specifically, considering the context, the hypothecary recourse of sale by judicial authority should be included in the provision.

Paragraph 114(c) is added to set out common law enforcement methods. It reiterates the existing text, indicating however its application outside of Quebec. Paragraphs 114(1)(d) and (e) are added to set out civil law enforcement methods. Paragraph 114(1)(d) outlines the sale under an order of a court and the hypothecary recourse of sale by judicial authority. Paragraph 114(1)(e) sets out particularities of the method of enforcing prior claims and rights of retention.

Harmonized Provision

114. (1) It is hereby declared that nothing in this Act restricts or prohibits any of the following transactions:

(a) the sale under execution of any property of a company; or

(b) the creation of any lien, mortgage, hypothec, charge or other security on the property of the company, or of any prior claim or right of retention within the meaning of the *Civil Code of Québec* or any other statute of the Province of Quebec with respect to property of the company;

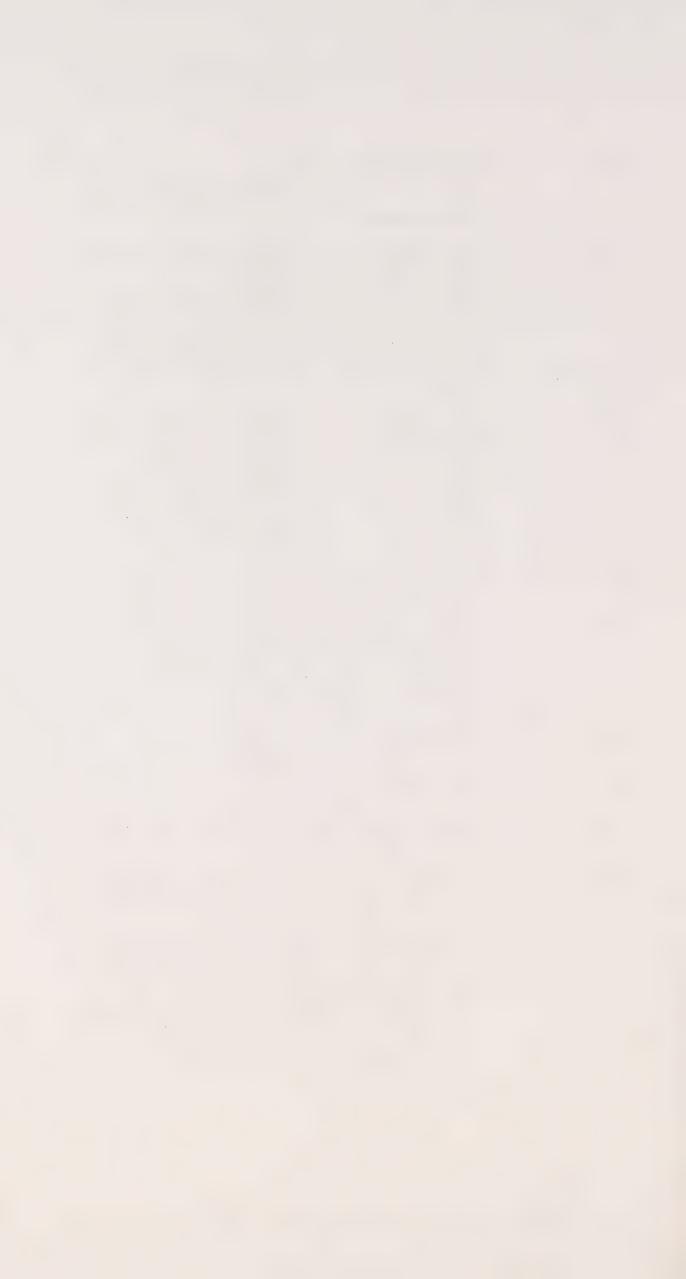
(c) the sale, elsewhere than in the Province of Quebec, under an order of a court of any property of the company to enforce or realize on any lien, mortgage, charge or other security on the property of the company;

(d) the sale, in the Province of Quebec, under an order of a court or by judicial authority, of any property of the company to enforce or realize on any hypothec, charge or

other security on the property of the company; and (e) the exercise of remedies for the enforcement and realization of any prior claim referred to in paragraph (b) or the exercise of

any right of retention referred to in that paragraph. Federal Law-Civil Law Harmonization Act, No. 1, S.C. 2001, c.

4, s. 106



Fiches terminologiques bijuridiques

INDEX



A

accessoires et dépendances accessoires fixes acquisition ou location acte acte de concession actes de fiducie acte de transfert acte de transport actes constitutifs d'hypothèque action en responsabilité administrateur des biens de la compagnie appartenant avocat avocat ou notaire ayant cause	2 2 196 4 6 8 12 10 10 12 14 16 18 20 20 20
ayants cause ayants droit	24
В	
bail baillement bien réel biens réels biens personnels biens personnels corporels biens qu'il a sous sa garde ou dont il est propriétaire	26 194 144 146 162, 164 166 28
C	
cause de préférence cautionnement cession cession en garantie, charge sur les créances comptables cessionnaire charge concéder concession concessions condominium contravention copropriété copropriété divise créance garantie créance hypothécaire créance liquide créancier hypothécaire	30 32 34 136 36 38, 40 42 44 46 48 54 50 52 54 56 58 60 62,64
D débiteur hypothécaire délits civils délivrance	66 114 68

délivrance définitive détenir disposer disposition	70 72 74, 76 78, 80, 82, 84
domaine dommage dommage aux biens ou perte de ceux-ci dommage causé par le fait des biens qu'il a sous sa garde ou dont il est	196 86 88
propriétaire ou par sa faute à l'un ou l'autre de ces titres dommages à la personne dommages corporels	90 92 94
dommages-intérêts spéciaux droit à l'utilisation droit d'utiliser ou d'occuper	178 96 98
droit d'utiliser droit ou permission d'utiliser ou d'occuper droits de propriété droits réels	100 98 102 104
E	
equity éteindre l'hypothèque exécuteur testamentaire exécution forcée	198 106 154 108
F	
faculté de rachat fait des biens faute faute lourde ou intentionnelle fiduciaire fiduciaire ou administrateur du bien d'autrui fiduciaire, à titre de fiducie constituée afin de garantir l'exécution d'une obligation fief simple fondé de pouvoir fruits et revenus	110 112 114 116 122 118 118 120 200 122 124
G	
gage garantir par un cautionnement garde matérielle grève d'une sûreté grevées grèvements grever d'une sûreté	126 128 130 132 134 202 140
Н	
hypothèque hypothèques hypothèques	136, 138 140 142

I

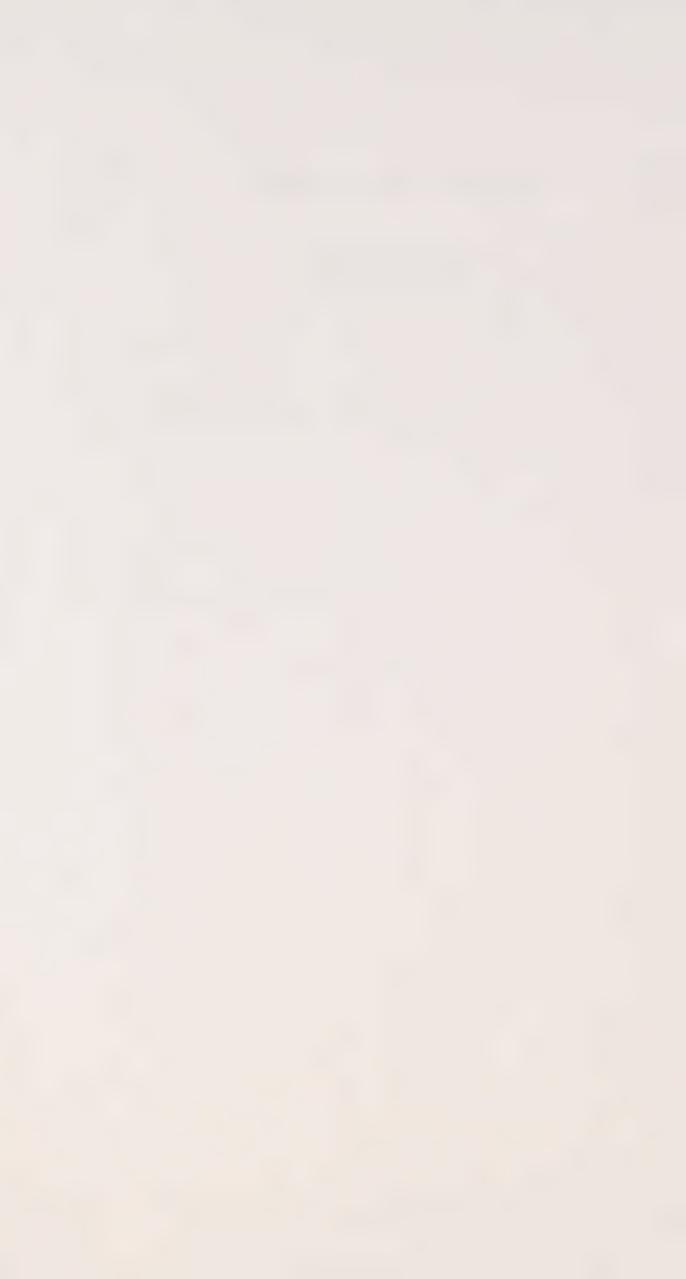
immeubles intérêt intérêt dans un bien-fonds	144 146 204 104
L	
légataires à titre particulier légataires, légataires à titre particuliers legs liquidateur de succession locataire	148 150 152 154 156
mainlevée d'hypothèque	158 160
mandataires manquements aux obligations liées à la propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens meubles meubles corporels	90 162, 164 166
N	
négligence grossière ou d'inconduite délibérée nulle	116 168
O	
obligation qu'a l'inspecteur d'agir de bonne foi et en vue de l'intérêt général de l'administration de l'actif ordonnance d'exécution en nature	170 172
P	
personne personne morale personne physique perte pécuniaire antérieure au procès priorité constitutive de droit réel priorité ou droit de rétention privilège propriété, à l'occupation, à la possession ou à la garde de biens	174 224 176 178 180 182 30, 182
R	
racheter l'hypothèque rang représentants personnels résignation résiliation responsable responsabilité responsabilité civile extracontractuelle responsabilité délictuelle	106 184 220 186 186 232 188 190

S

solidairement solidaires sous-locataire succession sûreté syndicat	214 216 218 220 222 224
T	227
titulaire	226
titulaire d'un intérêt	22
titulaire d'un permis	212
tout droit	228
tout intérêt ou intérêt moindre	228
toute autre forme de disposition ou la possession	230
toute personne responsable	232
transféré transfert	234
transport	236, 238
transport	238
V	
vend sous condition ou à tempérament	240
vente en justice	242
vente en justice ou sous contrôle de justice	242

Bijural Terminology Records

INDEX



A

accessories and dependencies	3
acquisition or lease	5
act constituting a hypothec	13
act of a thing	113
act of concession administrator of the property of the company	9
advocate or notary	21
agent	161
any right	229
appurtenances	3
assignee	37
assignment	35
assignment by way of security, charges on book debts	137
assigns	25
В	
bailment	195
barrister or solicitor	21
bodily injury	95
bond	33
breach of duty attaching to the ownership, occupation, possession or control of	
property	91
C	
cause of action for liability	15
cause of preference	31
charge	39, 41
charged	135
concede	43 45
concession	49
concessions	209
conditional or instalment sale	241
condominium	55
condominium corporation	225
contravening use	51
conveyance	239
conveyancing instrument	11
co-ownership	53
corporeal movable property	167 209
covenant	209
D	
damage	87
damage resulting from the act of a thing in the custody of or owned by the	
Crown or by the fault of the Crown as custodian or owner	91
damage to or loss of property	89
deed of trust	13
delivery	69 71
delivery becoming absolute	/ 1

devise discharge of mortgage	153
dispose	159 75, 77
disposed of	79, 77
disposition	81, 83, 85
divided co-ownership	55
E	
encumbrances	203
entire or any lesser interest	229
equity estate	199
every person responsible	197 233
execution	109
executor	155
extinguish the hypothec	107
extracontractual civil liability	191
F	
fault	115
fee simple	201
fiduciairy capacity	119
fixtures	193
fruits and revenues	125
G	
grant	43, 45
grants	49
gross negligence or willful misconduct	117
gross or intentional fault	117
Н	
hold	73
holder	47
holder of a power of attorney	123
hypothec hypothecary claim	137, 139, 143
hypothecary creditor	59 62 65
hypothecary debtor	63, 65 67
hypothecate	141
I	
immovables	145, 147
injury to the person	93
instrument	7
instrument of grant	9
instrument or act interest	7
interest in land	205
interest in real property	105 207
* *	

jointly and severally	215, 217
L	
lease legacy legatees by particular title legatees, legatees by particular title	27 153 149 151
lessee lessor liability liability in tort lien liens liquidated claim liquidator of a succession	157 211 189 191 31 183 61 155
M	
mandatary mortgage mortgagee mortgagor movables movables property	161 59, 139, 143 63, 65 67 163 165
N	
natural person null	177 169
O	
obligations of the inspector to the estate to act in good faith for the general interest of the administration obtain security order for specific performance other disposal or possession owned ownership, occupation, possession or control of property	171 133 173 231 19 29
P	
person person who holds a licence person who holds an interest personal injury personal property personal representative physical control pledge	175 213 23 95 163, 165 221 131 127
prior claim constituting a real right	181

prior claims or rights of retention property right	183 103
R	
ranking	185
real property	145, 147
real right	105
redeem the mortgage	107
release of hypothec	159
resiliation	187
responsible	233
right in an immovable	207
right of redemption	111
right to the use	97
right to use	101
right to use or occupy	99
S	
	2.42
sale under an order of a court	243
sale, under an order of a court or by judicial authority	243
secure itself	133
secured claim	57
security	223 141
security interest (create a) solidarily	219, 221
special damages	179
sublessee	219
succession	219
successors	23, 25
suretyship	33
surrender	187
syndicate of co-owners	225
T	
tangible personal property	167
thing in the custody of or owned by	29
to post bonds	129
to provide suretyships	129
tort	115
transfer	239
transferred	235, 237
transfert act	11
trust constituted to secure the performance of an obligation	121
trustee	123
trustee or administrator of the property of others	119
V	
void	169



Section du droit civil et du droit comparé

284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Téléphone : (613) 946-8985 Télécopieur : (613) 954-1209

http://lois.justice.gc.ca/fr/index.html

Civil Law and Comparative Law Section

284 Wellington Street Ottawa, Ontario K1A 0H8

Tel: (613) 946-8985 Fax: (613) 954-1209

http://laws.justice.gc.ca/en/index.html







